

PROCHE-ORIENT

L'O.L.P. revendique l'attentat contre un autobus israélien

L'O.L.P. a revendiqué, mardi 16 août, l'attentat à l'explosif qui avait fait dans la matinée du même jour huit blessés légers dans un autobus circulant dans le nord d'Israël (nos dernières éditions du 17 août). De source palestinienne, à Beyrouth, on déclare que cet attentat constitue la première hypothèse aux « projets israéliens d'annexion de la Cisjordanie » rendus publics dimanche à Tel-Aviv. L'O.L.P. avait annoncé, la semaine dernière, qu'elle allait « intensifier sa lutte militaire populaire et politique » contre la politique du gouvernement israélien refusant toute reconnaissance des Palestiniens et tout retrait de la Cisjordanie et de Gaza.

Les dirigeants de l'O.L.P. poursuivent, par ailleurs, leur campagne contre les États-Unis, accusés de passivité à l'égard de la politique « annexionniste » d'Israël. M. Abdel Mohsen Abou Mayar, porte-parole du comité exécutif de l'organisation palestinienne, a déclaré mardi à Damas, que les pays arabes devaient reconsidérer leur attitude à l'égard de Washington. « Les illusions de certains quant à une solution américaine, a-t-il dit, doivent rapidement s'estomper. L'O.L.P. pour sa part, s'opposera aux plans de Washington par tous les moyens dont elle dispose ».

M. Zuhair Mohsen, responsable du département militaire de l'O.L.P., qui exprime généralement le point de vue de Damas, est allé plus loin en affirmant à Beyrouth que les « tentatives de paix américaines » pourraient désormais être considérées comme terminées. « Aucun dirigeant arabe ne peut plus prétendre que les États-Unis tiennent sincèrement de résoudre le problème du Proche-Orient. Les

Arabes devraient maintenant comprendre que les chances d'un règlement acceptable au Proche-Orient sont plus éloignées que jamais. Israël pourrait bientôt provoquer une explosion dans toute cette région, et je ne pense pas que les États-Unis empêcheraient une telle initiative ».

M. Yasser Arafat a pour sa part adressé, mardi, un « message urgent » au secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Riad, afin d'attirer son attention sur la gravité de la situation au Sud-Liban. Le dirigeant de l'O.L.P. l'impute « à l'escalade des opérations militaires israéliennes dans ce secteur ».

Les voyageurs en provenance du Sud confirment que les tirs d'artillerie se sont intensifiés dans le secteur frontalier depuis que M. Begin a reconnu que les Israéliens intervenaient militairement dans les combats du Liban. La résistance palestinienne fait état de ce propos d'importantes concentrations israéliennes à proximité de la frontière libanaise.

« Aux Nations unies, M. Kurt Waldheim a réproché implicitement la récente décision du gouvernement israélien d'étendre aux territoires occupés les services publics dont bénéficient les Israéliens. Dans une déclaration faite par son porte-parole à New-York, le secrétaire général de l'ONU estime que « tous les gouvernements et parties concernées dans le conflit du Proche-Orient devraient s'abstenir de tous actes susceptibles d'aggraver la tension et d'ajuster les efforts en cours pour le retour des réfugiés de Palestine. Les actes contraires à la lettre et à l'esprit des résolutions des Nations unies sur le Proche-Orient devraient tout particulièrement être évités ».

(A.F.P., U.P.I., A.P.).

L'enseignement français au Liban

Une lettre du professeur Paul Milliez

Le docteur Paul Milliez, professeur de clinique médicale à la faculté de médecine de l'hôpital Broussais, nous adresse l'appel suivant :

« Un homme paralysique reste quelquefois étendu sur sa couche plusieurs années avant de disparaître. Une nation infirme demeure longtemps sans son lit avant d'expirer » (Chateaubriand, Mémoires d'outre-tombe, XXXV, 2, 324). Est-ce notre cas ?

Présentement, l'influence française s'est retirée du Proche-Orient. Il existe pourtant encore, de l'Irak au Liban, des hommes et des nations imprégnés de notre civilisation.

Tout se meurt. Rome n'est-elle plus dans Rome ? L'Eglise se retire et voit disparaître ses institutions fondées hors de son domaine européen. Un à un, s'éteignent les écoles et les établissements de bienfaisance, souvent français, qui servaient les peuples et notre rayonnement est musulman. Les congrégations ne recrutent plus et ont perdu leur dynamisme. Leur action très active avait été considérablement développée dans tout le monde non chrétien, depuis le début du siècle, du fait de l'attitude du gouvernement français, qui avait chassé de leur patrie nos ordres enseignants. Cette démission de l'Eglise catholique française, La France peut-elle y parer ?

O Beyrouth, mi-chrétienne, mi-musulmane, ton école française d'enseignement supérieur, elle jamais ? Ta faculté française de médecine, quasi centenaire, devenue faculté de médecine, mais restant de culture française, sera-t-elle aidée par notre rayonnement ou va-t-elle disparaître ? Les Américains ont su préserver avec habileté leurs institutions au cours d'un conflit fratricide alors que nous avons vu détruire nos grands établissements d'enseignement, stupidesment saisis par nos ennemis religieux les plus prestigieux. La France peut-elle reconstruire ? Les Français le veulent-ils ?

Oubliions-nous que, depuis mille ans, nous avons eu avec cette partie du monde des relations plus ou moins houleuses mais souvent amicales ? Il faut entendre, le soir, auprès d'un feu de camp, dans les pays arabes du Golfe, les conteurs remémorer les Croisades : on dirait qu'ils datent d'hier. Les envahisseurs sont régulièrement appelés « Français », et on leur consacre une estime profonde, probablement du fait qu'on les a chassés.

Qui sait encore ce que furent ensuite les échelles du Levant ? Qui connaît l'action des religieux et des laïques, des universitaires et des fonctionnaires, tout particulièrement au Liban ? Il s'est créé un équilibre entre les deux communautés qui constituait un exemple pour le reste du monde. Chrétiens et musulmans vivaient en paix.

La France peut-elle encore assumer ses charges et le tolérer-t-on ? Nos dirigeants désirent-ils maintenir un rayonnement de notre culture auprès de la fois des chrétiens et des musulmans, dans un Liban unique et libre ? Ce n'est pas sûr.

Un grand chancelier jésuite de la faculté française de médecine y a introduit des professeurs mu-

sulmans de très haute qualité, qui y sont encore mais dont la situation n'est pas facile. Si la faculté renaissait, avec un remarquable doyen grec orthodoxe, parviendrait-elle à compléter ses cadres musulmans, elle eût été une faculté libanaise de médecine, à côté d'une faculté purement américaine. Et cette faculté libanaise, le Liban la devrait à la France. Quelle plus belle façon de manifester notre amour pour ce pays et pour cette région du monde ?

Le drame de la faculté de médecine d'Alger doit servir de leçon. On a trop tardé à nommer des agrégés musulmans qui savaient maintenir d'excellents professeurs.

Notre rôle doit passer par le respect des identités nationales. Les peuples, ou du moins leurs dirigeants, ne tolèrent plus que nous n'appliquions pas les principes que nous avons contribué à leur inculquer. Comment les désapprover, surtout quand ils agissent de même à l'égard de tous les impérialismes mal camouflés, de l'Ouest et de l'Est ?

A nous de prouver notre vitalité, notre bonne volonté et notre bonne foi.

Souhaitons être entendus par le ministre des affaires étrangères et l'ambassadeur de France à Beyrouth !

Découvrez davantage la République Fédérale d'Allemagne tout en dépensant moins.



Avec la nouvelle Carte touristique.

Une nouvelle initiative du Chemin de Fer Fédéral Allemand vous permet de voyager en Allemagne dans des conditions particulièrement intéressantes et confortables.

Avec la Carte touristique de la D.F., vous pouvez emprunter l'important itinéraire régulier pour vos déplacements tout confort et tout bon prix quel que soit le nombre de jours. En 2ème classe, le tarif ne coûte que 100,- F. ou 120,- F. respectivement, et en 1ère 120,- F. ou 140,- F.

En vente à partir du 1er mai 1977 dans les grandes gares de la S.N.C. et dans les agences de voyages de l'Allemagne. Chez le Chemin de Fer Fédéral Allemand, 21, rue Condorcet 75009 Paris - Tél. 876-5026.

La République Fédérale d'Allemagne vous souhaite la bienvenue.

La Carte touristique de la D.F. Pour visiter l'Allemagne.

AMÉRIQUES

Haiti, terre sans pain

(Suite de la première page.)

Un enfant qui va mourir de faim, cela se reconnaît aisément. Il est trappé par une véritable maladie, qui comporte plusieurs stades. La situation est grave quand les membres, le visage, le ventre, sont boursoufflés par l'œdème. Dans ce cas, explique une infirmière française, qui s'occupe d'un centre à l'intérieur du pays, le seul espoir de les sauver serait de leur injecter du sérum. Sinon, dès qu'un enfant commence à se débattre, la diarrhée se déclare : ils se voient littéralement, et la mort survient dans les quarante-huit heures.

Représentante bénévole d'une association d'aide aux enfants du monde, Mme M. n'a pas les moyens de faire des portées de secours : les fillettes portées des prémisses, chez nous tombées en déshérence, d'héroïnes de tragédie antique ou de martyrs des pre-

nants étaient installés, lorsque nous sommes passés à la fin de juin : une cinquantaine de femmes, avec leurs enfants, et une dizaine d'hommes. Une expression revenait, lancinante, dans la bouche des adultes : « J'ai grand goût ». Grangou, ce pourrait être une divinité du panthéon vaudou, frère mineur de Baron Samedi, génie des cimetières et de la mort. Ce mot — que les hommes et les femmes d'ici prononcent en se posant la main sur l'estomac et en le frottant d'un geste circulaire très éloquent — désigne, dans cette langue créole si imagée, la faim.

Ces enfants rassemblés dans quelques cases (2), autour d'une place écaillée de soleil, comment les oublier ? Les garçons s'appellent Théodore, Abner ou Amélie, tous les fillettes portent des prénoms, chez nous tombées en déshérence, d'héroïnes de tragédie antique ou de martyrs des pre-

Princes — comme aliment à se nommer les gens de la capitale — le nord-ouest, c'est la planète Mars.

Les organisations internationales, pour leur part, font leur travail ; mais elles craignent les réactions impulsives d'un gouvernement « qui sait faire usage du pouvoir ».

L'ambassadeur d'un pays occidental qui, quant à lui, avait fait l'effort de venir à Port-de-Paix, n'a — nous a-t-on rapporté — rien vu de « dramatique » dans cette région. Il était, il est vrai, constamment escorté d'une vingtaine de fonctionnaires haïtiens qui, fait le prélat, ne lui ont guère montré les centres d'urgence installés autour de Gros-Morne, de Port-de-Paix et d'autres localités. Cet « oubli » avait peut-être une explication : ces centres ont, en général, été créés par des organisations charitables, sans appui officiel.

face de Port-au-Prince, est aujourd'hui rasée à blanc éton. C'est donc, désormais, dans toute la République que l'on peut voir trembler dans l'air ces penaches de fumée qui trahissent la présence de foyers où se carbonisent les arbres du pays. Le gouvernement a pris, il y a quelques mois, une décision importante : il a détaché le kérosène, pour encourager les ménagères à faire la cuisine sur des réchauds utilisant ce combustible. Mais, pour l'acheter, il faut de l'argent. Or, à la campagne, le seul moyen de s'en procurer c'est souvent... de fabriquer du charbon de bois. Aucune interdiction, aucune pression indirecte — comme l'institution de taxes à l'habitation — ne prévient contre cette réalité. Autre chose que les forêts occupent aujourd'hui moins de 10 % de la superficie, le déboisement se poursuit.

Dans ce pays où les pluies sont rares, mais violentes, les pentes des montagnes sont donc livrées au ravinement.

Au moins trois mille morts

Le déboisement a-t-il aussi asséché le climat ? La partie occidentale de l'île d'Haïti, toujours été plus aride que Saint-Domingue, qui occupe l'est. Les pluies venues du centre de l'Amérique traversent sur les hauteurs de la République voisine ; le reste est pour Haïti. Mais comment expliquer la récente aggravation de la situation ? Phénomène climatique ou conséquence de la sécheresse ? Ou local, lié au déboisement ?

La sécheresse est devenue une donnée chronique du nord-ouest. La dernière récolte normale dans cette partie du pays remonte à 1970, explique un pasteur protestant. En 1975, cela avait été terrible ; en 1976, très difficile. Cette année c'est la pire de toutes. Les pluies attendues en novembre dernier ne sont pas venues. Les paysans qui tentent néanmoins de semer ont turent pour leurs frais. Les autres eurent la ressource de manger les semences. Puis on vendit les chaises, la table, le lit, pour acheter un peu de maïs, du manioc. Les manguiers, normalement une belle récolte, mais leurs fruits étaient encore verts ; on les mangea cependant, au prix de quelques diarrhées ! Puis on déserta des rizières de « manioc-dindon », d'ordinaire réservé aux bêtes, comme le nom l'indique ; il y eut des empoisonnements. On attendra les premiers morts vers fin août.

Officiellement, 170 000 personnes, sur 245 000 habitants du Nord-Ouest, étaient, au mois de juin, considérées comme « nécessiteuses » ; 95 000 étaient « couvertes » — toujours selon les statistiques gouvernementales — par des distributions alimentaires d'urgence (3). Fournies par les Nations unies ou des programmes d'aide bilatérale ; la faim touche donc 75 000 personnes du Nord-Ouest, dont, sans doute une majorité d'enfants. Des zones ont été sévèrement affectées cette année : celle de Ranquière (dans le Nord-Est), le Plateau central, l'île de la Gonave, et l'extrême Sud. 140 000 personnes, plus que dans le Nord — sont officiellement considérées comme « nécessiteuses » autour de Bainet, Arcahaie, Cécile-lerger.

Combien y a-t-il de morts ? La presse canadienne est allée jusqu'à parler de 20 000. « Deux cents », nous a confié dans un murmure un haut fonctionnaire. En additionnant les seuls chiffres que nous considérons comme indiscutables — fournis par des autorités médicales ou religieuses ayant mené des enquêtes précises — nous parvenons à 3 000 décès, entre mars et la mi-juin, dans le triangle Gros-Morne - Port-de-Paix-Jean-Rabel.

Dans un village, nous a dit un témoin, on n'enterrait même plus les morts. Les survivants travaillaient les cadavres dans des feuilles de bananiers, puis les recouvraient vaguement de pierres. Les derniers habitants ont marché trois jours pour arriver à Gros-Morne, avec quelques maigres pour toute nourriture.

Les « mornes » (collines) se dépeuplent rapidement. Un curé nous a indiqué que 1 150 de ses 12 000 paroissiens avaient déjà, vers le début de juin, déserté ses « chapelles » (paroisses). Corrélativement, les localités où ont lieu des distributions de vivres — comme Gros-Morne et Port-de-Paix — ont vu leur population quasiment doubler ces dernières semaines.

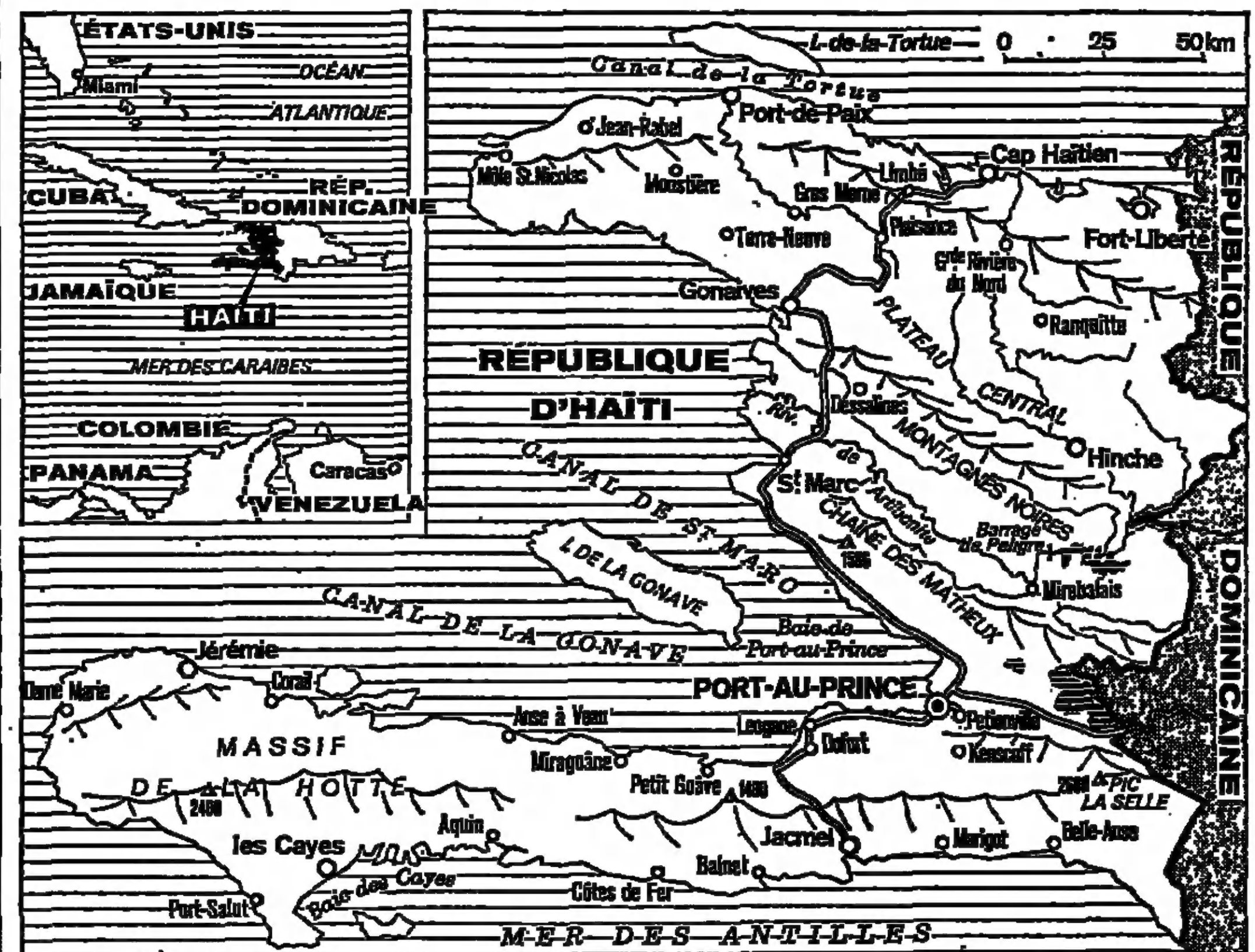
JEAN-PIERRE CLERC.

Prochain article :

UNE RÉPUBLIQUE MASQUÉE

(2) La caye est la maison habituelle traditionnelle. Elle est construite de torchis sur un bâti de branches et est couverte de chaumes ou de toie.

(3) La composition d'une ration alimentaire dépend évidemment des ressources disponibles à un moment donné. Il faut indiquer, aussi, seulement que le programme alimentaire mondial (P.A.M.) des Nations unies prévoit, pour la population quinquennale d'un travailleur engagé dans une section de « food for work » (nourriture en échange de travail) 380 grammes de farine de maïs ou 200 grammes de farine de blé, 30 grammes de poisson et 30 grammes d'huile.



Haïti occupe le tiers occidental de l'île d'Hispaniola. La capitale, Port-au-Prince, ne dépasse pas cinq cent mille personnes et Cap-Haïtien cinquante mille. Parmi les autres localités notables — Gonâves, Les Cayes, Saint-Marc, Port-de-Paix, Jérémie, Jacmel, Hinche, — aucune ne dépasse vingt mille habitants.

L'agriculture, qui emploie 55 % des Haïtiens, représente seulement la moitié du P.N.B. Sa productivité est très faible. Les paysans vivent largement en auto-suffisance. L'essentiel de leurs ressources matérielles vient du café — qui représente aussi, en moyenne, plus du tiers des exportations, — de la canne à sucre

dans son centre des enfants « en état de marasme ». Un enfant en état de marasme, c'est un être prostré, n'ayant plus la force de pleurer. Nourrison, il n'est plus capable de téter sa mère — laquelle, au demeurant, est, en général, à peu près « sèche », en raison des privations qu'elle a elle-même connues. Plus âgé, il reste allongé, ou bien assis, des heures durant, sans bouger, le regard absent.

Dans un centre créé par l'Eglise catholique dans un faubourg de Port-de-Paix, trois cents « minotiers » venus des villages environ-

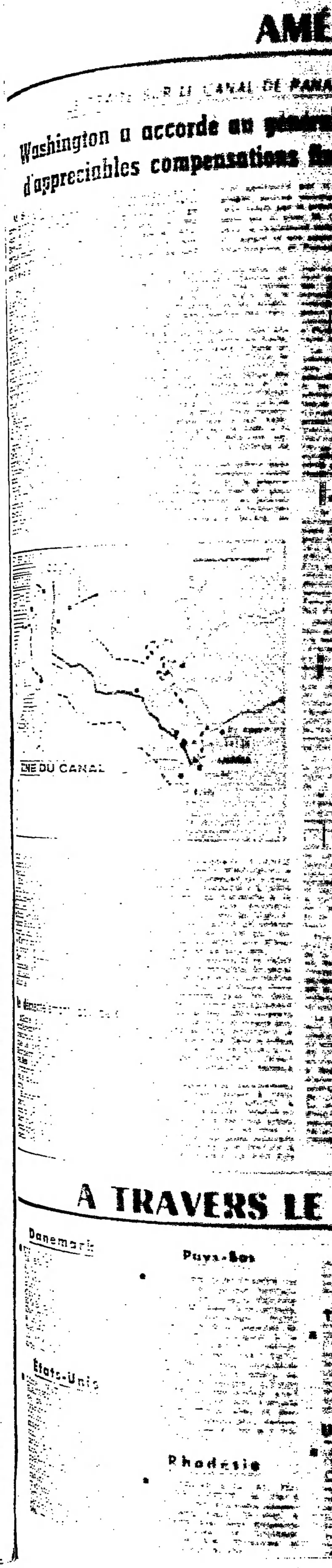
miers siècles chrétiens. Ils n'ont plus, littéralement, que la peau sur les os. Cela leur donne des traits ratatinés de vieillards — d'autres plus extravagantes qu'ils ne soient, à deux ou trois ans, que 4 à 5 kilos — le poids d'un enfant de quelques mois, chez nous. La peau des fesses descend sur les cuisses. Les ventres sont énormes comme des ballons, ou bien, au contraire, comme nuds, à la colonne vertébrale « en bateau », disent les nutritionnistes. Une carence aiguë en protéines produit le kwashiorkor : symptôme : les cheveux viennent du noir au rouge, puis à un blanc jaunâtre, avant de tomber par touffes ; le prurit, le paracris est décelable.

Un secret bien gardé

On parvient, cependant, à remettre sur pied ces pauvres choses — et avec remarquablement peu de moyens. Dans un centre de rééducation, situé à Gros-Morne, la cuisine est faite dans un énorme chaudron où mijotent déjà toutes sortes de légumes, un petit quartier de bœuf et une tranche de poisson. Avec ce p-a-sé, un peu de bouillie de maïs, de l'eau de riz, et des cuillères de vitamines, il faut quelques mois pour rendre la vie à une cinquantaine d'enfants à la fois.

« Le plus difficile est de choisir, entre tant de « mornes », confesse cette religieuse. De fait, nous avons été le témoin d'une scène presque insoutenable à Port-de-Paix. Un visiteur ayant fait don à l'un des centres de nutrition de conduite à l'hôpital, pour leur administrer du sérum, cinq enfants, sûrement promis à la mort. Dès que les mères comprurent ce dont il était question, il y eut une véritable émeute. Quant aux vieillards qui ont plus la force des adultes, qui ne peuvent plus inspirer la pitié comme les enfants, ils ne sont, selon le mot terrible de l'un d'entre eux, que « bons que pour le cimetière ».

La situation réelle dans la région du nord-ouest est l'un des secrets les mieux gardés de la République. Les officiels s'efforcent, parient volontiers de « comptoir anti-haïtien » dès qu'on évoque ce problème devant eux. C'est dans sa rubrique « Le coin du jardinier » qu'un des journaux de la capitale a annoncé qu'il y « aurait eu » deux cents décès provoqués par la faim dans la région de Gros-Morne. De toute façon, pour nombre d'habitants de la République de Port-au-



ملکة امینہ الاول

AMÉRIQUES

LE TRAITÉ SUR LE CANAL DE PANAMA

Washington a accordé au général Torrijos d'appréciables compensations financières

M. Sol Linowitz, qui avait été chargé par le président Carter de négocier un nouveau traité sur le canal de Panama, et le général George Brown, chef d'état-major interarmes, ont été reçus mardi par M. Gerald Ford, l'ancien président s'est déclaré « absolument convaincu qu'il est de l'intérêt des États-Unis que l'accord

soit approuvé par le Sénat ». M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État, qui avait été reçu lundi par le président Carter et s'est entre-tenu mardi avec M. Cyrus Vance, son successeur, a également indiqué qu'il avait l'intention d'« apporter son appui » à l'accord conclu entre Washington et Panama. — (A.F.P.)

« Très avantageux pour les États-Unis », moins, en revanche, pour Panama », avait dit M. John Hay, secrétaire d'État, en 1903, à propos du traité sur le canal interocéanique que venait de signer les deux pays. La belle histoire ! Le traité, qui, si le Sénat y consent, sera bientôt remplacé par l'accord intervenu le 10 août, était tombé dans l'oubli. Tous les gouvernements successifs de la petite république d'Amérique centrale ont tenté d'atténuer son iniquité.

Panama, ancienne province de la Colombie, venait à peine de rejeter la tutelle de Bogotá avec l'appui intéressé des États-Unis. Le nouvel État dut concéder à son protecteur, résolu à protéger l'isthme, ce que la Colombie n'eût sans doute jamais accepté : l'usage, l'occupation et le contrôle « à perpétuité » d'une bande de terrain longue de près de 100 kilomètres et large de 16, coupant le territoire national en deux. Washington se fit également accorder

souvent traités en citoyens de deuxième catégorie. « *Yankees, go home* ! » peut-on lire comme une litanie sur les murs de la ville de Panama, où les Américains insistent parfois des répliques bien senties.

Mis au point après treize ans de négociations, le nouveau traité, à durée limitée, rétablit dans un délai de trois ans la juridiction de Panama sur la zone, prévoit le démantèlement d'une partie des quatorze bases militaires et la restitution à la république d'Amérique centrale des terres qu'elles occupent. Les États-Unis conservent toutefois jusqu'à son expiration, le 31 décembre 1999, « la responsabilité principale » de l'administration et de la défense de la voie d'eau.

« Nous aurons une pierre dans notre chaussure pendant encore vingt-trois ans », dit le général Omar Torrijos. Le chef du gouvernement panaméen, au pouvoir depuis 1968, se voit déjà reprocher d'avoir « capitulé » devant les

regroupes, chaque arme conservant au moins une base L'« école des Américains » ou l'armée entraîne des officiers latino-américains aux tactiques antiguérilla serait supprimée. Ces mesures permettront de restituer à bref délai à Panama les deux tiers des terrains utilisés à des fins militaires.

La Garde nationale panaméenne, forte de dix mille hommes, va être progressivement associée à la défense du canal et les civils participeront à son administration. Cela exigera du temps car si les employés de la Compagnie du canal sont pour la plupart des ressortissants panaméens, ils sont généralement confinés à des tâches subalternes. On ne trouvait en 1975 que trois autochtones sur plus de deux cents pilotes et aucun n'avait de responsabilité de gestion.

« Des domestiques »

Une telle discrimination est surtout imputable aux préventions des dirigeants de la compagnie estime un rapport établi en 1975 à la demande du secrétaire d'État à l'armée. « Inspirée peut-être par un désir inavoué de nous rendre indispensables, conclut ce document, l'attitude du gouvernement américain à l'égard des Panaméens semble avoir eu pour but d'en faire des domestiques. »

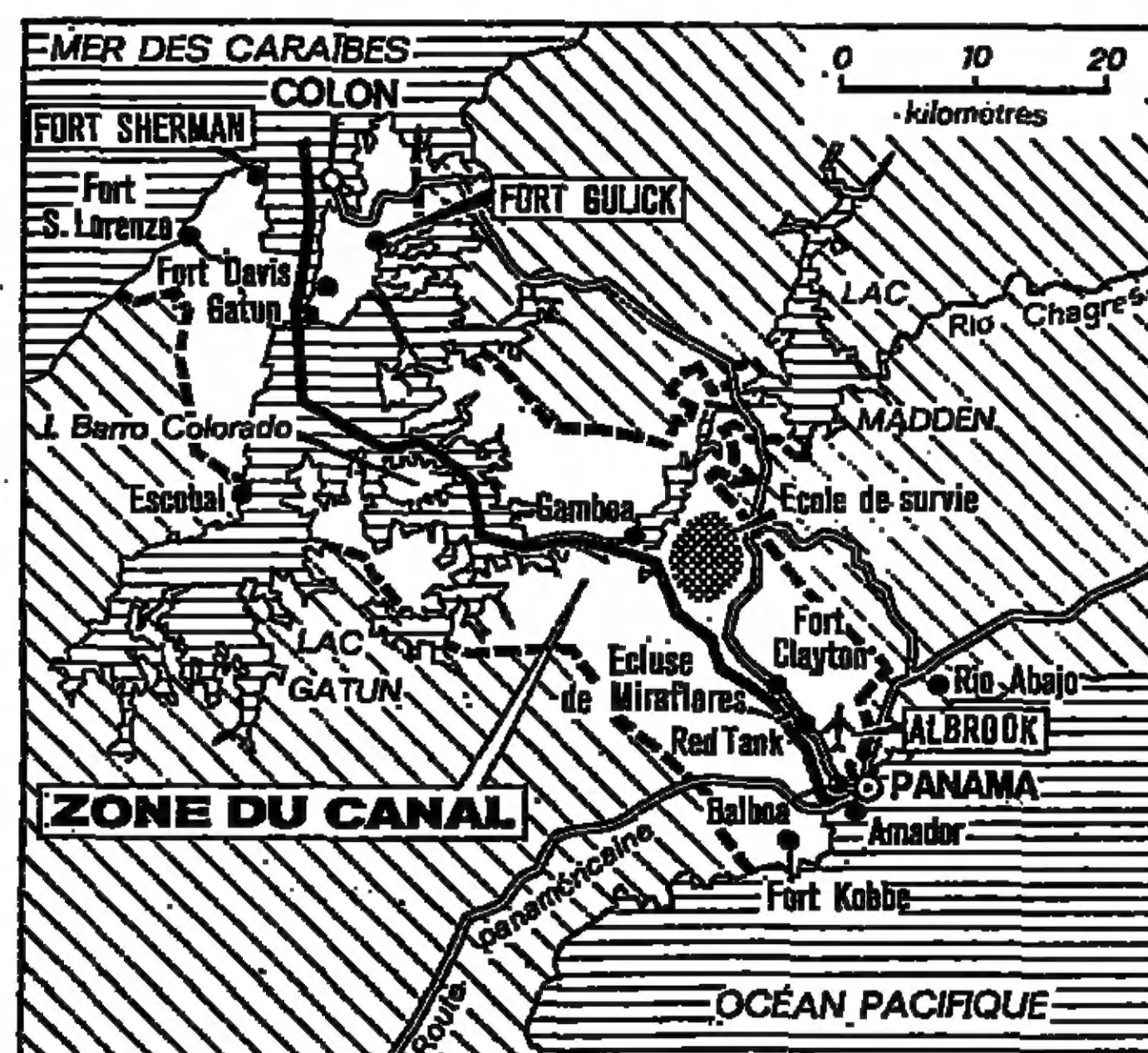
Enormes les 10 millions de dollars accordés en 1903, Washington n'a versé à Panama, à partir de l'entrée en service du canal, qu'une annuité fixe de 250 000 dollars portée, en 1972, à 300 000. C'est peu en regard des bénéfices que les États-Unis ont tirés de la voie d'eau. Selon la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine), elle leur a permis d'épargner près de 700 millions de dollars par an, compte non tenu des avantages militaires.

Il n'est donc pas surprenant que le gouvernement du général Torrijos ait lutté pied à pied au cours de la phase finale des négociations pour obtenir des compensations financières en échange des revenus tirés de la principale ressource. « Nous avons discuté comme des marchands de tapis », a dit le général Torrijos. Washington est convenu de verser à son partenaire, et jusqu'en 1999, entre 40 et 70 millions de dollars par an selon le tonnage transitant par le canal et les revenus de la compagnie. À quoi s'ajouteront 345 millions de crédits pour le développement et la défense prévus conformément à un accord séparé.

Pour combler un déficit commercial croissant depuis le début de la crise mondiale, Panama a dû faire appel à des concours financiers extérieurs. Sa dette dépasse aujourd'hui 1 milliard 300 millions pour une population inférieure à deux millions d'habitants.

Le général Torrijos, fort de son seul bon droit et outre l'appui traditionnel de l'Amérique latine, du soutien du tiers-monde, a donc dansé. Ses alliés les plus solides, à Mexico, à Caracas et à Bogotá, l'ont en outre pressé d'accepter le fameux traité bilatéral garantissant la neutralité du canal au-delà de l'an 2000. Le réalisme a prévalu de part et d'autre dans une négociation qui marque un tournant dans la politique des États-Unis à l'égard de l'Amérique latine.

PHILIPPE LABREVEUX.



sur cette zone une juridiction identique à celle d'un État souverain.

En échange de ces immenses concessions, le gouvernement panaméen obtient 10 millions de dollars. Ce qui permet aujourd'hui encore à l'ancien gouverneur Ronald Reagan et à tous les partisans du statu quo de dire : « Cette zone, achetée et payée, est à nous, et nous devons la garder. » Comme la Louisiane, acquise en 1803 de la France, et l'Alaska, acheté en 1867 à la Russie.

Le démantèlement des bases

Même s'ils ne partagent pas entièrement ce point de vue, beaucoup d'Américains redoutent que le départ des militaires du Southern Command, chargés de veiller sur l'hémisphère sud, ne compromette la défense et la voie d'eau et leur propre sécurité.

Etrangers dans leur propre pays, les Panaméens en ont contre un vir ressentiment. D'autant que les cinq mille « soniens », employés de la compagnie du canal et leurs familles les ont

États-Unis en signant un second traité qui accorde Washington, à l'expiration du premier, un « droit d'intervention militaire » à peine camouflé en cas d'atteinte à la « neutralité » du canal. Pourtant, on voit mal comment un négociateur panaméen aurait pu obtenir mieux que ce texte. Tel qu'il est, il provoque, en effet, aux États-Unis une réaction de hostilité.

Le président pourra faire valoir que la valeur stratégique du canal n'est plus ce qu'elle fut. La marine américaine, qui entretenait deux flottilles distinctes dans les deux océans, ne l'utilise pratiquement plus. Douze petites unités jaugeant au total douze mille tonnes ont, entre 1971 et 1975, emprunté la voie d'eau pour des exercices. Le temps, la marine française, premier usager militaire, y faisait transiter quarante-huit bateaux de guerre.

Le Pentagone s'est tardivement mais résolument rendu à l'évidence. L'état-major adjoint a accepté de rapatrier graduellement les unités des armes — quelques dix mille hommes — installés dans des bases occupant quatre-vingt-cinq pour cent de la surface de la zone. Ils vont être

A TRAVERS LE MONDE

Danemark

UN INGENIEUR DANOIS, M. BENT WEIBEL, est justé, à huis clos, depuis le mardi 16 août à Copenhague. L'accusation lui reproche d'avoir aidé des agents du K.G.B. dans leurs activités au Danemark et d'avoir vendu à un pays de l'Est du matériel électronique de son usine, dont la vente à ce pays était interdite. — (A.F.P.)

États-Unis

Mme NATALIA CHITCHANSKY, dont le mari attend de passer en jugement pour trahison et espionnage à Moscou, s'est vue refuser mardi 16 août l'entrée de la mission soviétique aux Nations unies par les agents de police new-yorkais de garde. Un représentant de la mission soviétique avait indiqué auparavant que la femme du mathématicien soviétique ne serait pas reçue et que toute pétition ou lettre serait refusée. — (A.F.P.)

Pays-Bas

L'UN DES DIRIGEANTS de l'Union du peuple néerlandais, un petit parti d'extrême droite, M. Joop Glimmerveen, a été condamné, mardi 16 août, à deux semaines de prison pour incitation à la discrimination raciale. M. Glimmerveen avait distribué des tracts considérés comme insultants envers les travailleurs émigrés. L'Union du peuple néerlandais avait fait campagne aux élections de mai dernier avec un programme ouvertement raciste. Elle n'a pas eu un seul élu. — (Reuter.)

Rhodésie

LE SECRETAIRE AU FOREIGN OFFICE, M. David Owen, s'est entretenu successivement, mardi 16 août, à Londres, avec deux dirigeants nationalistes de Rhodésie, l'évêque Abel Muzorewa et M. Joshua Nkomo. — (Reuter.)

D'autre part, un soldat rhodésien de vingt ans et son amie ont été tués, dimanche, par des guérilleros, près de Bulawayo. — (Reuter.)

Tchécoslovaquie

UNE DELEGATION DU CONGRES AMERICAIN, conduite par M. Joshua Ellberg, de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, est arrivée mardi 16 août à Prague, après avoir visité Beograd, Bucarest et Budapest. — (A.F.P.)

Union soviétique

LES AUTEURS D'INCENDIE CRIMINELS seront désormais passibles d'une peine maximale de quinze ans ou d'un travail en Géorgie, théâtre des dernières années d'attentats à la bombe et d'incendies volontaires destinés parfois à détruire les témoignages matériels de crimes économiques « corruption, escroquerie, etc. ». — (Reuter.)

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

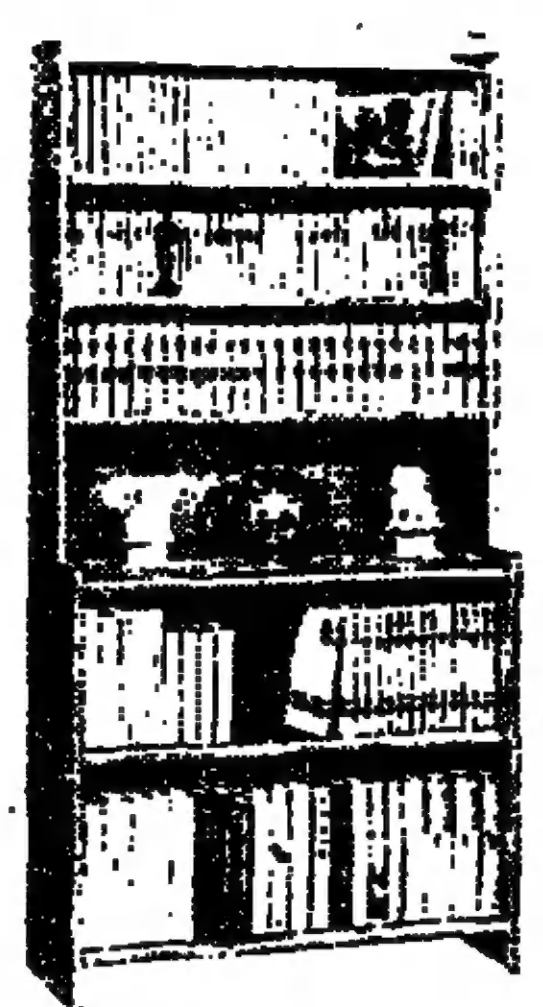
"EN MONT-PARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14^e — Tél. 633.55.11

Bibliothèques standard vitrées

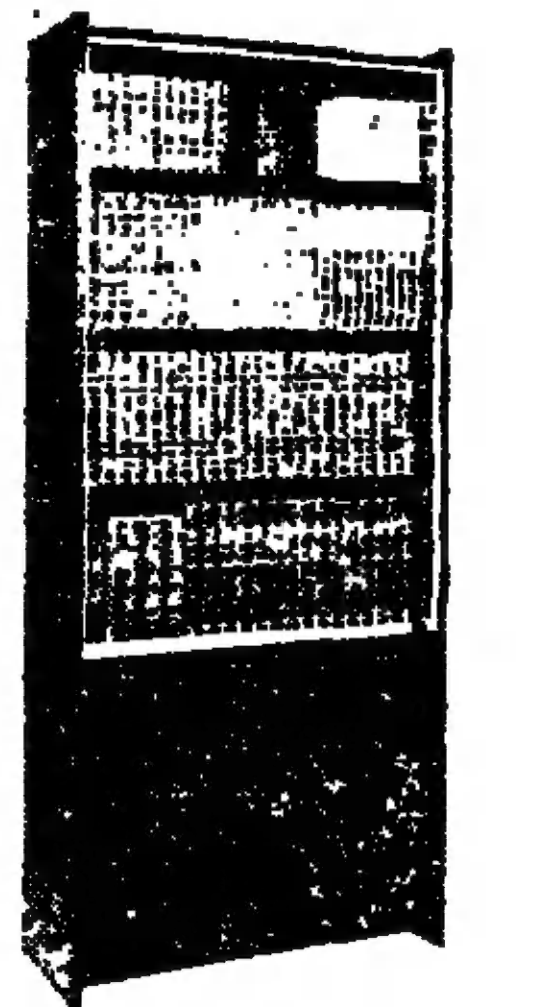
juxtaposables et superposables sans aucune fixation par simple pose



Standard 5 rayons
Haut. 144 - Largeur 78 - Prof. 20
contenance 125 vol club



Tous formats
Haut. 195 - Largeur 86 - Prof. 26/25 cm
contenance 130 vol club + 400 cd quads



Modèle Collectivité
Haut. 202 - Largeur 78
Prof. 26 cm
entièrement fermée à clé

Installez-vous ULTRA RAPIDEMENT à des prix IMBATTABLES

150 MODELES VITRES

Juxtaposables - Superposables - Démontables - Accordables sans fixation, par simple pose

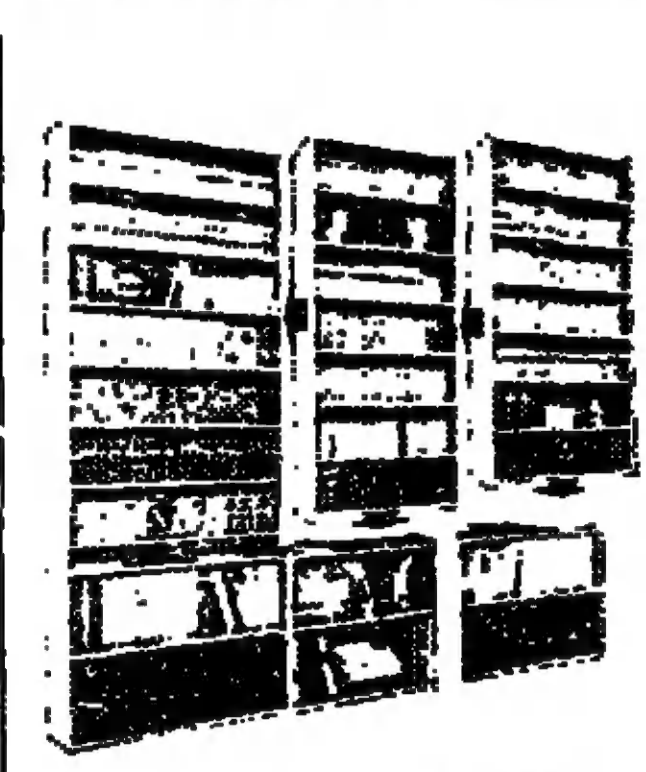
150 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE

par simple pose, sans fixation

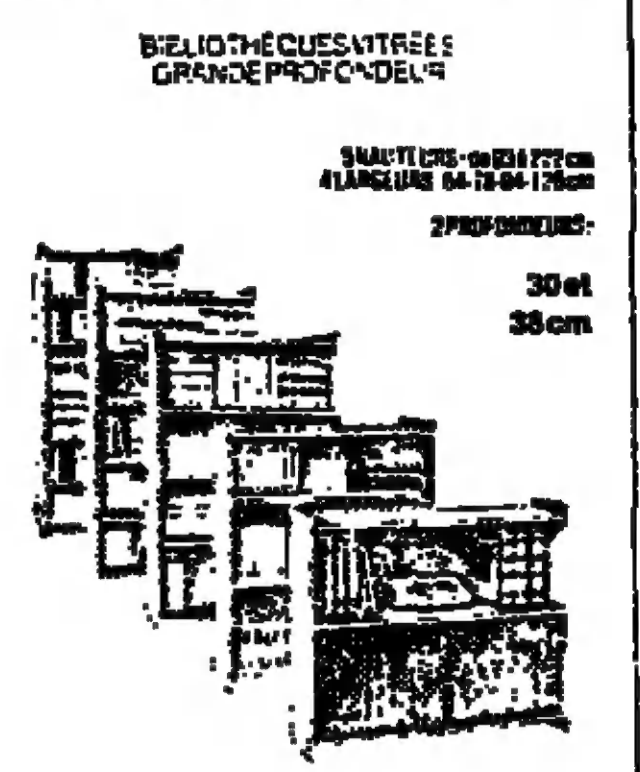
Engagés en multiples montages en appui sur des structures de base - Joints adhésifs haute résistance - Vitrerie en verre feuilleté - Système d'assemblage breveté - Montage rapide et sûr - Peut être évacué en d'autres essences de bois de préférence à l'acacia. On peut aussi le peindre ou le laker. En stock dans nos magasins.



PROFONDEUR 20 cm - Hauteur 144 cm - Largeur 78 cm - Contenance 125 vol club



PROFONDEUR 26 cm - Hauteur 195 cm - Largeur 86 cm - Contenance 130 vol club + 400 cd quads



PROFONDEUR 26 cm - Hauteur 202 cm - Largeur 78 cm - Contenance 130 vol club + 400 cd quads

JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION DE 6 meubles standard vitrés de différentes profondeurs

Sur 3 meubles juxtaposés de 20 cm de profondeur on a superposé 3 meubles de 20 cm de profondeur de même largeur sans aucune fixation par simple pose



Largeur de l'ensemble : 266 cm
Hauteur : 280 cm
Contenance : env. 800 vol divers

JUXTAPOSITION DE MODELES GRANDE PROFONDEUR



Ensemble obtenu en juxtaposant 3 meubles grande profondeur (30 ou 38 cm) sans aucune fixation par simple pose, permettant l'installation d'un poste de télévision. Largeur de l'ensemble 250 cm - Hauteur : 222 cm - Contenance : env. 350 volumes (qui peut être augmentée par utilisation de 1/2 tablettes "abrayé") Livrés démontés

Visitez nos Expositions:

à Paris

61, rue Froidevaux Paris 14^e
Métro : Denfert-Rochereau
Gare - Rappaport - Edgard Quinet
Autobus : 28, 58, 56, 68
Ouvert tous les jours même le Samedi de 9 à 19 h sans interruption

en Province

On trouve tous les modèles de 20 à 38 cm de profondeur et de 14 à 19 h sans interruption

ANNES : 2 rue de la Chapelle, 75010 Paris
BOULOGNE : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
CLERMONT-FERRAND : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
DIJON : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
LILLE : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
LYON : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
MARSEILLE : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
MONTPELLIER : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
NANTES : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
PARIS : 61, rue Froidevaux, 75014 Paris
RENNES : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
STRASBOURG : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
TOULOUSE : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
VERSAILLES : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris

à l'Etranger

BRUXELLES : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
GENÈVE : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
LONDRES : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
MOSCOU : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
PARIS : 61, rue Froidevaux, 75014 Paris
PRAGUE : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
STOCKHOLM : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris
VIENNE : 1 rue de la Chapelle, 75010 Paris

EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO

Pour un catalogue en couleurs

BON GRATUIT à retourner à

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75600 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRÉES contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, demande de devis, etc.

Nom

Adresse

Code Postal

Ville

ou appelez le 633-73-33

(24 heures sur 24)

AFRIQUE

LE CONFLIT SOMALO-ÉTHIOPIEN

Pékin prend position en faveur de Mogadiscio

L'agence Chine nouvelle a pour la première fois, le mardi 16 août, pris position dans le conflit entre l'Éthiopie et la Somalie. Prenant le contrepied des thèses soviétiques, Pékin approuve les Somaliens, qui voient dans le conflit de l'Ogaden un « legs de colonialisme » et fondent ainsi leur revendication territoriale sur cette province éthiopienne. Chine nouvelle accuse l'U.R.S.S. d'avoir « aggraver le conflit » en proposant, par l'intermédiaire de M. Fidel Castro, une « confédération » des États de la région, au demeurant rejetée par Mogadiscio, et qui eût eu pour objectif d'assurer à Moscou le « contrôle des routes maritimes ».

Sur le plan diplomatique, tandis que le président malgache, M. Didier Ratsiraka, assurait mardi « ne pas se dissocier de la difficulté de la tâche de médiation » que tente d'entreprendre, entre l'Éthiopie et la Somalie, une délégation malgache, la Yougoslavie condamne l'usage de la force en Érythrée, où Addis-Abeba a pourvu résoudre politiquement le problème en rétablissant le statut fédéral, et en Ogaden, où « des pourparlers pourraient aboutir à trouver une solution politique ».

À MOSCOW, les Izvestia, organe du gouvernement soviétique, s'élèvent contre « l'ingérence armée dans les affaires intérieures de l'Éthiopie, fût-ce sous le prétexte spécieux de l'application du

principe de l'autodétermination », et estime que « les opérations militaires ont lieu en territoire éthiopien, l'Éthiopie est bien la victime d'une intervention étrangère ». Les Izvestia assurent que « des troupes régulières somaliennes participent aux combats ».

À MOGADISCIO, la radio a assuré, mardi, qu'une guerre africaine pourrait se transformer en conflit international si des troupes étrangères tentent d'intervenir. Le Front de libération de la Somalie occidentale a, toutefois, les autorités somaliennes et ne pensent pas que les soldats cubains ont en Éthiopie pour y évaluer les mouvements de libération ».

À ADDIS-ABEBA, un communiqué officiel a annoncé mardi que seize Mig 17 et Mig 21 soviétiques ont été abattus « au cours des trois dernières semaines ». Deux appareils auraient été détruits dimanche par des missiles sol-air. La Somalie avait affirmé, de son côté, avoir abattu deux chasseurs éthiopiens au-dessus de son territoire (le Monde du 16 août). L'agence éthiopienne de presse ENA affirme par ailleurs que « de nombreux chars, quatre-vingt-dix canons et véhicules, un camion-citerne et un bulldozer » ont été détruits dans l'attaque d'une « concentration de forces somaliennes » dans la vallée du Rift, à l'est d'Addis-Abeba. — (A.F.P., Reuters.)

Tribune internationale

La « vietnamisation » africaine

par V. ERMAKOV (*)

DANS l'Ogaden et en Érythrée, provinces éthiopiennes, d'après combats se déroulent. Les combattants sur l'évolution de ces événements en Afrique du Nord-Est deviennent de plus en plus inquiétants et dramatiques. Les bulletins sur les opérations militaires, publiés à Mogadiscio et à Addis-Abeba, sont contradictoires. Le gouvernement éthiopien accuse officiellement la Somalie d'avoir déclenché une attaque armée. Les autorités somaliennes démentent cette accusation.

La « corne » de l'Afrique est devenue aujourd'hui un des points les plus chauds de la planète. A tout moment, le conflit, encore latent, peut s'enflammer. Ce n'est pas parce que les contradictions entre les États de cette région sont profondes qu'on ne peut les trancher que par la force. Les conflits frontaliers y existent depuis longtemps, mais, jusqu'à une période toute récente, ils n'avaient pas débordé la cadre diplomatique et politique.

Ce vieux conflit, hérité du passé colonial, est devenu aussi aigu pour la seule raison que les États-Unis s'y sont engagés ouvertement et activement. Fin juillet, Washington a décidé officiellement de commencer à livrer des armes à certains États d'Afrique de l'Est, parmi lesquels on cite le Soudan et la Somalie. Au cours des deux derniers mois, alors qu'étaient précisés les détails de la « nouvelle politique » des États-Unis, celle-ci commençait à prendre, après l'étude la plus minutieuse, une forme concrète : la tension dans le nord-est du continent africain a atteint petit à petit un point culminant. Les discussions diplomatiques et politiques se sont transformées en affrontements armés, dont il n'est pas difficile de voir les conséquences.

Mais n'est-ce pas ce que souhaitent ceux qui, à Washington, ont planifié et élaboré la « nouvelle » politique américaine en Afrique ? Car il est tout à fait évident que seule l'aggravation des conditions pour la réalisation des objectifs fixés par cette politique : opposer, avant tout, à l'unité du mouvement de libération nationale et des forces progressistes, éliminer, là où c'est possible, les régimes démocratiques, en les remplaçant par des régimes prooccidentaux, dresser certains pays contre d'autres, brouiller les peuples africains.

Les calculs stratégiques ont aussi une grande importance : la Pentagone désire depuis longtemps installer des bases navales sur les rives de l'océan Indien et de la mer Rouge. On peut supposer que la politique actuelle des États-Unis en Afrique a pour source la « doctrine de Guam », formulée, en le suit, par le président Nixon, en pleine guerre du Vietnam, en 1969, et qui se résumait ainsi : les États-Unis renouvellent graduellement leurs forces armées du Vietnam du Sud, et réduisent la participation directe aux opérations militaires. En contrepartie, ils devaient engager considérablement les livraisons d'armements à leurs marionnettes de Saigon. C'était la « vietnamisation » de l'agression. C'est ainsi que les observateurs de l'époque avaient caractérisé la nature de la « doctrine de Guam ». L'objectif de Washington consistait à dresser les Asiatiques contre les Asiatiques, à opposer les habitants du Vietnam du Sud à ceux du Vietnam du Nord, et les Vietnamiens aux Cambodgiens, les Thaïlandais aux Laotiens.

Q'EST-CE qui a changé aujourd'hui ? La géographie ! L'Afrique du Nord-Est a remplacé l'Asie du Sud-Est. Les antagonismes ne sont plus vietnamiens, cambodgiens, ou thaïlandais, mais somaliens, éthiopiens, égyptiens ou libyens. Etant donné le caractère global de la politique internationale des États-Unis, cette différence n'est pas grande pour Washington, car la fond reste invariable : opposer des Africains aux Africains. Surtout, les conflits entre eux doivent accréditer de plus en plus leur dépendance vis-à-vis des États-Unis. Les armes coûtent cher ? On dit que c'est l'Arabie Saoudite qui paie. Ce fait ne change rien à l'essentiel. Quant au « défi » jeté à l'Union soviétique, il n'est qu'un prétexte pour s'engager dans les affaires des pays africains.

Washington a besoin d'une Afrique divisée, dont les États seraient en mauvais rapports. Le conflit actuel est le produit de la politique américaine. La « vietnamisation » de l'Afrique est un moyen de son application. Mais, à Washington, on ne doit jamais oublier à quel point l'aventure au Vietnam ! En Afrique, il peut se produire quelque chose de semblable.

(*) Observateur politique de l'agence de presse Novosti.

République Sud-Africaine

Troubles à Soweto

UN LYCÉE EST GRIÈVEMENT BLESSÉ PAR LA POLICE

Johannesburg (A.P.). — La police a ouvert le feu, mardi 16 août dans la cité noire de Soweto, blessant grièvement un jeune homme, et a procédé à cent soixante-quinze arrestations. Selon les autorités, la victime a été touchée lorsque les policiers ont tiré trois coups de feu sur des lycéens qui leur lançaient des pierres.

Les policiers, qui étaient parfois accompagnés de chiens, ont effectué des « descentes » dans au moins cinq écoles afin, selon le porte-parole des forces de l'ordre, de « nettoyer » les établissements d'où les étudiants avaient « chassé les professeurs et dont ils utilisaient les locaux pour des réunions politiques ».

EUROPE

APRÈS L'ÉVASION D'HERBERT

Bonn et Rome ont annoncé, le mardi 16 août, dans un communiqué, leur décision prise d'« un commun accord » de reporter la rencontre prévue pour le vendredi 19 août entre M. Andreotti, chef du gouvernement italien, et le chancelier Helmut Schmidt. Cette décision, dont

chacune des deux capitales revendique l'initiative, fait suite à l'évasion de l'ancien colonel SS Herbert Kappler, survenue dans la nuit de dimanche à lundi. Pour la justice ouest-allemande, en tout cas, l'affaire Kappler semble classée : le parquet de Lünebourg, en Basse-Saxe, land

dans lequel s'est établi Kappler avec sa femme, laquelle exerce dans la petite ville de Soltau une profession para-médicale, a annoncé que l'ancien colonel SS ne serait pas arrêté au cas où il se trouverait dans sa juridiction. Il est d'autre part exclu qu'il soit extradé vers l'Italie.

ROME : amertume devant le manque de coopération de la justice ouest-allemande

De notre correspondant

Rome. — L'évasion de l'ancien colonel SS Herbert Kappler a eu des répercussions diplomatiques immédiates à Rome : le gouvernement italien a demandé le renvoi de la visite du chancelier ouest-allemand, M. Helmut Schmidt, prévue pour le vendredi 19 août à Vérone.

Officiellement, la rencontre entre M. Andreotti et le chancelier Schmidt a été différée d'un commun accord « afin d'éviter des manifestations à un moment où l'opinion publique italienne est profondément troublée par la fuite de Kappler », indique un communiqué de la présidence du conseil. On ne cache pas, cependant, dans les milieux proches des affaires étrangères, que l'initiative de renvoyer à « une date ultérieure » les discussions entre MM. Andreotti et Schmidt est venue du chef du gouvernement italien.

La visite de M. Schmidt en Italie était initialement prévue pour le 16 septembre. C'est M. Andreotti qui lui avait donné un caractère d'urgence en demandant que la rencontre de Vérone soit avancée au 19 août, en raison des préoccupations de l'Italie quant à la situation économique et à l'autonomie. Le chef du gouvernement redoute, en effet, les répercussions négatives d'un relâchement possible de l'activité industrielle allemande à la rentrée, et il aimerait obtenir des assurances de Bonn.

Le report de la rencontre Andreotti-Schmidt indique donc bien un subit refroidissement des relations entre les deux pays, entravé, du point de vue italien, par la fuite de Kappler. M. Andreotti a souligné que l'affaire Kappler ne compromet pas les bons rapports entre Bonn et Rome. Mais la décision de demander le renvoi de la visite de M. Schmidt marque à la fois la déception et l'amertume du président du conseil, qui avait demandé à la magistrature alle-

mande de « coopérer à une œuvre de justice élémentaire ». M. Andreotti, qui tient aussi à ménager son opinion publique, a également engagé, dès lundi, les démarches diplomatiques pour la demande d'extradition de l'ancien colonel SS.

Après le refus allemand, plus personne ne se fait d'illusion à Rome sur le retour d'Herbert Kappler en Italie. En déplaçant, dès mardi, les trois officiers supérieurs des carabinieri les plus hauts placés, dont dépendait la garde de Kappler, le gouvernement a voulu donner une première réponse à ceux qui, des communistes aux démocrates-chrétiens, demandaient des « sanctions exemplaires ».

Il n'empêche qu'en une période où M. Andreotti était plus préoccupé par les questions économiques que strictement politiques, l'affaire Kappler relance les polémiques au sein des partis. Le quotidien du parti communiste, l'Unità, s'interroge, ce mercredi, sur les mobiles des « forces qui ont agi dans l'ombre » pour permettre à Kappler de fuir. Le quotidien chrétien, l'Avvenire, qui évoque celui des années de la « stratégie de la tension », l'incroyable évasion du criminel de guerre rappelle d'ailleurs à beaucoup les rumeurs et les rumeurs de cette stratégie de la tension qui avait trouvé des complices au sein même des institutions, principalement des services secrets italiens.

Dans les milieux politiques italiens, on dénonce « le défi contre l'État », un État qui se sent humilié », dit Florentino, président du conseil de la Chambre des députés. Quant au quotidien socialiste la Repubblica, il interroge : « Comment ne pas croire aux complots ? » (Interim.)

(1) Bonn affirme, au contraire, que le gouvernement italien, venu sur la suggestion de M. Schmidt (voir l'article de notre correspondant à Bonn).

BONN : il ne faut pas faire de ce cas une affaire d'État

De notre correspondant

Bonn. — L'Allemagne ne peut encore offrir le luxe d'être un pays comme les autres. « Alors qu'on s'y attend le moins, notre pays nous renvoie à la figure. Ce n'est pas nouveau mais nous en sommes chaque fois aussi surpris et choqués ». C'est en ces termes désabusés qu'un présentateur a déclaré à l'émission de télévision du mardi 16 août, à la télévision des sentiments de la plupart des Allemands devant l'évasion suscitée en Italie par la fuite du criminel de guerre Herbert Kappler.

Les hommes politiques s'abstiennent pour le moment de tout commentaire. Du côté officiel, on se contente de rappeler que Kappler ne peut être extradé, que même condamné une nouvelle fois par un tribunal (ce qui est tout à fait exclu), le « honneur de Rome » ne pourra être remis en prison en Allemagne en raison de son état de santé. Dans les milieux gouvernementaux, on s'efforce donc de ne rien dire ni faire qui pourrait aggraver la tension entre Bonn et Bonn. C'est sur la suggestion de M. Helmut Schmidt lui-même, laisse-t-on entendre ici, que sa rencontre de vendredi avec M. Andreotti a été remise.

Par presse interposée

La volonté d'apaisement est très sensible. Vue de Bonn, la demande d'extradition de Kappler — à laquelle il ne peut être donné suite — est considérée comme une affaire destinée à l'opinion publique italienne. Discrètement, à Bonn, personne ne souhaite faire du cas Kappler une affaire d'État. Il reste qu'en dehors des cercles gouvernementaux, italiens et allemands réagissent de façon plus émotionnelle, par presse interposée.

Depuis des mois déjà les journalistes allemands « redécouvrent » une Italie « du déshonneur, du crime, de la corruption et de l'impuissance politique », polémique avec leurs collègues italiens qui évoquent une Allemagne redevenue « l'Italie du fascisme ». L'affaire Kappler ne

EUROPE

APPLER
Tout, sauf un cœur

Le monde est devenu un jeu d'échecs. Des injonctions comme celle du General Anseger de Bonn, mettant les Allemands en garde contre des « réactions trop féroces » après la fuite rocambolesque de Kappler, sont donc les bienvenues. Le même journal, pourtant, après avoir exprimé sa compréhension à l'égard des victimes italiennes de Kappler, n'en constate pas moins avec amertume que « l'Italie, pays de naissance du fascisme, conjure un peu facilement son passé en l'évoquant à la porte de l'Allemagne plutôt que devant la sienn ». Le même journaliste profite de l'occasion pour épiloguer sur les ambiguïtés qui persistent dans le jugement d'adversaires comme ceux commis par Kappler, d'une part, et le bombardement de Dresde ou même les exactions des Khmers rouges au Cambodge.

Le même ton exoté se retrouve dans la Frankfurter Allgemeine Zeitung. Tout en éprouvant « la plus grande compréhension pour les familles des victimes de Kappler » le journal de Francfort estime que « les chances de la présente offre aux hommes politiques de Rome et d'ailleurs de ne plus se pencher exclusivement sur les crimes incontestés du nazisme allemand, mais de lutter contre l'extrémisme de droite et de prendre aussi en considération les crimes du fascisme dans leur propre pays ».

(Interim.)

DANS LA PRESSE PARISIENNE

« LIBÉRATION » : Kappler va mourir en Allemagne. Qu'il y reste !

« Qui avait encore peur de cette débauche de SS, même si, et c'est probable, c'est un réseau néo-nazi qui l'a pris en charge de sa prison à son refuge en Allemagne fédérale ? »

« La torture que la prison lui a infligée, devenue avec le temps torture à froid, est-elle le remède suprême contre une éventuelle menace fasciste ? A-t-on peur qu'il reprenne du service et qu'il assaille de nouveaux otages ? Manifestement non. En d'autres termes, est-ce lui qui fait peur ou le fascisme qu'il a incarné et que l'on sait toujours vivace, mais à un niveau grossièrement inférieur à celui qu'il a incarné en Italie ? »

« Le colonel SS Herbert Kappler, devenu otage de la bonne conscience, vient au sens strict du terme de se faire la malle. Il se maintient mourir en Allemagne. Qu'il y reste ! »

(SERGE JULY.)

« LE QUOTIDIEN DE PARIS » : dans l'Allemagne de 1977, tout peut recommencer.

« Les autorités allemandes ont décidé hier de cesser toute poursuite contre Herbert Kappler. Le chancelier Schmidt n'éprouve sans doute aucune sympathie pour le criminel nazi. Mais il craint, en s'élevant contre l'application de lois décidées bien indulgentes, de déclencher une mesure impopulaire. Cette préoccupation est à la fois scandaleuse et inquiétante. Faut-il que les dirigeants allemands connaissent bien les travers de leur peuple, pour ne pas oser recourir à l'acte judiciaire le plus élémentaire et se cantonner dans un juridisme confortable ? Faut-il qu'ils sachent qu'une majorité d'Allemands — la allemande sans doute — complice de nazis d'une époque sombre, à son tour et à sa manière dans un néo-nazisme anglosaxon ? Comment pourraient-ils l'être ? Kappler et ses étaient conscients du caractère atroce de ses crimes ? En vérité, ils n'y sont pas du tout convaincus. Donc, ils ne sont pas horrifiés par ce qu'il a fait. Donc, tout est encore possible dans l'Allemagne de 1977, tout peut recommencer. Un chancelier devrait pressentir ce danger, en mesurer la gravité avec assez de précision pour aller à contre-courant d'un mouvement qui se hâte vers l'abîme. Quelle démocratie, en effet, mérite de durer quand, au nom du droit, elle inscite le droit ? Quelles valeurs croit-elle sauver, quand elle leur sacrifie l'essentiel ? Il n'y a pas de salut pour les Allemands s'ils ne combattent pas à traquer inlassablement leurs démons ».

(RICHAUD LÉSCIA.)

ملکة امه الاصل

EUROPE

KAPPLER

Tout, sauf un cœur

Il était écrit que le destin d'Herbert Kappler, l'ex-bourreau de Rome, l'évadé de la prison militaire Cello, serait marqué par la violence, la mort et une chance sans cesse favorisée par les « desseins impénétrables ». Petit fonctionnaire des services culturels allemands dans la ville d'Essen en 1939, il avait été bombardé lieutenant-colonel SS pendant la guerre. Là, il aurait pu devenir un officier de police dans ses obscures fonctions de la via Tasso, expédiant les affaires courantes contre les « croisés du Vatican », les communistes badogliani de juillet 1943 ou les juifs de la grande rafle d'octobre avec le zèle d'un bureaucrate méticuleux. Mais il faut que la date du 20 mars 1944 le propulsât sur le devant de la scène en le désignant pour la vindicte des générations futures, comme l'instigateur principal d'un massacre des grosses Ardennes.

Jugé et condamné à Rome en juillet 1948, il aurait dû être fusillé comme criminel de guerre. Mais, la veille du procès, la peine de mort avait été supprimée en Italie. Incarcéré à perpétuité à Gaète, face à la coupe d'acier typhénienne et s'occupant de poissons rouges dans la forteresse où fut enlevé le comble de la torture, il aurait pu terminer des jours d'attente plus heureux qu'il avait été autorisé récemment à épouser une robuste compatriote de la Basse-Saxe, homologue de son état. Mais une nouvelle condamnation, celle-ci mortelle, l'avait relancé : le cancer. En vain bénéficia-t-il l'année dernière — il avait soixante-dix ans — d'une mesure de libération, assisté rapporté sous la pression indigne de l'opinion. Il ne devait donc plus quitter l'hôpital militaire de cette Rome qu'il avait persécutée et où on le soignait sans pitié. Mais finir dans un lit était sans doute un sort trop banal pour cet aventurier de la sinistre évigence.

Pour mesurer le forfait des grosses Ardennes, pour partager les sentiments d'horreur que nourrissent les familles des trois cent trente-cinq otages exécutés et qui poursuivront Kappler jusqu'à la tombe, il faut reprendre les faits tels qu'une enquête menée à Rome il y a sept ans m'a permis de les tirer au clair. Et d'abord revenir à l'attentat de la via Rasella, la veille du massacre, qui précéda la réaction punitive des Allemands.

Ce jour-là — c'était le jeudi 23 mars 1944 — par un après-midi printanier, chemises noires et « squadrists » frails émolus de la République Salustienne, à Rome, l'anniversaire du fascisme. Soudain, à 15 h. 45, une fantastique explosion ébranla le quartier de la ville allemande de la piazza Barberini. Éclatèrent des coups de feu isolés, puis des rafales de mitrailleuse retentissantes, suivies de détonations malsaines de voitures allemandes, tandis que des avions lancés dans des galopades éperdues couraient en tous sens.

Une colonne de cent cinquante-six militaires allemands, en chantant comme chaque jour la via Rasella. Parallèle à la via del Tritone, c'est une rue étroite et grimpante que coupe la seule via Salaria — une véritable cicatrice.

Les représailles de Hitler

Au moment où la tête de la colonne va atteindre le haut de la rue, une machine infernale cachée dans la « tribune » d'un charrette à ordures, explose. Une vingtaine de soldats vont s'écraser sur la façade du vieux palazzo « Nisori », ceux qui sont couchés baignent dans le sang ; les uns se couchent, d'autres s'enfuient ; des blocs de ciment tombent des corniches, l'air retentit de gémissements et de cris. Et, déjà, à travers la poussière de la déflagration, des tireurs en retrait tirent les fenêtres. La panique redouble quand le souffle de quatre petits obus de mortier, lancés par des mains sûres au bas de la rue, fait se plaquer au sol ou refuser l'arrière-garde de la colonne.

Le drame a duré trois minutes. Peu après, on dénombre vingt-huit morts et une trentaine de blessés, dont cinq très grièvement. Malgré des recherches fébriles, aucun des seize groupés ou conjurés de la Junta de libération nationale, auteurs de l'attentat, dont on ne connaît les noms qu'après la guerre, ne sera arrêté.

Le général de la Luftwaffe Kurt Mäler, gouverneur de Rome, un personnage bouffant d'importance que les épiques clandestines appelaient « le roi de Rome », n'avait pu être mis en communication qu'à la fin de l'après-midi avec le quartier général de Hitler. Celui-ci était entré dans une rage folle, menaçant ses anciens alliés de l'exécution de dix Italiens pour un Allemand.

Ici apparaît Herbert Kappler.

C'est lui qui a été chargé d'exécuter.

Pour Kappler, dès cette minute, les ordres sont les ordres : établir une liste de deux cent quatre-vingt personnes à liquider d'ici le lendemain, vendredi 24 mars, 8 heures du soir. Il fait ses comptes. Dans ses cellules de la via Tasso, aujourd'hui musée de la Résistance, non loin de Saint-Jean-de-Latran — ainsi que dans la prison d'État de Regina Coeli, sur les bords du Tibre, en ne retenant que les éléments mâles et en incorporant sans distinction tous les juifs, il sélectionne deux cent quatre-vingt « dossiers ». Or à 10 heures du soir, il apprend la mort de deux soldats allemands. Il lui faut donc réunir trois cent vingt candidats au peloton d'exécution. Sur ces entrefaites, un cinquième soldat allemand meurt, et le chiffre fatidique monte à trois cent trente. Caruso, le questeur de Rome, est chargé de « se débrouiller » pour ajouter les cinquante noms qui manquent à la liste.

Au petit matin du 24, Kappler a réuni les deux officiers de son état-major, via Tasso. Il s'agit d'arrêter des moyens expéditifs pour une exécution en masse. Le forgeron Bravetta, via Aurelia, est stimulé : il fendra le fusil les otages selon le code des condamnés italiens, autrement dit sur des chaises. Trois cent vingt chaises : trop long, impossible. L'un des officiers SS est alors dépêché aux catacombes, au sud de l'Urbs. Pendant ce temps, Kappler tient une conférence « technique ». Les pelotons se relayeront par roulement, chaque homme exécutant son homme d'un seul coup de pistolet mitrailleur dans la nuque. Ceux qui mourront seront exécutés sur place.

Les grosses Ardennes

A midi, l'officier SS rend compte de sa mission de reconnaissance. Il a trouvé des grosses isolées, non loin de la via Appienne. C'est une sablière désaffectée, dite « Fosse Ardennes », articulée en trois galeries de cent mètres de long aboutissant à une grande salle funéraire naturelle qu'on pourrait murer aisément après. L'endroit est « parfait ».

Aussitôt les prisonniers de la via Tasso sont embarqués à toute vitesse et sans bagages, les mains attachées dans le dos, à bord de camions bichés dont l'intendance de la Wehrmacht se sert pour livrer la viande. Dans cette première tournée il y a Dom Pietro Pappagallo, le colonel Montezemolo, Simone Simonini, héros de la première guerre mondiale, l'avocat Placido Martini, lesquels ne se font aucune illusion sur le sort qui les attend.

Les camions de tête arrivent aux galeries à 15 heures. Sur le terrain qui précède l'entrée de la caverne, les hommes casqués passent l'inspection des armes. Kappler est là, et son teint cireux se colore d'un rouge sale, son regard indéchiffrable, glissant le sang des plus braves.

A 15 h. 10, le premier groupe de cinq condamnés est poussé au fond des galeries à la lueur des torches électriques. On entend cinq coups de feu. Pour donner l'exemple, Kappler prend le commandement du deuxième peloton avec quatre officiers. Dom Pappagallo, qui fait partie d'un des groupes suivants, se met en devoir de donner une bénédiction générale. Mais soudain, un bruit étrange en l'air le signe de la croix qu'il est bousculé et emmené à son tour (le compagnon auquel il se tient profite de la bousculade pour s'enfuir, ce sera le seul qui échappera au massacre). Au bout d'une demi-heure, les victimes continuent à se laisser pousser à l'abattoir, chaque groupe suivant son tour pour gagner le fond des galeries, où les cadavres s'empilent les uns sur les autres. Pourant, déjà, les bourreaux sont fatigués. Afin de leur remonter le moral, Kappler fait distribuer une tournée de schnaps.

Le deuxième convoi de camions, venant du Tibre, ne tardera pas à arriver sur les lieux. Le tri des prisonniers de Regina Coeli n'a pas traîné. Un soir de Kappler a fait sortir des cellules tout ce qui lui tombait sous la main, y compris dix bénéficiaires de non-lieu en instance d'être « élargis » et quelques trainards ramassés dans les rues après le couvre-feu.

A 20 heures précises, tout était terminé dans les dédales, et les soldats du génie pénétraient à leur tour dans les fosses pour en miner les voies d'accès avec des charges de dynamite.

C'est alors que Kappler, rentré via Tasso, était informé que « par erreur » trois cent trente-cinq otages avaient été exécutés, au lieu de trois cent trente. « Ne t'en fait pas, n'est-ce pas ? Tant pis pour eux. Et puis ils en avaient trop », dit-il.

OLIVIER MERLIN.

Les deux missions des sondes américaines Voyager

- Explorer Jupiter, Saturne, Uranus et leurs satellites
- Rechercher l'origine du système solaire

(Suite de la première page.)

La sonde se dirigera ensuite vers Saturne. Mise en sommeil au début d'avril 1979, elle le restera jusqu'en août 1980, où commencera l'étude de cette planète. Peu avant le 12 novembre 1980, elle sera à sa distance minimale de Saturne, soit 209 000 kilomètres. Voyager-T sera passée très près de Titan, s'en approchant à moins de 4 000 kilomètres. Elle observera aussi d'autres satellites de Saturne : Tethys, Mimas, Encelade, Dioné et Rhée, et, bien entendu, les trois anneaux de Saturne, qui l'entourent la planète. Puis elle quittera le système solaire.

Partie deux jours plus tôt, le 20 août 1977, la sonde Voyager-U suivra une trajectoire moins tendue et aura quatre mois de retard sur son homologue quand elle arrivera dans les parages de Jupiter. Elle commencera à l'observer vers le 20 avril 1979. Dans son approche de Jupiter, la sonde observera aussi les satellites galiléens, passant à 35 000 kilomètres de Ganymède et à 201 000 kilomètres d'Europe. Le 10 juillet, la sonde sera à sa distance minimale de Jupiter, soit 643 000 kilomètres. L'observation continuera jusqu'en août.

Déviée aussi vers Saturne, Voyager-U prendra un retard supplémentaire sur Voyager-T, et ce n'est qu'en juin 1981 que commencera l'observation de cette planète, qui continuera jusqu'en septembre.

Si tout se passe bien, la mission de Voyager-U ne s'arrêtera pas après Saturne. La déviation causée par cette planète, et par des corrections de trajectoire, déviât Voyager-U vers Uranus, qui serait approchée à la fin de janvier 1986 après un vol de plus de huit ans. Voyager-U sera alors à 2,7 milliards de kilomètres de la Terre, et les informations transmises par le radio de la sonde mettront deux heures et demie pour nous parvenir.

Loins du soleil

Les sondes continueront indéfiniment à s'éloigner de nous, après avoir franchi l'orbite d'Uranus : à une vitesse de 15 kilomètres par seconde, elles quitteront le système solaire. Il est prévu qu'elles diffuseront alors dans l'espace — aussi longtemps qu'elles disposeront de l'énergie nécessaire — et que les équipements électroniques voudront bien fonctionner — un « message » enregistré par le centre de gestion de l'Organisation des Nations unies.

Qu'il y ait dans notre Galaxie d'autres systèmes solaires, d'autres planètes habitables, est une question que les hommes se posent depuis longtemps. Les sondes Voyager-T et Voyager-U sont conçues pour répondre à cette question. Elles ont été envoyées dans le système solaire pour la formation de notre système solaire sont exactes. Qu'il y ait des « civilisations » dans d'autres systèmes solaires, c'est une question que les hommes se posent depuis longtemps. Les sondes Voyager-T et Voyager-U sont conçues pour répondre à cette question. Elles ont été envoyées dans le système solaire pour la formation de notre système solaire sont exactes.

Elles ont été envoyées dans le système solaire pour la formation de notre système solaire sont exactes.

DÉFENSE

LA GRANDE-BRETAGNE
VA ACQUÉRIR
DE NOUVEAUX MISSILES
TÉLÉGUIDÉS

Londres (A.F.P.) — La Grande-Bretagne passera prochainement une importante commande de missiles téléguidés, d'une valeur globale de plusieurs centaines de millions de livres, devant arriver le mercredi 17 août le ministre britannique de la défense.

La commande portera notamment sur le missile antiaérien américain Tow, qui a été préféré au système franco-allemand Hot pour équiper les hélicoptères de la nouvelle génération Lynx.

Les autres armes, qui seront fabriquées par la firme nationale British Aerospace, comprennent un nouveau missile air-mer destiné à remplacer le missile franco-britannique Martel et des versions modifiées de modèles existants.

MAURICE GIRODIAS
parrive!
« Un livre épatant »
Jacques Rivière
LE MONDE
STOCK

on ne s'étonnera pas des dimensions de l'antenne qui équipe les sondes. C'est un paraboloïde de 2,7 mètres de diamètre, qui devra être précisément pointé vers la Terre pour que les transmissions soient reçues. A ces distances, il serait vain de compter sur le Soleil pour fournir l'énergie nécessaire : le rayonnement solaire, quand les sondes couperont l'orbite d'Uranus, ne correspondra plus qu'à 4/100^e de ce qu'il est au voisinage de la Terre. Les Voyager emporteront donc un générateur d'électricité nucléaire : la désintégration de plutonium-238 radioactif fournira pendant de nombreuses années l'énergie nécessaire au fonctionnement des sondes.

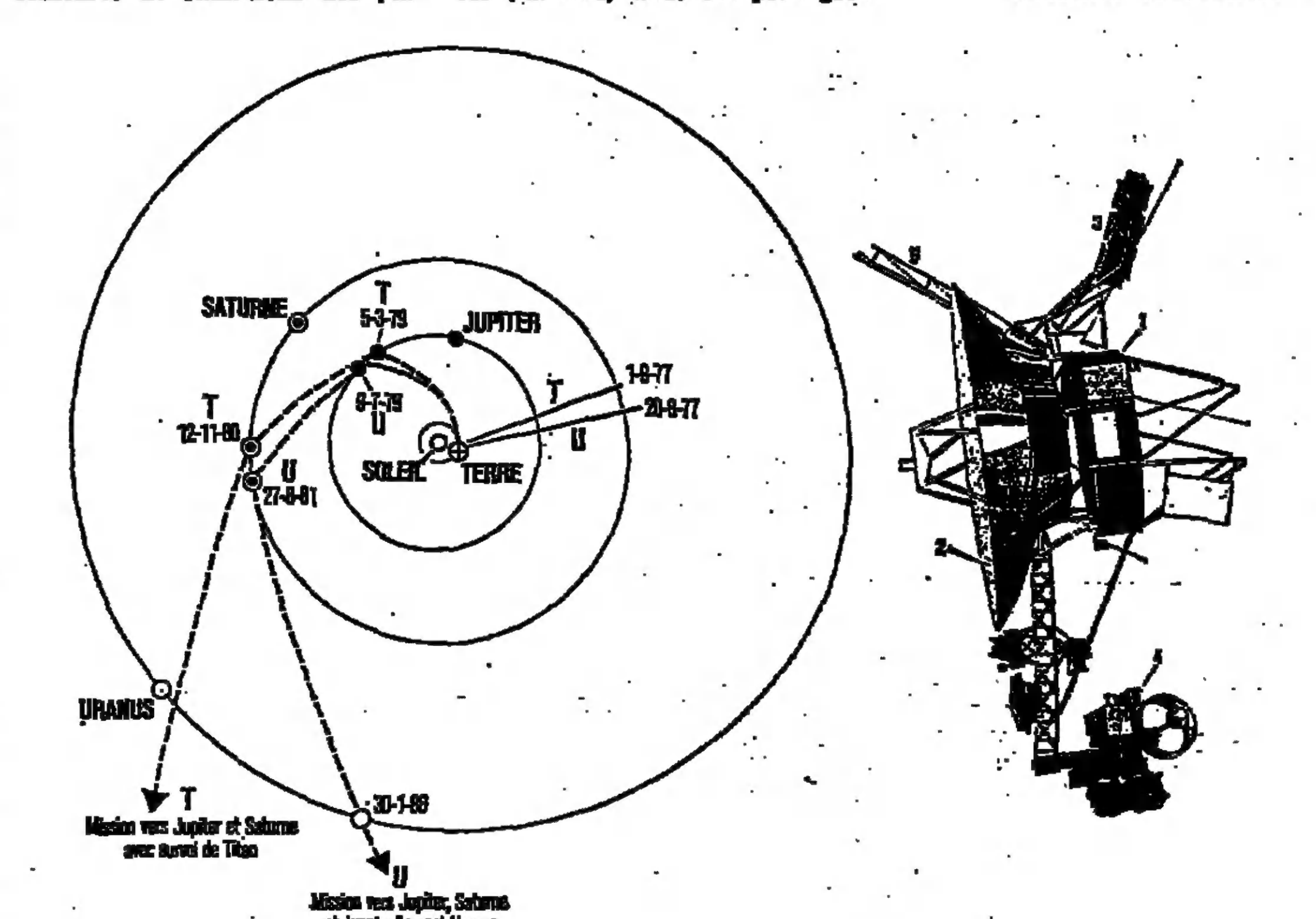
Outre la source d'énergie et l'antenne de communication, les sondes Voyager emporteront de nombreux appareils. Il y aura deux caméras de télévision, l'une à grand angle, l'autre à haute résolution. Des spectromètres infrarouges et ultraviolets indiqueront la composition des atmosphères planétaires, les températures, et la taille des particules composant les anneaux de Saturne. Un magnétomètre mesurera les champs magnétiques. D'autres appareils étudieront les ceintures de radiations des planètes, le vent solaire, le rayonnement cosmique, les poussières interplanétaires et les émissions radio-électriques des planètes (après le Soleil, Jupiter est la plus intense source radio du ciel).

En revanche, les satellites de ces planètes, sont les plus gros

ont des tailles comparables à celles de la Lune ou de Mercure, pourraient leur ressembler, mais on s'attend qu'ils soient plus primitifs. L'idée générale qui sous-tend la mission Voyager, est que les planètes lointaines et leurs satellites ont évolué plus lentement que les planètes proches, à cause justement de leur éloignement du Soleil et de la baisse en conséquence des températures. Si Titan est le seul satellite du système solaire à avoir gardé une atmosphère dense, c'est à sa distance qu'il le doit. L'état actuel des planètes lointaines et de leurs satellites est sans doute l'analogue d'un état très ancien des planètes proches, et son étude devrait permettre de mieux imaginer les époques reculées où s'est formé le système solaire.

Les Grecs primitifs appelaient planètes, ce qui veut dire « astre errant », les quelques objets qu'ils voyaient se déplacer, d'une manière pour eux incompréhensible, parmi les autres étoiles. Le mot désigne maintenant les objets qui tournent autour du Soleil. Ayant échappé à son attraction, les Voyager ne seront pas des planètes, mais bien des astres errants.

MAURICE ARYONNY.



La partie gauche de la figure représente schématiquement les trajectoires des sondes Voyager et les orbites des planètes. Ces dernières sont représentées dans leurs positions actuelles et dans celles qu'elles occuperont aux dates indiquées : il s'agit des dates de départ pour la Terre et de celles où la sonde sera à distance minimale de la planète pour Jupiter, Saturne et Uranus. L'échelle est, en gros, de 400 millions de kilomètres pour 1 centimètre.

La partie droite représente une sonde. Les éléments principaux sont : 1) Le corps de la sonde qui contient les appareils de commande et de petites fusées de propulsion ; 2) La grande antenne et, en son centre, une antenne plus petite utilisée quand la sonde est proche de la Terre ; 3) Le générateur d'énergie à isotopes radioactifs ; 4) Les caméras et la majorité des instruments de mesure ; 5) Un lit trop long pour être dessiné en entier, et qui porte à son extrémité le magnétomètre.

Le Monde de l'éducation

Dans le numéro de juillet-août
« LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS »

Pour la seconde année consécutive, « le Monde de l'éducation », publie un « palmarès des universités », en éditant l'éventail des disciplines analysées : outre les lettres, les sciences, les sciences sociales et humaines, y figurent la médecine (pour Paris) et les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs et de commerce.

La domination parisienne se renforce. Les universités de la capitale « produisent » à elles seules plus de tiers des doctorats en lettres et en sciences. Plus de la moitié des élèves qui entrent à l'Ecole polytechnique proviennent des classes préparatoires parisiennes. Les établissements parisiens sont presque toujours en tête pour les sciences sociales et humaines (Dauphine pour l'économie ; Sciences-Po Paris pour les sciences politiques ; l'Ecole des hautes études en sciences sociales pour la sociologie ; Paris-VII pour la linguistique ; Paris-V pour la psychologie).

Malgré cela, certains établissements de province obtiennent des résultats remarquables. Ce sont, en particulier, ceux des grandes métropoles universitaires : du Midi — Aix-Marseille, Lyon, Grenoble, Montpellier, Toulouse, Bordeaux — ainsi que Strasbourg. Parmi les établissements de moindre taille, il faut citer Nice, Lille ou Dijon. Les universités les plus récentes ont du mal à « décoller ». Certaines, toutefois, y parviennent dans quelques secteurs spécialisés, comme Orléans, Brest, Mulhouse ou Le Mans.

● Le tribunal des législatives : les points de vue de Jean-Pierre Soisson (P.R.), Louis Mexandeu (P.S.), Jacques Guayard (P.S.-Corée).

● Un choix de livres d'attente pour les vacances.

Le numéro : 5 F

Abonnements (11 numéros) : France, 50 F, Etranger, 68 F.

5, rue des Italiens, 75427-PARIS CEDEX 09.

Téléphone : rédaction 246-72-23 et administration, abonnements 820-63-03.

LES PRIX DU JOUR.

POMMES DE TERRE
Rég. parisienne, 35 mm vrac
0,45 à 0,65 F le kg

TOMATES RONDES
Ouest ou Midi, col. 57-67
2,65 à 3,65 F le kg

PÊCHES JAUNES
Rhône ou Midi, Col. 1, col. B
4,60 à 5,60 F le kg

LAITIUES
0,70 à 0,90 F pièce
Prix variables en région parisienne

Syndicat d'Etude à la Communication
Commission de Paris

MAURICE GIRODIAS
parrive!
« Un personnage hors du commun »
LA COURONNE LITTÉRAIRE
STOCK

سكزاتن الأصل

Ce débat est loin d'être « factice » pond « l'Humanité » à M. Mitterrand

Fournissant un autre sujet de controverse, le sondage de l'Institut Louis-Harris-France publié mardi par « le Matin » suscite également diverses réactions, notamment chez les communistes et les radicaux de gauche.



sont trop sérieux pour être dissimulés, à tout le moins. Dans le Monde, Edmond Maître a appelé « de ses vœux à fin de débat » (...). C'est tout à fait noir point de vue de la morale, et s'inspire d'un franchement, pour reprendre le mot d'Edmond Maître, sur tous les problèmes sur lesquels les propositions du parti socialiste s'opposent à d'autres propositions communes des partis de gauche. »

Mme F. Lazard évoque ensuite quelques-uns des points de divergence entre le P.C. et le P.S. sur la participation, mais sans pas d'accord, en particulier avec les propositions du P.C.F. sur l'augmentation du SMIC et des bas salaires, la réduction effective de la hiérarchie, l'usufruit

Commentant ce même sondage, M. Pierre Bracque, secrétaire national du Mouvement des radicaux de gauche (M.R.G.), a insisté sur le fait qu'une majorité de Français aspirent au changement et que cette volonté est devenue une constante dans la vie politique française.

Se défendant de « faire du triomphalisme », il « considère que le programme commun actuel est le meilleur moyen que le M.R.G. aura apporté véritablement son empreinte dans de nombreux domaines, renforcera son rôle dans les années à venir, voir la gauche l'emporter aux législatives de 1978 ».

M. Pierre Bracque regrette, toutefois, que le parti ne s'inscrive pas à la place et le rôle irremplaçable » que le M.R.G. « aura à jouer tant pour assurer la victoire de la gauche que pour gérer les affaires du pays ».

Nous disons seulement qu'il faut nous occuper de l'exigence sociale et l'exigence économique : qu'une expérience de gauche suppose, pour être durable, la réussite économique. Nous pensons que les dirigeants du C.F. négitent — volontairement ou non — cette relation entre l'économie et le social. L'absence de cette relation, c'est vrai, limite la réussite économique. Mais elle la exige, face à l'opinion, un effort de vérité, d'exposition claire des difficultés, d'indication sur les perspectives. « On peut atteindre les revendications des travailleurs : à condition de s'en prendre à la cause de la domination du grand capital et de la bourgeoisie. Mais pas toutes les revendications sans leur coup de boutoir contre le P.C. » dit-il clairement avec nous.

Ainsi, plus loin, l'éclopéage se succède polémique, débénévoise pour nous, l'éclopéage, l'éclopéage, la mise en œuvre d'un modèle original de socialisme. Dans cette direction, le nouveau parti socialiste a fait des progrès indiscutables y compris en prenant ses distances — à la lumière sanglante du Vietnam, du Chili, de l'Argentine ou de l'Iran, — avec l'atlantisme « des années 50. Ma génération sait que les Etats-Unis peuvent être, aux yeux de la France, un ennemi mortel. Par rapport à l'autre superpuissance, le P.C.F. a pris, systématiquement, la distance. Force est de constater qu'elle reste insuffisante. Chaque jour, dans l'humanité, je lis des critiques véhémentes de Caligula, de Soares ou de Schmidt. Toutes ne sont pas fauteses. Mais

« A la question : « Que mettiez-vous sous le mot factice ? » le premier secrétaire du parti socialiste ne répond pas, et oppose ce qu'il appelle « la discussion normale » à ce qu'il considère comme « un élément d'agressivité artificiel, disons le mot, électoraliste ». L'épithète ne vaut pas argument ! » écrit Mme F. Lazard dans *l'Humanité* du mercredi 17 août. « Les problèmes posés

Plusieurs demeures dans la maison du socialisme

les représentants du christianisme ; la démocratie politique instituée par la révolution anglaise, implantée en Amérique par les puritains et sacrée en France par les révolutionnaires, lut aussi, pour la bourgeoisie appelée à gérer l'ère du machinisme. L'instrument de sa domination sur les travailleurs, qui avaient certes tous les droits, mais aucun pouvoir. La lutte entre la démocratie économique a commencé aussitôt après la victoire du libéralisme, et c'est la tâche du socialisme de la mener à bien. « On n'est pas socialiste si l'on ne reconnaît pas l'héritage des révolutions libérales, déclaraît M. Mitterrand. Mais on ne l'est pas encore si l'on s'en tient là. ». Le premier secrétaire du P.S. fit ensuite la critique de la doctrine de l'Etat, montrant que les réussites techniques et sociales, mais qui, confrontées aux problèmes du sous-développement et enfermées dans une conception déterministe de la société, ont abouti à placer les peuples de ces pays dans la dépendance de deux « monstres », « le monstre bureaucratique et le monstre technocrate ».

Ces thèmes provoquent un début de polémique avec les artistes présents, qui ne semblent nullement disposés à « mourir » ni à « préparer les conditions de leur propre inutilité ». C'est pourtant à un sort anagogique que les voulait M. Schwartzberg en revendiquant, contre la culture capitaliste, « uniforme, passive et inégale », une culture socialiste dans laquelle tous les hommes seraient créateurs. « Mieux vaut acheter des beaux qu'un tableau », affirmait notamment le délégué général du M.R.G., « plutôt que de vouloir le renversement des fortresses de la culture », dont le Centre Beaubourg lui semble être un parfait exemple.

Depuis le congrès d'Éplény, à chaque échéance importante pour le P.S. ou pour la gauche, le parti communiste a fait prasslon sur nous souvent sans excès de délicatesse. La tentative actuelle, sans nous réjouir, ne nous surprend donc pas. Comme les précédentes, elle sera infructueuse. Les différences qui subsistent — heureusement — entre les trois partenaires de la gauche et les problèmes qu'ils devront affronter ensemble imposent un comportement fraternel. Comment, sinon, convaincre et entraîner. L'union de la gauche, ce n'est pas la stratégie du soupçon.

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the problem. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must identify the problem and the scope of the investigation. The investigator must also identify the objectives of the investigation and the methods to be used. The investigator must also identify the resources available for the investigation.

100-443887-100

D'UNE RÉGION

Bretagne
Trop de piétons à Saint-Malo

[illegible]

ANDRE LAURENS. |

finalité de cette réunion étant assez

ensuite réinventer la liberté contre

tentant de défilé dans les ma

PATRICK LARSEN

Norme C.F.D.T.S

10-21-77



2

هكذا آمنه الأصل

[illegible]

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

La stratégie du soupçon

Libres opinions

Le fond des choses

par PIERRE LEFRANC (*)

L'épave avant la course aux élections que constitue la saison des vacances pourrait, en effet, être favorable à une réflexion. Les affrontements entre les hommes et les formations ont déjà commencé, mais il se révèle difficile, très difficile, de déterminer avec précision les propositions des uns et des autres. La période préélectorale engendre de curieuses métamorphoses des gens et des discours.

C'est ainsi que des positions qu'on croyait fermes ont brusquement changé, par exemple sur l'élection au suffrage universel direct d'une Assemblée européenne ou sur l'intérêt de notre armement nucléaire. Par ailleurs, les signataires d'un programme commun, lequel paraissait solide comme la roc, le contestent et ne parviennent pas à se mettre d'accord sur son actualisation : de vieilles espérances, telles la participation, qu'on estimait enterrées, ressurcissent au premier plan ; l'on voit aussi les internationalistes devenir nationalistes et les conservateurs s'affirmer progressistes. Le rouge vire au blanc et inversement.

J'ajouterais que d'un côté comme de l'autre on ne manque pas, en toutes sortes d'occasions, de se rétorquer au général de Gaulle, et ce sans aucun scrupule ni, parfois, sans aucune notion de la contradiction et du ridicule.

Bref, pour un électeur moyen, même pour un citoyen informé, ces volte-face, évolutions instantanées et remises en cause rendent l'avenir imprévisible et nous incitent à penser qu'on cherche à nous tromper.

Avant que la corrélation électorale ne s'ouvre, nous nous interrogeons aussi sur ce qu'on peut souhaiter pour la France et les Français.

La lutte pour des idées représente une des activités les plus élevées des hommes, et les divergences politiques sont la base des démocraties. C'est pourquoi l'on devrait se réjouir de leur abondance, mais la question qui se pose est celle-ci : ces heures auxquelles nous assurons l'entrée dans la catégorie des conflits idéologiques ? Les individus et les groupements se battent-ils pour faire triompher des convictions ou pour mettre la main sur le pouvoir ? La confusion de ces deux objectifs serait déplorable. Certes, le but final en politique est le gouvernement, mais souvent la fidélité en des croyances, la rigueur, l'éclat du pouvoir, alors que le compromis et le renoncement y mènent tout droit.

Or il semble bien que beaucoup de Français éprouvent le sentiment que les politiciens, uniquement soucieux de réussir une manœuvre, manœuvrent par dissimulation leurs véritables desseins. On annonce même que le chef de l'Etat, élu pourtant sur des objectifs nettement définies, accepterait de couvrir de sa présence une politique opposée à celle qu'il préconisait lorsqu'il sollicitait les suffrages.

Ce que l'on peut donc souhaiter, sans grandes illusions, c'est que les formations politiques, toutes les formations, aient le courage de nous annoncer clairement où elles comptent nous mener si jamais elles gagnent. N'est-ce pas le moindre ?

Que les communistes nous fassent connaître leurs intentions quant à la collectivisation, que les socialistes nous disent comment ils appliqueront leur formule de l'autogestion, que le R.P.R. nous annonce ce qu'implique la participation, que les centristes et les républicains dévoilent leurs plans de société libérale avancée ; que tous se situent par rapport à la liberté de l'enseignement, à la pluralité de l'information, à l'intégration européenne, à l'indépendance de notre défense, etc. Et aussi, bien sûr, que le chef de l'Etat tienne compte sans ambiguïté à ceux qui l'ont élu et à ceux qui ont voté contre lui quelles sont ses intentions.

Où, le président de la République ne saurait échapper à cette exigence de vérité ; au contraire, c'est à lui qu'il revient d'en donner le premier exemple. Où, si se trouve dans l'obligation de choisir. Un président de la République, arbitre puissant, témoin heureux des joies du pays ou témoin de ses malheurs, c'est revenir aux inaugurations de chrysanthèmes et de roses de MM. Lebrun et Auriant. Sans doute, si l'on connaît vraiment que l'heure de la prise de position est passée à la discrétion de l'intéressé, encore faudrait-il qu'elle se produise en temps utile pour entraîner toutes ses conséquences.

Pour tout dire : que l'on aborde enfin le fond des choses, au lieu de consacrer de considérables efforts à le dissimuler.

Ah, si chacun déposait ses cartes sur la table, si le choix s'effectuait dans la clarté, combien la décision serait plus simple et plus solide, combien l'avenir s'éclaircirait !

Une fois de plus, je prends la liberté de rappeler que les compétitions politiques ne sont respectables que dans la mesure où elles portent sur des idées.

A quelques mots d'élections législatives dont on se pail à reconstruire l'extrême importance, et mis à part les vieux clichés de la droite et de la gauche si utiles en réunions publiques, nous constatons que nous ne sommes pas mis en présence des véritables intentions des uns comme des autres. Nous identifions des chefs de clans, nous subissons leurs innombrables déclarations, nous suivons leurs querelles en marquant les points, mais nous ignorons presque tout de ce qui nous attend.

Monsieur le président, messieurs les secrétaires généraux, fédéraux et nationaux, méditez pendant vos courtes vacances et, si vous nourrissez quelque respect sinon pour la piétaille qui vous hâse au sommet, du moins pour les responsabilités que vous briguez, cessez de battre l'estradale, déposez les slogans au vestiaire et parlez-vous sérieusement de cette chose sérieuse qu'est l'avenir de notre pays.

(*) Président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle.

La préparation des élections législatives

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber : il n'y a plus de majorité, mais un syndicat de sortants

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, interrompé mardi 16 août à 20 heures par Pairice Duhamel, sur les antennes de TF 1, a notamment déclaré, au sujet des réunions de la majorité, qu'il se tiennent chaque mercredi pour préparer les élections :

« Ces différentes réunions, c'est d'abord un syndicat de sortants, en tout cas cela paraît comme tel, ensuite il n'y a plus de majorité, il faut être honnête, il faut le dire, le savoir, car il n'y a plus de majorité, c'est que le gouvernement, qui doit s'appuyer sur cette majorité, ne peut plus faire voter la loi, ce qui est le rôle du gouvernement, en particulier le chômage des jeunes, et cela on voit le gouvernement cherchant, encore une fois, à faire voter le budget sans une partie de sa majorité. Il n'y a plus de majorité, alors pourquoi faire semblant ? Est-ce que notre rôle est de remettre pour cinq ans la même majorité en place ? Est-ce que les Français veulent, après vingt ans, continuer dans la même politique, je dirais le même immobilisme, dans une situation qui est inégalitaire et dure ? »

Le président du parti radical indique, en revanche, qu'il participera au « sommet » de la majorité qui se réunira en septembre pour établir « des règles d'entente » pour la campagne électorale : « que la France soit le théâtre d'un débat démocratique et non pas d'agressions et de polémiques stériles. » Il souhaite qu'il

ait dans chaque circonscription à côté du candidat qui se réclame « de l'ancienne majorité », une seconde candidature pour représenter « ceux qui se réclament de la nouvelle majorité (...) du Front du manifeste prôné par le parti radical ».

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a d'autre part qualifié d'« inéluctables » la force de frappe et d'« inapplicables » le programme commun.

■ Dans le département de Seine-et-Marne, la fédération du parti socialiste et celle du Mouvement des radicaux de gauche ont décidé de présenter une liste commune aux prochaines élections sénatoriales. Cette liste sera composée de MM. Jean Gratier, P.S. maire de Nemours ; Michel Dieffenhal, maire de Crouy ; Benoit, vice-président d'un syndicat communal d'aménagement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée ; Marc Barette, rad. g., conseiller général, maire de Courtenot ; et Louis Reboul, maire de Roissy.

■ Le ministre de l'intérieur, en réponse à une question écrite de M. René Radies, député non-inscrit du Bas-Rhin, indique, dans le Journal officiel (débat Assemblée nationale) du 30 juillet, que « les études que le gouvernement n'a pas manqué d'entreprendre n'ont pas en ce moment abouti à la définition d'un ensemble de critères objectifs permettant de répondre d'une manière générale aux problèmes que posent les communes de plus de 100 000 habitants ». Le ministre précise qu'« une nouvelle répartition des sièges de députés au prorata de la population des circonscriptions législatives » Le ministre précise qu'« une nouvelle répartition des sièges de députés au prorata de la population des circonscriptions législatives » Le ministre précise qu'« une nouvelle répartition des sièges de députés au prorata de la population des circonscriptions législatives »

M. CHIRAC NE CROIT PAS A UNE « RENTRÉE SOCIALE » DIFFICILE

M. Jacques Chirac exprime son scepticisme dans une interview accordée au quotidien Centre-Presses de Limoges, mercredi 17 août, sur une solution rapide du problème de l'emploi.

« Un choix national ne pourra être engagé qu'à partir de la nouvelle assemblée issue de la nouvelle politique nationale. En attendant, nous sommes obligés de subir ce phénomène en essayant d'en limiter les conséquences. »

Enfin, l'ancien premier ministre estime à propos de la rentrée sociale « qu'à la veille d'une consultation électorale, les organisations syndicales qui contestent le fonctionnement même de la société ne souhaitent pas prendre de risques qui seraient de nature à diminuer les chances des partis politiques auxquels elles sont attachées. »

■ Les jeunes et l'énergie nucléaire. — M. Benoît Roger-Vasselin, secrétaire national à la jeunesse du parti républicain, a proposé, le 16 août, à Paris, aux responsables de jeunes, de la majorité comme de l'opposition, de débattre au grand jour du problème de l'énergie nucléaire, question qui concerne plus particulièrement la jeunesse, concernée au premier chef par les décisions qui engageront le pays. Ainsi, constate-t-il dans une lettre adressée à Mme Cresson (P.S.), MM. Catala (jeunesse communiste), R.P.R. et Bordry (démocratie sociale), elle pourra prendre connaissance des propositions et des idées défendues par les différentes formations politiques.

APRÈS LES MANIFESTATIONS DU WEEK-END EN CORSE

Le R.P.R. : s'opposer avec « résolution, vigueur et constance » à l'U.P.C.

Un communiqué publié à Ajaccio par le R.P.R. de la Corse du Sud annonce qu'il combattra avec résolution, vigueur et constance les propositions insensées avancées par Edmond Simeoni durant le congrès de l'U.P.C. « Pour citer que celle-là, l'annonce d'un prétendu postergement de la Corse constitue un outrage à nos morts. Ces propositions tendent, que M. Simeoni le veuille ou non, et il le sait très bien, à jeter la Corse dans un processus au terme duquel elle sombrerait dans la faillite économique, les luttes fratricides et l'asservissement à une ou plusieurs puissances étrangères sous l'indépendance de l'île, ce qui gênerait pour leur seul profit quelques laissés-venir-complé du suffrage universel. »

En conclusion, le R.P.R. dénonce « l'inconséquence d'un homme dont les propos et les actes ont trop souvent porté atteinte à l'incendie, et qui affecte, après ce dernier acte, de développer ses rancunes, de se désolidariser des incendiaires ».

Le P.S. : s'attaquer aux racines du mal

De son côté, M. Louis Le Pen, député national aux régions du parti socialiste, membre du comité directeur, député du Finistère, estime que les récents événements survenus en Corse « portent en eux le germe d'un véritable mal : la néo-nazisme par le pouvoir de l'identité corse, aggravée par les méfaits du capitalisme et du centralisme ». « Le parti socialiste, ajoute

M. Le Pen, approfondissant les dispositions du programme commun en matière de régionalisation, a apporté sa réponse à la question corse. La proposition d'un statut particulier pour cette région dans le cadre de la République française. En engageant le débat sur ce point avec les forces vives de l'île, il entend contribuer à la suppression de la peur ardue dans le rôle éternel de l'île entre le statu quo conduisant inévitablement au désastre, et l'autarcisme néo-nazisme, porteur des mêmes périls. »

Les rapatriés : un appel à la ségrégation

Enfin, deux dirigeants d'une organisation de rapatriés de passage en Corse, ont réagi mardi à Ajaccio à un passage du discours de M. Edmond Simeoni concernant les rapatriés installés dans l'île. Ces deux responsables rapatriés MM. Guy Forzy et Jacques Roseau, dirigeants de l'organisation RECOURS (rassemblement de rapatriés), ont contesté certains chiffres avancés, selon eux, par le docteur Simeoni, dimanche, à Furiani.

et protesté contre le fait qu'il ait « été d'abord remis en cause la réinstallation de dix-sept mille rapatriés dans les deux départements corses ». MM. Forzy et Roseau ont également affirmé qu'à leur « désir de dialogue, récemment et publiquement renouveau », il n'a été répondu « que par un appel à la ségrégation, dont les conséquences sont inacceptables et la réputation et les traditions d'hospitalité de l'île ».

EQUIPEMENT

A PROPOS DE...

NOUVELLES SERVITUDES DE PASSAGE LE LONG DU LITTORAL

Voie libre pour les piétons du bord de mer

Un décret, paru au Journal officiel du 10 juillet, précise les conditions dans lesquelles est instaurée une servitude de passage pour les piétons le long du littoral.

En votant à la fin de l'année dernier la loi sur l'urbanisme, le Parlement a rappelé un principe : étendre au domaine public, le rive appartenant à tous les Français. Or la multiplication des plages publiques, des installations industrielles et portuaires, des manèges et des immeubles édifiés au bord de l'eau a une fâcheuse tendance à priver le littoral ou tout au moins à interdire l'accès des plages, des grèves et des récifs au commun des mortels.

Certes, on connaît en certains points de nos côtes et particulièrement en Bretagne le sentier dit « des douaniers ». C'est un sentier qui nées depuis la Première Guerre mondiale les propriétés riveraines, dont les possesseurs doivent laisser le passage aux patrouilles de gabelous, de jour comme de nuit. Les douaniers n'y passent plus depuis longtemps, mais la servitude demeure à l'avantage des promeneurs.

C'est en s'inspirant de cet exemple que M. Robert Galley, alors qu'il était ministre de l'équipement, a imaginé de créer une nouvelle servitude s'étendant à l'ensemble du littoral et, cette fois, à usage ouvertement touristique. La loi sur l'urbanisme et son décret d'application ont donc prévu que, partout où l'accès du rivage était devenu impossible, les propriétaires

privés devaient ménager une bande de 3 mètres de bordure de mer pour laisser passer le public. N'échappait à l'obligation que les chantiers navals, les installations de pêches, les ports, les ouvrages militaires, les réserves écologiques et les zones trop fragiles.

La bande littorale désormais ouverte à la promenade sera calculée à partir de la limite du domaine public maritime, c'est-à-dire au-dessus des plus hautes eaux. On pourra cheminer sans se mouiller les pieds le nouveau chemin de rand ne sera pourtant pas continu, car certains droits acquis sont préservés. Le sentier ne pourra passer chez les particuliers qui, avant le 1^{er} janvier 1976, possédaient une villa à moins de 15 mètres de la mer, ou bien dont le jardin enclos de mur descendait jusqu'à l'eau. Que Brigitte Bardot se rassure : la foule de ses admirateurs ne violera pas sa retraite de la Madrague...

La bande des 3 mètres

Tracer le nouveau sentier des douaniers ne sera pas chose facile. Il faut d'abord délimiter le domaine public maritime, ce qui est loin d'être fait partout. Puis, à partir de cette « frontière », tracer la bande des 3 mètres. En certains endroits, pour que le chemin soit accessible sans danger par tous les temps, il faudra l'établir en haut des falaises, donc à plus de 3 mètres du domaine maritime. Ce sont les municipalités qui prendront l'initiative de demander à l'administration un tracé dérogant au droit commun. Il y aura enquête

publique, arrêté préfectoral, indemnisation par l'Etat des propriétaires lésés, inscription du sentier sur le plan d'occupation des sols, etc. Lourde procédure qui, au mieux, ne s'achèvera pas sur le terrain avant les vacances de 1978, et dans nombre de cas avant l'été 1979.

Pourtant, la loi et son décret d'application constituent un coup d'arrêt à l'appropriation des rivages. A long terme, c'est la démocratisation effective de l'accès à la mer qui est engagée. On imagine les merveilleux sentiers de randonnée avec vue imprenable — qui vont se développer sur des centaines de kilomètres le long de nos côtes. Un nouvel atout touristique pour toutes les communes de bord de mer.

Cette nouvelle mesure vient renforcer celles déjà prises pour tenter de sauver nos côtes : interdiction des marinas ; règlements restrictifs concernant les routes de commerce et les constructions ; créations du conservatoire du littoral et de la fondation Espaces pour demain, qui échètent des créneaux verts pour les sauver du béton ; décision d'aménager les rivages « en profondeur », etc. Pour les côtes françaises, le bleu de l'hexagone, il était plus que temps.

Un seul regret, pourtant : que les législateurs aient « oublié » d'étendre la servitude de promenade aux rives des fleuves et des grands lacs. Ce sera peut-être pour la prochaine législature. La démocratie concrète est une conquête permanente.

MARC AMBROISE-RENDU.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Bretagne

Trop de piétons à Saint-Malo

De notre correspondant

Saint-Malo. — En manifestant dans les rues piétonnes, le jeudi 11 août, jour de leur mise en service, plusieurs centaines de personnes — principalement des commerçants — ont inauguré à leur manière le plan de circulation mis en place par la municipalité d'union de la gauche de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Une centaine de boutiques sont restées fermées.

Le plan prévoit plus d'une trentaine de rues piétonnes, y compris les axes principaux de circulation. Il réserve pratiquement l'accès des rues non piétonnes aux seuls riverains. Les touristes sont invités à laisser leur voiture au parking et à visiter la cité corse à pied.

L'Association des commerçants de l'intra-muros (ACIM) propose un autre plan pratiquement iden-

tique. Mais elle souhaite un plus grand nombre de places de parking et la suppression des procès-verbaux (120 F) qui vont sanctionner les infractions au nouveau plan de circulation. La concertation tentée par la municipalité n'a pas abouti. La création de parkings en étagère, proposée par la chambre de commerce et d'industrie de Saint-Malo, est jugée trop onéreuse par le maire socialiste, M. Louis Chopier. « Nous avons à faire face, a-t-il précisé aux manifestants, aux investissements favorisant le tourisme de luxe, engagés par les municipalités de droite, qui nous ont précédés. Nous devons ainsi rembourser cette année 1 500 000 F pour un port de plaisance de 200 places, décidé par nos prédécesseurs. »

ANDRÉ MEURY

Aquitaine

ARCACHON SOUS-PREFECTURE ?

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — Lors de sa dernière réunion le conseil municipal d'Arcachon a émis le souhait de voir cette ville érigée en sous-préfecture. Pour le docteur Robert Fleury, maire d'Arcachon, cette délibération, qui fait suite à plusieurs vœux émis par les conseillers généraux du bassin d'Arcachon, ne constituerait qu'une régularisation. Pour lui, en effet, les trois cantons du bassin d'Arcachon et du vignoble de Leyre constituent une entité sociodémographique et économique.

« Arcachon en est la façade, dit-il, et nos soixante-dix mille habitants présentent beaucoup plus tard que ceux de Lescarpe, la sous-préfecture du Médoc voisin. »

TRANSPORTS

■ SAS baisse ses prix. — La compagnie Scandinavian Airlines (SAS) a décidé d'abaisser ses tarifs entre les États-Unis et plusieurs villes scandinaves conformément aux recommandations de la conférence des transporteurs aériens, réunie le 12 août à Genève. Le Monde du 17 août, en retenant leur place quarante-cinq jours avant leur départ (tarif APEX), les passagers paieront 424 dollars au lieu de 455, entre Chicago et Copenhague, et 387 dollars au lieu de 392 entre

New-York et Copenhague. La durée du séjour devra être comprise entre quatorze et quarante-cinq jours. — (A.F.P.)

■ Le train d'atterrissage de Concorde modifié. — La compagnie British Airways vient d'annoncer qu'elle allait modifier les systèmes de suspension du train d'atterrissage de ses Concorde. Selon la compagnie britannique, cette opération demandera plusieurs semaines et devrait accroître le confort des passagers au décollage et à l'atterrissage. — (A.F.P.)

ENVIRONNEMENT

■ Morte noire sur deux plages de Dieppe. — Une morte noire a été trouvée, à la fin de la semaine dernière, sur les plages de Sainte-Marguerite et de Thiberville, situées près de Dieppe (Seine-Maritime). Des sapeurs-pompiers ont enlevé, le lundi 15 août, quatre tonnes de résidus chimiques. C'est désormais un tractopelle qui achève le nettoyage. L'arrivée d'une nouvelle nappe de mazout pourrait menacer encore le rivage. — (A.F.P.)

Le Monde

L'ÉTÉ

En famille

Aux pieds des H.L.M.

La radio avait prévenu : le week-end du 15 août serait « le plus chaud de l'année ». On verrait partir « même ceux qui ne partent jamais ». A la cité H.L.M. de Crétell-Montméty (Val-de-Marne) non loin de la ville nouvelle, un vieux pneu de bicyclette s'envole d'un toit : une poignée de gamin, juché sur le bâtiment qui abrite la bibliothèque publique, s'amuse avec ce qui leur tombe sous la main. Ceux-là sont restés.

Les immeubles s'alignent le long de rues perpendiculaires, s'ordonnent autour d'un terrain de jeux. « Il y a plein d'arbres », disent les enfants. De vrais arbres, pas de ces squelettes qui,

trop souvent, hérissent désespérément les villes nouvelles. Quelques-uns offrent même leurs branches aux talents des grimpeurs.

Un jeune garçon passe et repasse sur un superbe cyclomoteur flambant neuf, sans cesse sollicité par ses camarades pour un essai. Soudain, trois coups de klaxon mobilisent tout le monde. Comme chaque jour, la camionnette du marchand de glaces fait sa tournée. Ceux qui ont la chance d'avoir une place en poche se précipitent, d'autres hâlent leur mère à la fenêtre. Abdallah, quatorze ans, préfère le système du « pas pas cent balles ». Le marchand, un

immigré espagnol, résiste, gêné, aux demandes d'un gamin accouru à la camionnette, qui n'a pas d'argent, mais voudrait bien, quand même, avoir sa glace comme les autres. « Oui, confie-moi-là, beaucoup d'enfants sont partis en ce moment. Les parents paieraient souvent à les envoyer chez une grand-mère, à la campagne, ou dans un colonie. » C'est le cas pour Abdallah, qui est parti en juillet dans un centre aéré à Royan.

« Oubliez-moi ! »

Plus loin, les balcons des immeubles ont des allures inquiétantes : on jurerait les tiroirs d'une armoire de boîtes d'allumettes empilées qu'un doigt géant va refermer d'un moment à l'autre. De l'autre côté de la rue, les cages d'escalier à claire-voie se succèdent, des matrones désolées s'appuient aux rembarades. Les mêmes immeubles abrités, au rez-de-chaussée, un poste de police désert, qui ne se distinguait pas d'un appartement si ce n'étaient les grilles aux fenêtres et l'inscription « Police ». Maurice Chevalier pousse une chansonnette à travers une fenêtre ouverte.

Les deux frères les plus acharnés, six et huit ans, ne sont pas partis en vacances. L'année dernière, la famille avait campé en Bretagne, « mais cette année, maman a dit qu'il n'y avait pas assez d'argent, que personne ne partirait ».

Une atmosphère lourde pèse sur la place centrale, presque déserte. A une extrémité, le café-kabab fermé pour les vacances. A l'autre, un manège à bout de souffle accueille les rares clients qui se présentent. Une jeune femme annonce à ses quatre enfants : « Encore deux jours, et c'est fini ». Elle a la trentaine, le visage trop fardé. Les enfants, ravis, cherchent à attirer son attention : « Maman, maman, regarde ! ». D'une voix soudain très basse, elle laisse tomber : « Oh ! oubliez-moi cinq minutes ! ». La somnolence annonce la fin du jour, la mère emmène sa progéniture.

Dans le ciel, les avions qui décollent d'Orly continuent à passer, et, sur le manège, le cheval à tête de chat galope tout jours, immobile.

JOSYANE SAVIGNEAU.

GÉOMÉTRIE

« The Murder Triangle »

JUSQU'OU front l'esprit de synthèse et l'attrait de la géométrie ? On connaissait le Triangle, constellation de l'hémisphère boréal, le triangle des Bermudes, le triangle d'or, enfin les triangles emblématiques de plusieurs sociétés secrètes ; le quotidien britannique Daily Mail vient de découvrir — ou d'inventer — « the murder triangle », le triangle du crime, un triangle à peu près isolé, qu'il place dans le sud-est de la France.

Cette semaine à l'appui, ce journal propose une démonstration qui tient en trois récits. Dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 août dernier, un couple de retraités anglais, M. et Mme Broderick, qui dormaient dans leur voiture près de Grimaud (Var), ont été tués par balles et dévalisés. « En 1952, rappelle le Daily Mail, M. Jack Drummond, âgé de soixante et un ans, sa femme et sa fille, âgée de onze ans, ont été assassinés alors qu'ils campaient à Lurs (Alpes de Hautes-Provence), une localité située à 80 kilomètres au nord-ouest de Grimaud. Un fermier de la région, accusé par ses fils, avoua être l'auteur du crime. » C'était l'affaire

Dominici. Enfin, « en 1973, M. John Cartland, âgé de soixante ans, a été trouvé mort, poignardé près de sa caravane en feu, à Salon (Bouches-du-Rhône), dans les environs d'Alx-en-Provence, c'est-à-dire également à 80 kilomètres de Grimaud ».

« Faut-il donc croire qu'il est dangereux de visiter la France ? », se demande un lecteur du Monde demeurant à Folkestone (Kent).

En vingt-cinq ans, six touristes britanniques ont été assassinés dans un périmètre où circulent chaque année des dizaines de milliers de leurs compatriotes. Doivent-ils voir là une malédiction, qui les incite à désorienter le sud-est de la France ?

Le Daily Mail ne prodigue pas de conseils à ce sujet. « Il semble pourtant avoir trouvé, ironise notre lecteur de Folkestone, la formule pour promouvoir le tourisme en France. »

En faisant peur, avec des théorèmes, son « triangle du crime » prendrait alors une place honorable sur le liste des « ensembles géométriques », des « périmètres de la mort » et autres prétendus lieux géométriques de l'horreur.

JOSYANE SAVIGNEAU.

FESTIVAL PYROTECHNIQUE A CANNES

Les feux-follets de l'harmonie universelle

PROBLEME : soit une ville de la côte méditerranéenne — Cannes, — où voisinent en été magnats bésés du pétrole et de tout ce qui se vend, retraités peu enclins à s'émouvoir, riches et moins riches, vacanciers, maniaques du soleil qui échappent à toutes ces catégories et, enfin, tous ceux qui servent les uns et les autres, exploitent leurs caprices. Comment réunir de temps à autre des populations aussi étrangères les unes aux autres ? En quoi les faire communier ?

Les responsables de l'office municipal d'animation des fêtes et de la culture (comprenez : le comité des fêtes) n'ont point formulé le problème de manière aussi académique. Encore moins peut-on soupçonner derrière leur invention quelque prétention unanimiste. N'importe. En créant, il y a onze ans, le Festival International d'Art Pyrotechnique (comprenez : un concours de deux équipes) ils ont accompli cette gageure lourde de symboles.

Chaque année, le temps d'une compétition-prétexte qui fait s'affronter quatre ou cinq fabricants d'artifices représentant chacun une nation, tout Cannes, ou presque, s'assemble, grossi de toutes venues d'alentour sur les plages, la Croisette et les lieux surélevés, aux jours dits, la nuit tombée.

La, pendant une demi-heure, avant de se disperser, pour le plus grand profit des commerçants de la station, tous assistent et participent à la brève représentation d'une sorte d'éphémère harmonie universelle. Une double harmonie. Celle du regard unanime de milliers d'yeux

tournés vers le ciel. Celle qui s'y trace et y éclate en mille feux au rythme (en principe) de la musique.

On a tout dit de la subtile alchimie du son et de la lumière que s'efforcent d'accomplir les spectacles pyro-musicaux, pyro-symphoniques ou pyro-mélotiques (comprenez : des feux d'artifice judicieusement associés à un fond sonore) de toute sorte. Véritable gageure technique, le propos n'est pas toujours comploté par les concurrents artificiers eux-mêmes. Quant au public, c'est avant tout à l'abandon de la lumière, des couleurs et des bruits qu'il mesure son plaisir.

L'azotate de strontiane

Mettions que ce soit... Inconsciemment que chacun, de même qu'il contribue sans s'en rendre compte à l'immensité de ce regard unique, perçoit la totalité harmonieuse de telle suite d'accords de Jacques Offenbach et des mélanges mystérieux de charbon de bois, de salpêtre, de soufre et de poussier de poudre qui s'élèvent dans la nuit et explosent en même temps. Mettons qu'un sens inné des correspondances fasse à chacun deviner le lien que tissent entre ces signaux et ces sons la pourpre de l'azotate de strontiane, la poussière blanche de la limaille d'acier ou le jaune d'or de l'oxalate de soude.

Il se trouvera des esprits forts pour affirmer que, sur l'une et l'autre harmonie, nous exagérons. Qu'un regard d'émir, un regard de rutilant et un regard de pickpocket ne s'additionnent pas. Qu'au demeurant l'émir se contre-

nche des feux d'artifice, alors que le pickpocket... mais avec des vues on ne peut plus particulières.

Traduire, pour ces grincheux, dans leur langue avec leurs conceptions étranges ? Film de plus en plus, il y eut tel jour sur fond d'Offenbach, tel autre jour sur fond de Tchaikowski, de Falla, Johann Strauss et tutti quanti, il y eut dans le ciel de la baie plongée dans l'ombre, quantité de bombes, japonaises, papillons, aquatiques furtives, crépantes chandelles romaines, jets, filères comètes, cascades, feux de bengale, volcans, coups volants, lucioles, pois de feu. Il y eut du blanc, du jaune, du bleu, du vert, du rouge, du violet (si rare et difficile à obtenir). Il y eut l'embrasement du château du Suquet, et la ligne mouvante des yachts et embarcations multiples venues assister, sagement rangées à distance respectueuse, aux spectacles. Il y eut la fêre du bouquet final et la lèrerie sans bouquet final (car toutes les audaces se volent de nos jours).

Encore ? Non, c'en est trop. Mais écoutons les arrière-arrière-petites-filles de Jacques Offenbach venues assister à l'homme rendu à leur aïeul par la France. Elles ont eu la force, elles, d'épouser l'esprit du temps, comme jadis l'auteur de la Vie parisienne celui du Second Empire. Elles ont eu la courage de parler ainsi des feux follets de l'harmonie universelle dont les derniers reflets venaient de s'éteindre et les derniers échos de mourir : « C'était génial, super, sensass... »

MICHEL KAJMAN.



GAP

CONCESSIONNAIRE

25, rue Cardinet, PARIS 75017

267.31.00

DEJA LES MODELES 1978

ET LES NOUVELLES BERLINES 728-733

LOCATION LONGUE DUREE A PRIX COMPETITIFS

ROBERT & RENÉ

13, Rue du Fbg du Temple
PARIS (10^e) - M^e REPUBLIQUE

Une boucherie
« Grande Surface »
au service des consommateurs

PRIX DISCOUNT
ouvert tout l'été

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Maya a retrouvé la trace de Walchak, serveur dans un bar. Mais, alors qu'elle l'attend à la sortie de son travail, quel n'est pas son étonnement puis sa colère de le voir partir tranquillement avec une autre. Elle suit le couple au bon moment avant d'apprendre qu'ils doivent, le soir même, se rendre dans un bal populaire. Maya décide d'y aller aussi avec sa bande d'amis, dont la présence dans ce milieu choque un peu. Mais Maya n'a qu'une idée : retrouver Walchak.

MAYA aperçut Walchak qui dansait avec Julie ; il portait un costume bleu clair et une chemise bleu clair et col souple. Il dansait tranquillement et avec raideur, pénétré de respect pour le rite du bal, tenant sa partenaire à distance. Cette dernière avait l'air modeste et gêné, mais heureuse.

A leur vue, Maya se cacha derrière les spectateurs. Il lui suffisait de l'apercevoir pour que tout, aussitôt, devint violent et passionné, terrible et imprévisible, fou et mauvais. Elle dansa ses bras, comme l'autre ! Comme l'autre pencher doucement, innocemment, la tête sur son épaule !

Comme elle en avait envie ! Et, de nouveau, le serpent de la jalousie lui plqua le cœur. Plus rien ne comptait dans cette salle que sa jalousie, son droit bafoué, son droit qui se vengerait...

Elle se dirigea vers eux, mais au lieu de couper directement à travers la salle elle prit une voie détournée, se glissant contre les murs afin de les atteindre sans être aperçue.

Elle s'approcha de lui, s'arrêta juste devant lui et entendit sa voix au milieu du tapage. Depuis combien de temps ne s'était-elle pas trouvée si près de lui ?

A cet instant, de puissants accords lourds et rythmés résonnèrent et les violons se mirent à vibrer sur un air de tango.

Walchak s'inclina devant Julie, ils allaient se prendre par la main quand il sentit quelqu'un lui effleurer le bras. Il se retourna.

Elle ! Elle était devant eux, immobile et muette. Elle ne dit pas un mot. Mais

Julie se rendit compte dès le premier instant que Walchak était perdu pour elle. C'était évident. Personne n'y pouvait rien. Il lui échappait !

« Julie ! » lui cria-t-il en lui tendant les bras.

Mais Julie se hâta de le fuir, le quitta, de disparaître dans la foule, les yeux baissés. Vladimir la rejoignit.

« Julie ! » s'écria-t-il.

Elle fondit en larmes, il la prit par le bras et l'attira vers le fond, en direction des salles moins animées.

Maya et Walchak étaient restés seuls.

Us restaient l'un en face de l'autre, sans un mot. Et de nouveau la haine s'établissait entre eux.

« Dansons », proposa-t-elle.

Il avait envie de refuser, mais en était incapable.

« D'accord », dit-il.

Us s'étreignirent soudain dans une entente qui semblait dater de toujours et plongèrent dans le flot des danseurs.

Il la faisait évoluer rapide et emprunté, exactement comme avec Julie tout à l'heure. Il se tenait gauchement à distance. Plutôt qu'une danse, il exécutait un rite. Et Maya ressentait profondément ses mouvements. C'étaient ceux d'un homme du peuple pénétré de respect pour la danse, naïf et sincère.

Elle, en revanche, se sentit d'emblée transportée aux plus hauts sommets de la musique et, en même temps, rejetée dans ses plus sombres abîmes. Un admirable chorégraphe veillait au tréfonds de son être !

Maya et Walchak étaient restés à l'endroit où, fin du tango les avait surpris. Tous deux se retrouvèrent assis, plongés dans un complet embarras. Le charme était rompu.

« Partons », fit-elle soudainement.

Us commencèrent à se frayer un chemin au milieu de la foule. Ils sentaient, l'un et l'autre, les regards insistants qui se posaient sur eux, et ressentirent une honte bizarre.

Soudain quelqu'un salua Maya bien bas. C'était Smilk, suivi d'Isa et de Rose, qui se tenaient par la main avec des mines espiègles.

« Pardonnez-moi de vous importuner, prononça-t-il solennellement en avançant devant Walchak, mais la présidente vous réclame, mademoiselle. »

« Je viens tout de suite, murmura-t-elle. »

« Permettez-moi de me présenter, murmura-t-elle. »

En même temps, les deux demoiselles s'approchèrent.

« Que signifient ces filtres en aperté ? Nous nous ennuions de toi ! » s'exclamèrent-elles en riant.

Smilk, aussitôt, leur présenta Walchak.

« Enchantés. »

« Enchantés-y tous ensemble ! »

« Nous vous invitons à notre table. »

L'orchestre entama un fox-trot. Un flot de sons sautillants, légers et saccadés frappa la foule, qui de nouveau s'unifia par couples.

Maya pesta. Elle ne souhaitait pas que Walchak les suive. Mais il n'y avait rien à faire. On les conduisit à la présidente. Smilk, de sa voix nasillarde et pontifiante, se mit en devoir de présenter Walchak à chacun en particulier.

« Monsieur Walchak ! »

Maya rougit. Walchak saluait gauchement et serrait les mains qu'on lui tendait ; la présidente susurra du bout des lèvres :

« Enchantée, vraiment. Asseyez-vous donc ! »

Il se dévisageaient avec une curiosité à peine déguisée. C'était Smilk qui avait eu l'idée de les amener ici, et pour voir de quoi il retournait. Tous étaient follement intrigués.

Smilk s'adressait à Walchak avec une politesse exagérée. Il lui servit du vin, mais la main tremblante de Walchak répandit sa partie le liquide sur la robe de Rose.

« Pardonnez-moi, s'il vous plaît. »

« Vous vous connaissez depuis longtemps ? », demanda Smilk à Maya, essayant de compenser par l'urbanité du ton l'indiscrétion de la question. Maya haussa les sourcils.

Oh ! Madan est une connaissance, beaucoup plus ancienne que vous-même. »

Smilk s'étrangla dans son verre. De

quel ton elle avait débité cela ! Lui-même ne s'expliquait pas de cette façon aux serveurs. Que s'imaginait-elle, cette mousmé ? Et ils s'appelaient par leurs prénoms !

Pour Walchak, c'était aussi une surprise. Il n'avait jamais eu de conversation intime avec une fille.

De petites flammes dangereuses apparurent dans les yeux de Maya. Elle comprit qu'ils tenteraient tout pour la ridiculiser. Quelle bande, ce ramassis du beau monde de la capitale !

« J'ai déjà eu le plaisir de vous voir-oir quelque part, dit Smilk. N'est-ce pas également votre sentiment ? »

« Peut-être au bar de « L'Europe », murmura Maya. Il y travaillait comme garçon. »

C'était un nouveau coup pour Smilk. Un serveur ! Même pas un serveur, un garçon ! Il saisit son porte-cigare et alluma une cigarette pour dissimuler son étonnement croissant. Les amies de Maya, avaient les yeux qui leur sortaient de la tête. Ça alors, cette Maya ! Impénétrable, la présidente sifflait son café à petites gorgées. Le jeune Krawinski se tortillait avec embarras sur sa chaise.

Walchak, les yeux baissés, ne bougeait pas. Il n'arrivait pas à rassembler ses idées. Mais Maya mit sa main sur les épaules et dit tranquillement, avec un grand soupir de joie :

« C'est lui mon fiancé ! »

A cet instant, la salle fut envahie par une ronde de danseurs qui se déroula interminablement entre les tables pour disparaître par la porte voisine. Les dames et leurs cavaliers filaient en méandres rythmés, avec leurs petits ballons, levèrent les bras, tiraient les nappes au passage et semant une joyeuse confusion.

Obligés de reculer devant cette folle invasion, ils se levèrent.

« En voilà assez, dit Smilk, garpon, l'addition ! »

Tandis que le garçon la lui tendait, il porta la main à sa poche. Mais il l'en ressortit bredouille, et l'étonnement se lut sur son visage.

« Je n'ai plus mon portefeuille, déclara-t-il. Et je l'avais il y a cinq minutes encore. »

Sortant leurs propres portefeuilles, les messieurs volèrent à son secours. Ils jetèrent des regards en tous sens, comme si le portefeuille de Smilk était quelque part suspendu en l'air.

« Peut-être est-il tombé de votre poche, suggéra la présidente. »

« Je l'avais là, dans la poche de mon pantalon, expliquait Smilk en écartant les pans de son habit. »

« Vous l'avez oublié au vestiaire. Personne n'a pu vous le prendre ici. »

« Non, je l'avais, j'en suis sûr ! » dit-il, et il se tourna vers Walchak, assis à côté de lui. « Levez-vous, dit-il, voyons s'il ne s'est pas égaré de ce côté. »

Walchak bougea mais ne se leva pas. Le silence s'épaissit. Tous étaient frappés que Walchak restât seul assis, alors que le reste de la compagnie s'était levé depuis longtemps.

Maya blêmit. Elle avait aperçu le coin du portefeuille derrière Walchak, entre son dos et la chaise. Quand il avait bougé, le portefeuille s'était enfoncé. Walchak l'avait senti, et demeurait comme pétrifié.

« Eh bien ? » prononça lentement Smilk.

Au même instant, Maya se pencha en avant et le frappa de toutes ses forces en pleine figure. Ses lunettes tombèrent. La confusion s'empara de tout le groupe. Les demoiselles s'interposèrent, la présidente poussa un cri d'effroi :

« Elle est devenue folle ! »

Maya, pendant ce temps, s'était emparée du portefeuille et l'avait glissé dans son sac ; en même temps, elle tirait Walchak par le bras. Il se leva. Lorsqu'ils se trouvèrent ainsi face à face, tout le monde, de nouveau, ne put se retenir de l'impression qu'ils formaient un couple parfait, qu'ils étaient identiques l'un à l'autre.

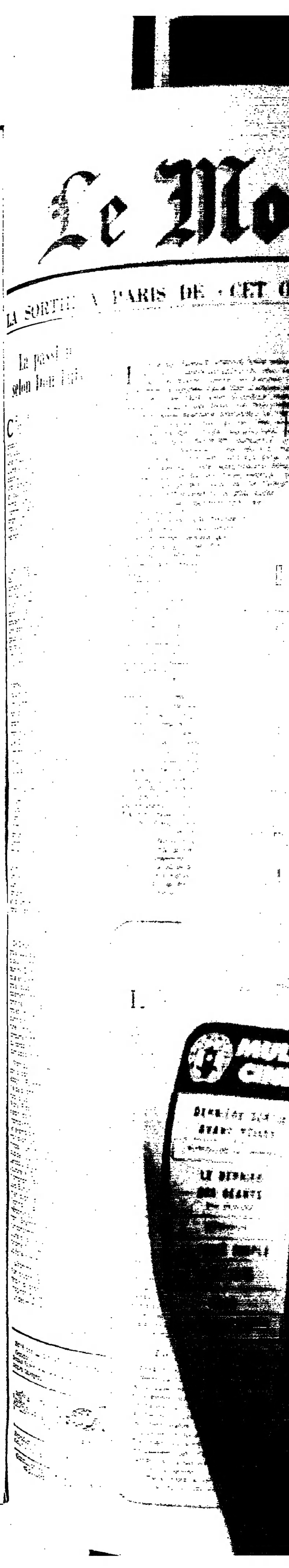
« Votre geste me prive de la possibilité d'appeler la police », dit Smilk.

Tous se dirigèrent rapidement vers le vestiaire. Maya et Walchak demeurèrent.

« Partons », dit Maya.

(A suivre.)

(C) Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Mailles et Hélène Włodarczyk.



Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

LA SORTIE A PARIS DE « CET OBSCUR OBJET DU DÉSIR »

La passion selon Don Luis

COMMENT séparer l'artiste et l'homme, le cinéma et la réalité ? Tout dans « Cet obscur objet du désir », le nouveau film de Luis Buñuel, renvoie à des choix très personnels, à une vision de moraliste qui est d'abord vision au sens le plus littéral, cinéma, art du mouvement et des apparences, et qui en même temps dévoile chez l'homme l'art suprême du mensonge, l'incapacité à contrôler les impulsions, le monde secret des instincts, du caprice, du désir...

Un roman célèbre de Pierre Louys, « La Femme et le Pantin », aujourd'hui introuvable en librairie, que Don Luis, comme l'appellent ses amis espagnols et mexicains, révoit depuis longtemps, assure-t-on, de porter à l'écran. Une adaptation très libre, qui garde le thème de la jalousie férocité de l'Idol et de la perversité ontologique de l'obscur objet de son désir.

Mais de la première image à l'avant-dernière Luis Buñuel invite à ne pas prendre au sérieux le mélodrame latent de ces amoureux, deux sexes d'eau feront l'affaire, balanceront toute littérature, tout attendrissement possible. Casser la psychologie, les élans imprévisibles du cœur, opposer les éros sauvagement dans leur déraison, dans leurs contradictions qui les rongent au plus intime d'eux-mêmes.

Comment échapper à l'exotisme de l'Espagne, à une Espagne pour agences de voyages ? D'abord en faisant débiter carrément le film dans une agence de voyages, en sortant l'histoire hors d'Espagne par une invention de scénario qui égale les perspectives, qui crée un ingénieux contraste entre la lumière de Séville, la présence d'une culture, d'une civilisation (après tout celles de Luis Buñuel), et la lumière dure, brutale, des horizons parisiens.

De Conchita, la danseuse espagnole, Luis Buñuel a fait un être à deux visages : à deux corps : ceux de Carola Bouquet la Française et d'Angela Molina l'Espagnole, doublée d'ailleurs, admirablement, par une même voix féminine. Ni garces ni femmes fatales, « deux ex machina », plutôt déesses du hasard dont aucune logique ne commande le comportement sauf l'irrationalité du caractère et la gratuité de leurs apparitions.

Mathieu, l'homme mûr ravagé par la passion (joué par l'acteur espagnol Fernando Rey, inoubliable déjà dans « Tristana », lui aussi doublé à la perfection par Michel Piccoli), serait ridicule s'il n'était poétique de suffisance inconsciente. Autour de lui un valet exemplaire, serviteur soumis, mais over : son quant à soi, misonthrope, un cousin procureur et stupide Julien Berthou, indigne de la place de l'homme d'œuvre. Bref, l'ordre bourgeois triomphe. Pas de symbole chez Luis Buñuel, tout arrive au premier degré de la passion et de l'instinct libéré, sans grimace métaphysique comme chez Bergman, Bresson, Fellini : du désir non consommé, baloué, refoulé, on soute à la violence sèche du terrorisme. Ni formes ni apitoement. La folie remonte loin.

L'homme, guignol de la création, pêche dans son désir, Dieu rend à chaque détour de nos imaginations malades. Le meilleur des mondes attendra.

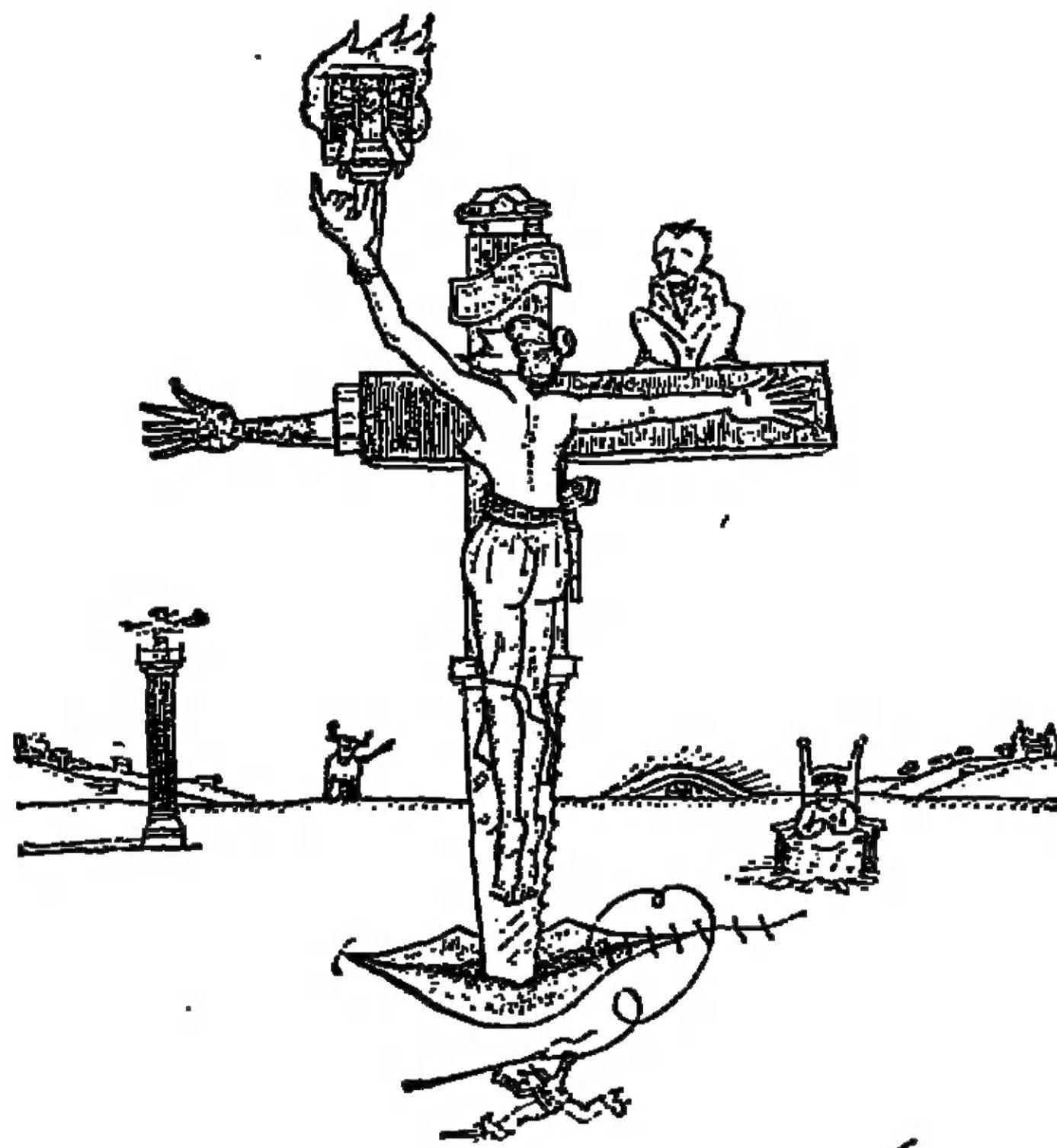
L. M.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Sirey, directeur de la publication.
Jacques Sirey.

Imprimerie de « Le Monde »
5, rue de la Harpe
PARIS-IX
1975

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57927.

Bunuel le subversif



ces films — plus Belle de jour (production Hakim, 1967) — Bunuel a travaillé en parfaite entente avec le scénariste Jean-Claude Carrière, qui est, en somme, entré dans la mythologie bunuélienne. Tristana (1969) peut s'ajouter à ces œuvres « du troisième âge » sans qu'il y ait rupture de ton, d'inspiration. En remontant plus haut dans la carrière de Bunuel, on n'y trouve de reste, malgré quelques films mexicains mineurs et la diversité des « genres » traités, aucun disparate. Sa filmographie est une filmographie d'auteur exemplaire. D'un sujet à l'autre, Bunuel a constamment dénoncé les aliénations morales et sociales qui portent atteinte à la liberté de l'homme.

Ce n'est pourtant ni un cinéaste à thèse, ni un cinéaste politique. La récupération tentée par la critique « spiri-

liste » à l'époque de Nazarin (1958), se révèle vaine dès qu'apparaissent le Jeune Fils (1960) et surtout Viridiana. L'ancien élève des Jésuites n'était pas un chrétien qui s'ignorait mais bel et bien un athée. Athée et surréaliste, deux choix fondamentaux pour sa vision du monde. L'humour (souvent noir), lui permet la distance et la subtilité dans ses manifestations anticonformistes. Le surréalisme a gravé en lui le goût de l'image onirique, de la subversion poétique.

« Le cinéma, a dit un jour Bunuel, est une arme magnifique et dangereuse si c'est un esprit libre qui le manie. C'est le meilleur instrument pour exprimer le monde des songes, des émotions, de l'instinct. Le mécanisme créateur des images cinématographiques est, de par son fonctionnement, celui qui, parmi tous les

moyens d'expression humaine, rappelle le mieux le travail de l'esprit pendant le sommeil.

Esprit libre, Bunuel l'est. On serait même tenté de dire qu'il est, de tous les cinéastes mondiaux, l'esprit le plus libre. Son cinéma est un cinéma de visions, d'images surgies de l'inconscient, libérées comme « pendant le sommeil », et cependant dépouillées de symboles, même lorsqu'elles représentent des rêves. Bunuel déteste qu'on lui demande des explications sur son « symbolisme ». Il n'a pas à en donner, parce qu'il n'y en a pas. On trouve dans ses films de la dérision, du blasphème, de la cruauté, de la farce picaresque, de la métaphore psychanalytique, de l'onirisme et du lyrisme, mais rien qui procède du symbole renvoyant à une interprétation rationnelle.

Bunuel réunit dans un cadre un ou plusieurs personnages, un décor, des objets, des animaux, et filme tranquillement leur rapprochement sans inviter par le moindre truc esthétique le spectateur à trouver une signification à tel plan ou telle séquence. Il arrive que ce soit déconcertant comme dans la Voie lactée ou le Fantôme de la liberté, ces satires d'une fantaisie énigmatique, mais le jaillissement surréaliste de « l'écriture automatique » reste toujours lié à une représentation concrète. Dans l'Age d'or, Lya Lys, entrant dans sa chambre, trouvait une vache couchée sur son lit. La vache et le lit étaient bien réels comme auraient pu l'être, selon un mot fameux, un parapluie et une machine à coudre réunis sur une table de dissection. Bien entendu, l'imagination peut jouer sur une telle vision, subversive par son contenu manifeste : il n'est pas d'usage qu'une vache soit couchée sur un lit.

Plus tard, dans l'Age extermineur (1962), Bunuel a placé des moutons et un ours dans la cuisine d'une maison bourgeoise. C'était pareillement réaliste dans le rapprochement incongru. Bunuel a ainsi tout un bestiaire, et une prédilection pour les objets bizarres (le fameux cruchet-couteau dans Viridiana), mais on ne peut pas dire qu'il fabrique de l'insolite ou du fantastique moderne. Il a tout le cou à la technique pour qu'elle ne se remarque pas. Seule saute aux yeux l'évidence de l'image. Toutes les lectures sont possibles. Cette liberté qu'il réclame pour l'homme et l'esprit humain, Bunuel, lui, la donne au spectateur qui rêve tout éveillé.

JACQUES SICLIER.

RENÉ ALLIO VEUT RETOURNER AU PAYS NATAL

« J'ai eu comme ça envie... »

L'IDEE est presque aussi ancienne que l'histoire du cinéma : diversifier, multiplier les centres de production cinématographique, sortir de Paris, de la concentration parisienne pour tenter de donner une autre image du pays. Il y eut avant guerre l'expérience de Marcel Pagnol et de ses studios de Marseille, avec des collaborations aussi prestigieuses que celle de Jean Renoir (Toni, 1934) et y eut, dès 1956, donc avant la nouvelle vague, le cri d'alarme de Jean-Luc Godard, alors critique, sur notre cinéma français désespérément parisien.

En juillet dernier, à Boulogne-sur-Mer, une rencontre était organisée par le centre culturel régional du Nord-Est-Pas-de-Calais, sur le thème : « Un cinéma régional est-il possible ? » (Le Monde du 14 juillet). Après 1968, le besoin de changement devient impérieux, pour des raisons politiques, économiques, culturelles, inextricablement mêlées. L'attention se porte sur deux régions bien distinctes : la Bretagne, d'une part, avec René Vautier et Nicole Le Garrec, Grenoble, d'autre part, avec Jean-Luc Godard, Jean-Pierre Beauviala.

René Allio, le metteur en scène de Moi, Pierre Rivière, création collective remarquée cet hiver, avait, dès 1965, avec son premier film, la Vieille Dame indigne, redonné le ton : tournage à Marseille et sa banlieue, un sujet populaire, familier, mais sans folklore. Le film a fait le tour du monde. René Allio parlait d'un milieu, d'un décor, de personnages, qu'il a bien connus. « Je suis né à Marseille, d'une famille d'origine piémontaise par mon père, provençale par ma mère, explique Allio. Jeune peintre, je suis venu à Paris bien plus tard. »

La parole parisienne

René Allio a vingt-cinq ans quand il part « tenter sa chance » à Paris. Il débute dans la capitale dans les années 50. Il est ensuite étroitement associé au théâtre de la décentralisation, à Strasbourg et surtout à Villeurbanne : pendant presque dix ans, il est responsable de la scénographie et des costumes de tous les spectacles de Roger Planchon. Le cinéma n'a pas connu pareil mouvement, un mouvement qui va bouleverser les structures du théâtre français, donner la parole à la province.

« Cette expérience du travail en équipe loin de Paris, déclare René Allio, elle a

ré-affleuré deux fois, au théâtre puis dans mes films. Je suis parti à la recherche d'un personnage populaire, au sens original, c'est-à-dire qui renvoie à ses origines familiales. J'ai grandi dans les banlieues marseillaises, dans les milieux ouvriers. A vingt ans, je me suis retrouvé au volant d'un camion à Marseille. Quand je cherche à représenter des hommes du peuple, des gens d'origine modeste, dans les aventures de la vie quotidienne, je ne le fais pas par choix intellectuel, à travers une théorie. En fait, c'est de moi que je parle.

« J'ai été ainsi conduit vers des anecdotes, des histoires, des récits, des prises de parole qui impliquent le rapport d'une autre parole que la parole parisienne avec la parole de Paris. Finalement, c'est vrai que le cinéma français fonctionne comme la parole de Paris, c'est depuis Paris qu'on regarde le réel, la réalité des hommes et des femmes. Je me suis dit : Pourquoi ne pas tenter une histoire de décentralisation dans le cinéma ? De plus, je suis sensible au ressassement que connaît la vie culturelle des régions. Bien sûr, il y a une mode, un côté bateau, le grand bateau sur lequel tout le monde s'embarque : celui de la mémoire populaire. Un de ces quatre matins il va chavirer. Je ne suis pas le premier à m'intéresser à ces problèmes.

« Mais deux choses me trappent : le déséquilibre vertigineux qui existe aujourd'hui en France, pour produire un film, entre l'effort, la dépense d'énergie fabuleuse mise en jeu, et la modestie du résultat ; la formidable poussée des jeunes, qui passionnent le cinéma et, en dehors du cinéma, la formidable poussée de ce qu'on appelle l'« audio-visuel ». Et j'ai eu comme ça envie... »

L'idée concrète de créer un centre cinématographique dans le Midi est venue à René Allio en 1974 : un projet très élaboré a été soumis successivement aux instances provinciales et parisiennes. « Je pense, dit René Allio, que l'existence de centres cinématographiques régionaux pourrait non seulement contribuer au développement de courants régionaux aujourd'hui très forts, mais aussi au développement de notre cinéma cinématographique, mais aussi donner aux jeunes la possibilité d'accéder à l'expression audio-visuelle en multipliant les lieux où une pratique artistique pourrait être vécue et enseignée. En France, le cinéma ne s'enseigne pratiquement pas, sauf à

l'IDHEC, et de manière plutôt livrésque : l'IDHEC, c'est l'Institut parisien, il faut passer par là. Mais, précise René Allio, « je suis entièrement opposé à l'idée d'un secteur étatique dans le cinéma et les arts, ça ne peut déboucher que sur la constitution d'une bureaucratie culturelle qui, d'ailleurs, existe et prolifère dans notre pays. Le cinéma, en France, est un commerce et une industrie, il l'est toujours. Un organisme comme un centre cinématographique doit avoir le statut d'une société de production normale, soit comme coopérative, soit comme S.A.R.L. Ses produits doivent revendiquer d'être des marchandises cinématographiques, sinon l'institution cinématographique les marginaliserait et les rejetterait.

La région sentimentale

« La diffusion doit être celle, normale, de toute marchandise cinématographique, c'est-à-dire de tous les films, recueillis dans les salles, vendus à des distributeurs et à des chaînes de télévision étrangères, coproductions avec la télévision française. Dans un premier temps, il faut obtenir le concours simultané d'administrations centralisées et d'administrations locales pour faire démarrer l'entreprise. D'un côté, le C.N.C., l'Office de création, le FIC (Fonds d'intervention culturelle), l'INA (Institut national de l'audio-visuel), le DATAR (Equipement du territoire) ; de l'autre, la région, le conseil régional, une municipalité comme celle de Marseille, ici je parle de notre projet marseillais. » Depuis 1974, les démarches d'Allio ont été inépuisables, tout a progressé sans effort au niveau régional, les difficultés ont surgi à l'échelon national du fait de la rapide succession de nouveaux responsables culturels à Paris, rue de Valois, ce qui a bloqué les dossiers.

René Allio propose une expérience étalée sur deux ans, pour commencer, avec une production de quatre à six longs métrages et de huit à dix courts métrages : « J'ai demandé à l'administration régionale de nous fournir un lieu d'accueil, des crédits d'équipement pour les deux années de travail prévues. Il n'est pas nécessaire de posséder le matériel, il peut être loué. Je ne crois pas à une équipe permanente de techniciens. Ce que l'on cherche, c'est appeler à la création, à l'expression, des gens qui n'en ont pas la possibilité ou

qui doivent faire un parcours énorme pour y parvenir. Seul au départ, on lui sera peut-être fait appel à des techniciens plus chevronnés, venus de Paris.

« Je voudrais que les scénarios et les films qui seraient produits se préparent caméra à la main. Les gens qui y travailleraient, si c'est une fiction, iraient faire un travail sur place, dans les lieux où ils veulent tourner. Comme cela se constituerait petit à petit, au gré de la vie créative du centre, des archives culturelles régionales, avec des éléments bruts qui seraient conservés, on n'aurait pas besoin pour le tournage, mais qui demeureraient après le tournage, avec lesquels on pourrait entreprendre d'autres travaux ou qu'on pourrait consulter. Moi, je suis passionné par les problèmes de la narration : un centre de ce genre serait non seulement en résonance avec le Midi et l'Occident, mais aussi sur toute la Méditerranée, où les traditions narratives sont extrêmement riches, extrêmement fortes. Je pense au cinéma italien, au cinéma espagnol, aux cinémas algérien et égyptien, et derrière, il y a toute l'Afrique. Notre travail de création devra aller de pair avec un travail de communication, d'échange d'expériences et de stagiaires.

« Un cinéma de région devrait s'ouvrir sur la culture locale, contribuer, à côté de la narration, à l'existence de films plus courts, de documentaires, de portraits, faits par des gens de la région. Il ne s'agit pas de donner un enseignement, il s'agit de produire des films, un point c'est tout. Et les gens qui apprendront, ce seront les gens qui feront les films.

« Nous déboucherions, par-delà la Provence, sur le Languedoc-Roussillon, qui ne m'est pas étranger : j'ai partagé mon enfance et mon adolescence entre Marseille et les Cévennes, Nîmes. Il y a comme ça, pour moi, une région sentimentale à cheval sur le Rhône et qui débordait des deux côtés. On ignore cette réalité. Le cinéma institutionnalisé, la télévision, c'est la partie de l'èreberg qui est au-dessus de la surface. C'est un espace travaillé déjà sur place, avec l'image. Et pas seulement en amateurs. Des ethnographes, des historiens. Notre centre serait un foyer d'échanges bien plus que ne l'est Paris pour le cinéma. Paris, c'est vraiment l'endroit au monde où on est le plus solitaire. »

LOUIS MACORELLES.

Une sélection



« Les Chaines », d'Arthur Barron
tu par Bonnaffé.

Cinéma

CET OBSCUR OBJET DU DESIR

de Luis Bunuel

(Lire nos articles page 9.)

J.-A. MARTIN PHOTOGRAPHE

de Jean Beaudin

Un couple, au début de ce siècle. Lui est photographe. Elle s'occupe de la maison : la mère-épouse idéale. Ensemble, un jour, ils voyagent. Un voyage plein de surprises. Libérés du joug familial, les deux époux revoient connaissance. Ce film sensible et délicat d'un cinéaste québécois, présenté au Festival de Cannes, en dit plus sur la condition féminine que bien des prêches libérateurs.

LES CHAINES

d'Arthur Barron

Adapté du recueil de lettres écrites de prison par George Jackson et publiées sous le titre les Frères de Soledad, ce film rigoureux et sobre, réalisé par un cinéaste peu connu, rappelle l'affaire à laquelle fut mêlée Angela Davis. Accusée en 1970 d'avoir fourni un pistolet au frère de George Jackson qui tenta de s'emparer d'un juge pour obtenir l'acquiescement des prisonniers de Soledad, Angela Davis devait être reconnue non coupable deux ans plus tard.

L'HOMME PRESSE

d'Edouard Molinaro

Le roman de Paul Morand racontait l'histoire d'un homme qui avait pour devise « vite et mal ». Le film qu'en a tiré Edouard Molinaro se dédouble des personnages les plus attachants du livre, en particulier des trois sœurs antillaises, lentes et calmes, mais Alain Delon, dans le rôle de l'homme pressé, est plus sympathique que le héros du roman. Quatre-vingt-dix minutes de distraction rapide.

— ET AUSSI : le Portrait de Doran Gray, de Pierre Boutron (d'après l'œuvre d'Oscar Wilde) ; Un fil sur le toit, de Bo Widerberg (procès de la police suédoise) ; Eliza vieta ma, de Carlos Saura (portraits parallèles) ; la Théorie des dominos, de Stanley Kramer (la manipulation sourde du citoyen par des organismes occultes).

Théâtre

MOLLY BLOOM...

Le monologue final du roman de Joyce, « Ulysse », joué avec une distance fine et chaude par Garance, curieuse comédienne formée à New-York.

... ET LE MANUSCRIT

au Lucernaire

C'est le texte théâtral « l'Hypothèse », que Robert Pinget avait écrit pour Jean Martin, rebaptisé « le Manuscrit ». Martin était l'un des créateurs de « Godot » et le texte de Pinget est proche de Beckett, quoique d'un humour plus codé. Cérar Bayle, en écrivant fantomatique se demandant pourquoi son unique manuscrit git au fond d'un puits, est d'un anachronisme irraternel.

EROSTRATE

au Théâtre Mouffetard

Une nouvelle de Sartre, histoire d'un bonhomme qui n'aime pas voir les gens mastiquer leur bifteck à table, et qui, pour cette raison, tue au revolver dans la foule, rue Delambre. Mise en scène sélective de Yves Gourdil. Interprétation : hyper-messagère de Marianne Irenski, Philippe Duclos, Jean-Louis Grinjeud, Du Dracul mental.

EN ATTENDANT GODOT

sur la Péniche

Ils n'en auront jamais fini, les clowns-dochards de Beckett, d'attendre que le monde finisse, ce monde hystérique enfilé dans sa folie. Vus par Jean-Paul Farré, ils mènent dans la boue un combat qui n'en finit pas de finir et de recommencer, sans parvenir à s'épuiser.

Cafés-Théâtres

Au Café d'Edgar : le vrai tango latin et mélancolique avec Ernesto Rondo et Monalisa au bandoneon. Salle II : des histoires jaunes avec Popoek, des histoires suaves avec Fernand Berset et Alain Chevalier. Aux Blancs-Manteaux, des histoires de femmes avec Pierre Dupuyet, la Démareuse ; avec Evelyne Dandry et Josiane Lévesque dans Au niveau du chou. A la Cour des Miracles : Marianne Sergent, et aussi des hommes : Jacques Biot, et Arnaque 71, avec

Marc Dudicourt, Jean-Paul Rampol, Marc Casot. A la Vieille Grille, des histoires jaunes encore avec Lionel Rocheman, des histoires de femmes encore avec Anne-Marie Pichard. Et au Plateau, à 22 heures, la merveilleuse Ierme cruelle et ironique de Jean Bernard Moraly, la Nuit de noces de Cendrillon.

L'été est la saison des cafés-théâtres, ils ont même leur festival à Trouville, du 16 au 20 août, les étoiles du café-théâtre, un joyeux cocktail.

Musique

PARIS A L'HEURE DE LA SUISSE

Après le Japon, l'Irlande, l'Allemagne et l'Autriche, le Festival estival de Paris fête son dévoué sur la Suisse : l'Orchestre symphonique de Bienne (dir. J. Meier) pour une soirée Beethoven, avec J. Mouillère en soliste, samedi 20 ; le même ensemble, augmenté du chœur Falier de Lausanne, donnera les Scènes de Faust de Schumann, toujours à la faculté de droit, le lendemain à 20 h. 30, puis le lundi, à Saint-Sébastien, on pourra découvrir une autre Fassung selon saint Matthieu : celle d'Heinrich Schütz, par l'Ensemble vocal et instrumental de Lausanne. (Renseignements : 633-61-77).

ESCALES SCANDINAVES

à Lucerne

Outre ses célèbres concerts de chant, (D. Fischer Dieskau, G. Wischniewska, P. Schreier, E. Speiser), Lucerne conduit cette année son Festival vers la Scandinavie. Par des orchestres suisses, mais également par des ensembles et des solistes étrangers, ce sera, du 17 août au 9 septembre, l'occasion de découvrir entre Mozart, Beethoven, Haydn et Mahler, Kolkonen, Blomdahl, Segerstam, Rosenberg, ou de faire plus ample connaissance avec Grieg, Nielsen et Sibelius. Plusieurs concerts chaque jour pendant trois semaines font de ce festival l'un des plus passionnants de l'été. (Renseignements : 041 - 22-82-12.)

— ET AUSSI : A Paris, toujours le Festival estival : Beethoven, par le Quatuor Parrenin, M. F. Bucquet et L. Jacob (jeudi 18, à 18 h. 30, à la Conciergerie, et à 20 h. 30, au Théâtre Récamier). Ensemble Caix d'Hervelois samedi 20 à 18 h. 30, au Récamier (musique ancienne). Musiques pour violons baroques mercredi 23, à 18 h. 30 et 20 h. 30, à la Sainte-Chapelle.

— EN PROVINCE : Trois récitals de piano : Michel Dalberto à La Grande-Motte, Zoltan Kocsis à Menton (Beethoven, Liszt), Byron Janis à Deauville (Mozart, Schumann, Prokofiev).

Expositions

TENDANCE DES ANNÉES 20

à Berlin

La quinzième exposition du Conseil de l'Europe, autour d'un thème — les années 20 — qui convient bien à la ville où elle se tient : Berlin, qui fut, à cette époque, un grand centre artistique et intellectuel. Réalisée grâce aux prêts de nombreux musées alle-

mandais et de la plupart des grandes collections européennes, elle comprend quatre parties : Du constructivisme à l'art concret (à la Nouvelle Galerie nationale), Dada en Europe. De la cité futuriste à la cité fonctionnelle (à l'Académie des arts) et Surréalisme et néoréalisme (à l'Orangerie du château de Charlottenbourg).

HOMMAGE A WATTEAU

à la Monnaie

Peintures, dessins et gravures de Watteau, en guise d'hommage au peintre de l'Embarquement pour Cythère. Un art qui a symbolisé le dix-huitième siècle et, à ce titre, inspiré des générations d'artistes, d'artisans et de décorateurs. L'exposition s'achève par un ensemble d'œuvres contemporaines, peintures, sculptures et médailles.

L'ART DE L'ESTAMPE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

à Carnavalet

L'art et l'histoire d'un grand moment en France, à travers les instruments de propagande et d'action révolutionnaire que sont les gravures et caricatures de l'époque.

ASPECTS HISTORIQUES DU CONSTRUCTIVISME

au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Un panorama de l'art constructiviste depuis ses origines russes et néerlandaises, jusqu'à ses derniers développements, plus particulièrement aux Etats-Unis.

MOTHERWELL

à l'ARC

Une rétrospective des peintures et collages depuis 1941 d'une des figures-clés de l'expressionnisme abstrait et de la peinture américaine de l'après-guerre.

RUBENS

à Anvers...

Le quatrième centenaire de la naissance de P.P. Rubens, célébré à Anvers, la ville d'adoption de l'artiste. Au centre de cette commémoration, marquée par de nombreuses manifestations, une exposition au Musée royal des beaux-arts : elle comporte une centaine de tableaux et d'esquisses à l'huile, et une soixantaine de dessins illustrant l'évolution de l'œuvre de Rubens.

— et à Caen

Des peintures et des gravures destinées à évoquer le maître et les artistes qui ont gravité autour de lui et plus ou moins subi son influence. L'exposition présente notamment des œuvres appartenant au musée de Caen ainsi qu'à des musées et à des églises de la région, contribuant ainsi à mettre en valeur les richesses artistiques de la Basse-Normandie.

LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA PEINTURE

à Cannes-sur-Mer

Trente-neuf pays sont représentés à ce neuvième Festival de la peinture, qui reste fidèle à sa tradition d'ouverture aux tendances actuelles de l'art en Europe, aux Etats-Unis, dans les pays d'Amérique latine, au Japon, en

LA DONATION PIERRE LEVY

à Troyes

Un spectaculaire ensemble de peintures « jaunes » de Derain, suivi notamment de Braque, Vlaminck, Seurat, Vallotton, etc. De petites sculptures de Picasso, Bonnard, Mollot, Derain encore, ainsi que la verrerie de Martini, dont la collection du mécène troyen est riche.

HOMMAGE A CHAVIGNIER

à Clermont-Ferrand

Sculptures au musée Bergoin de Clermont-Ferrand et œuvres monumentales au jardin Leclerc. Mort à 29 ans, vers la cinquantaine, Chavignier tenait de son terroir auvergnat l'expression rude, rustique et paysanne de ses sculptures de plein vent, finalement « modernes » où l'on retrouve les échos de ses amitiés pour Giacometti, Germaine Richier et Etienne Martin.

ADAMI

à Marseille

Œuvres récentes de Valerio Adami, cet été, au musée Cantini de Marseille. Après Balthus et Bacon sur ces mêmes amitiés, un regard froid sur la vie quotidienne et sur des personnages de la mythologie moderne : Freud et Gorki, Joyce et Gandhi.

— ET AUSSI : Paul Strand (un des grands pionniers américains de l'art photographique) : Milton Glaser (on le considère comme le plus important des graphistes américains) ; Soixante ans de peinture soviétique au Grand Palais (ce que Moscou donne à voir de la peinture soviétique depuis octobre 1917).

— EN PROVINCE : Klee, à Saint-Paul-de-Vence (un panorama de deux cent cinquante peintures et dessins) ; Chagall, à Nice (des œuvres récentes : réveries poétiques sur des thèmes bibliques) ; Dufy, aux Pouchettes de Nice (peintures pour le soleil du Midi) ; Van Dongen, au musée Châret à Nice (tous les Van Dongen de Nice réunis) ; le Drapeau, à Saint-Tropez (bannières, standards et fanions dans la peinture) ; Mathieu, à Valréas et à Ostende (en France et en Belgique, une trajectoire flamboyante) ; Maximilien Lucq, à Albi (rétrospective du peintre néo-impressionniste) ; Willem de Kooning, à Grenoble (sculptures et lithographies d'un des principaux représentants de la peinture américaine d'après guerre) ; Fernand Léger, à Montauban (une soixantaine de peintures, gouaches, aquarelles et dessins d'un constructeur).

Jazz

FESTIVAL DE CHATEAUVALLON

« Musique ouverte » à Châteauvallon, qui se propose de « briser les frontières des genres ». Principaux invités : Pharoah Sanders le 17, Sam Rivers le 19, Evan Jones le 20, Steve Lacy le 21. Dimanche 21, une expérience théâtrale : l'ensemble Ars Nova, sous la direction de Marbus Constant, interprète, avec Martial Solal, Cesarus Alev, Daniel Humair, une œuvre écrite par Marius Constant et Martial Solal : Stress. Tous les jours, des ateliers, les uns d'initiation, les autres de technique instrumentale.

**MULTI
CINÉ**

**DERNIÈRE SORTIE
AVANT ROISSY**

ELYSEES-LINCOLN - QUINTETTE

**LE DERNIER
DES GÉANTS**
The Shootout

HAUTEFEUILLE

LE PASSÉ SIMPLE

ST-GERMAIN-VILLAGE
ST-LAZARE-PASQUIER

MORE

ELYSEES-LINCOLN - QUINTETTE
ST-LAZARE-PASQUIER

ELISA VIDA MIA

ELYSEES-LINCOLN - HAUTEFEUILLE

**LA CANNE
A SUCRE**

BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

SALLES CLIMATISÉES

PARAMOUNT ELYSEES VO - PARAMOUNT MARIVAUX VI - CAPRI VI
PARAMOUNT MONTMARNASSE VI - PARAMOUNT GALAXIE VI
JEAN-COCTEAU VI - PARAMOUNT MAILLOT VI - PARAMOUNT Orly
CYRANO Versailles FRANÇAIS Enghien ARTEL Cérail
U.G.C. PASSY - ARTEL Rosny - CARREFOUR Pantin

une
EXPLOSION
de
RIRE

TONY CURTIS JEAN LEFEBVRE
ANDREA FERREOL

**13 femmes pour
CASANOVA**

FRANÇOIS LEGRAND

avec MARISA BERENSON - DRYE ECKLAND - SYLVIA KRISTINA - MIMI DUFFIN - JACQUETTE DUBOIS - JIMMY ADAMS
HERNAN ALONSO - MARISA DELL - VICTOR SPINETTI - JACQUES MÉRIN - WENDY PODANZI - EDITH FOCKE - LAURE MOLLIER

ÉLYSÉES LINCOLN - GAUMONT RICHELIEU - QUINTETTE - 14-JUILLET
BASTILLE - 14-JUILLET PARNASSE - CLICHY PATHÉ - GAUMONT SUD
OLYMPIC ENTREPOT - GAUMONT Evry - LES FLANADES Sarcelles

PIERRE MONTE

**DERNIÈRE SORTIE
AVANT ROISSY**

BERNARD PAUL

HERVÉ BELLOIN - PATRICK FERRY - SARINE BAUDRY - ANNE JOUJON - ROSELINE VILLAMEL - JACQUES ZANETTI
FRANÇOISE ANGLADE

مكتبة امين الأصل

Promenades à la Villa Médicis

Le Prix de l'oubli

UN carton d'exposition énigmatique du musée Picasso d'Antibes dit : « Invitation à l'oubli » et montre le couloir de la Villa Médicis aux murs couverts de fresques romaines défrichées ouvrant sur la lumière jaune d'un jardin romantique. L'invitation à l'oubli est plutôt une invitation au souvenir : cinquante peintres, pour une part oubliés et pour l'autre peu connus du grand public, les cinquante derniers Premiers Grand Prix de Rome depuis 1900, « surdoués » de la peinture, selon l'Ecole des beaux-arts. Tous partis pour la gloire entre vingt et trente ans, que sont-ils devenus ?

Depuis quelques années, alors que la passion artistique contemporaine marque le pas, les conservateurs de musée cherchent du côté des expositions à thème. Derrrière ces apparences neutres, la manifestation organisée par M. de la Souchère dans son musée, qui domine le site enchanteur de la baie d'Antibes, est pleine d'ironie. Elle présente une histoire de la peinture telle que vous ne la connaissez pas. La peinture officielle qui a imperméabilisé son chemin, hors de ce temps, comme si le monde n'avait pas changé, et avec lui sa peinture.

Rien de ce qui a agité l'art depuis le début du siècle et qui a finalement fait son histoire n'y apparaît. Peinture hors du temps où se poursuit le dialogue du dix-septième siècle avec l'Antiquité, ordonné par Colbert, lequel crée de l'Académie de Rome pour constituer une pépinière d'artistes au service du roi, constructeur de Versailles.

Tous ces tableaux viennent de l'Ecole des beaux-arts. Peints sur thème imposé par le professeur, ils étaient esquissés dans la journée par l'étudiant, qui ensuite entrait en loge pour trois mois, temps qui lui était donné pour peindre son « chef-d'œuvre », montrer son savoir et son tour de main. A la porte était inscrit le titre du tableau dont le « logiste » n'avait pas le droit de transgresser l'esquisse première.

En 1922, la porte de la loge de Pierre-Henri Ducos de la Haille indiquait : « La Fortune et l'Abondance sortent du sillon creusé par le laboureur ». Il a trente-trois ans. Son tableau : deux vaches tachetées, habilement peintes, qui tirent la charrue d'un laboureur tout en muscles comme un gladiateur romain dont il porte le pagne et, dominant le paysage, en demi-teinte, la Fortune aux yeux bandés qui s'approprie à déverser ses écus sur le vaillant travailleur. Ailleurs,

M. Sabotte, peintre d'architectures et sculpteur de portraits, devenu membre de l'Institut, a peint, en 1900, « Un Spartiate montre un esclave ivre à ses fils ».

Autour de 1914, nombreux étaient les « Passions de la Vierge » peintes à la manière du dix-septième siècle. Plus tard « la Famille », « le Concert champêtre », « Suzanne et les vieillards », « Ulysse chez la nymphe Calypso », présentent, jusqu'aux années 30, le labeur de ces peintres qui rêvent de génie mais pratiquent l'artisanat en regardant les Anciens et copient cent fois leur manière en « modelant les formes ».

« L'Antique, disait un des plus illustres Premiers Grand Prix de Rome, D. Ingres, il faut en manger. » Le génie, c'est la patience, le travail. Jusqu'au début du dix-neuvième siècle, les grands peintres de Rome : Boucher, Fragonard, David — qui dut s'y reprendre à deux fois — et Ingres, son élève. D'où vient que, par la suite, l'Ecole des beaux-arts soit devenue un désert, subsistant longtemps, jusqu'aux années 40, grâce à la descendance d'Ingres — de sa manière mais non de son art — avec, notamment, « les Trois Femmes à la fontaine », d'Orlandini, Premier Grand Prix en 1948 ?

Il faut attendre les années 50 et les suivantes pour voir apparaître une peinture claire et colorée. Un peu plus contemporaine mais à peine.

Il s'agit, le plus souvent, d'élèves sortis de l'atelier Brancaccio — les « Brancacciois » sont légion, comme naguère les « Ingres » : — Brascier, Guirmand, Thomas, Sinka... ; ou bien de l'atelier Leguérin (Blanchères, Caron, Hauterives...), artistes qui exposent en général dans les galeries traditionnelles de la rue d'Orléans.

La révolte de mai 68 a mis fin au Prix de Rome. Elle a donné à Malraux le coup de pouce pour achever la filière unissant l'Ecole des beaux-arts à la Villa Médicis. La mise à mort de l'Ecole illustre sa conception de l'art aujourd'hui : il n'est plus ce métier d'artisan au service du roi, mais l'activité créatrice d'une civilisation de musée en quête d'irrationalité. En clair, un substitut à la religion. L'art ne saurait donc enseigner à l'école et encore moins faire l'objet d'un Premier Grand Prix.

JACQUES MICHEL.

* « Les cinquante derniers Premiers Grand Prix de Rome », au musée Picasso d'Antibes. Jusqu'au 31 octobre.

DU BON USAGE D'UN ANACHRONISME

« LES jeunes artistes établis à Rome dans la Villa Médicis, écrivait Stendhal en 1828, forment, dit-on, une oasis parfaitement isolée de la société italienne et où règnent despotiquement toutes les petites convenances qui ont étouffé les arts à Paris. »

En 1974, les services de la rue de Valenciennes ont publié une note d'information qui invitait les pensionnaires à « lier des relations dans les milieux italiens et ne pas mener une existence d'ermite à la Villa Médicis, ce qui serait contraire au but du séjour. »

On voit qu'en près de cent cinquante ans les critiques formulées contre l'académie de France n'ont guère changé. La même note d'information, après avoir rappelé cette controverse permanente, concluait : « Il semble qu'aujourd'hui la question ne soit plus posée. » C'était faire preuve de beaucoup d'optimisme.

A l'heure où le peintre Balthus quitte à regret, cet été, la Villa, dont il cède la direction à M. Jean Leymarie (le Monde du 30 octobre 1976), les quelques vingt-cinq privilégiés admis à mener pendant deux années à Rome leur travail de recherche ou de création continuent de vivre dans l'enchantement d'un palais d'Arrière, à l'écart des batailles et des agitations quotidiennes.

Il est vrai que de cette forteresse ensablée Balthus a su retirer en quinze ans un lieu de prestige. En particulier, les deux expositions annuelles — consacrées en 1977 l'une à Natoire, l'autre à Poussin — sont devenues des événements marquants de la vie culturelle romaine.

Cependant la Villa n'est pas sortie de son isolement. Ses jardins, ouverts autrefois une fois par semaine, ont même été fermés au public. Ceux qui l'habitent y goûtent les avantages d'une retraite studieuse. A commencer par son directeur lui-même, Balthus, dont la fonction prenait fin le 1^{er} janvier 1977. Jugeait ce délai trop court. Faute de pouvoir prolonger son mandat, le gouvernement n'a trouvé d'autre moyen que de lui confier une mission de six mois pour l'achèvement de la restauration des jardins. Ce surcroît, à la fois en émol la petite société française de Rome, n'a pas facilité la tâche de M. Leymarie, installé sans l'aire et empêché d'exercer une réelle autorité.

A la rentrée, le successeur de Balthus devait avoir les coudées plus franches. Son principal souci sera certainement de favoriser l'ouverture de la Villa sur le monde extérieur.

La réforme de 1970-1971, qui a modifié sur plusieurs points importants les conditions d'entrée à l'académie de France, mais qui n'a pas encore produit tous ses effets, va dans ce sens.

D'abord, les prix de Rome, qui étaient depuis cent cinquante ans le passeport obligé du séjour à la Villa, ont été supprimés. Or, le plus souvent, leurs titulaires n'étaient guère séduits par

la perspective d'une longue villégiature dans le capitale italienne. Ils étaient candidats aux prix parce que ceux-ci leur garantissaient ensuite une carrière intéressante, mais, une fois à Rome, en principe pour cinq ans, nombre d'entre eux n'avaient d'autre envie que de retourner en France, ou de voyager hors de la Villa Médicis. Ce n'est pas la meilleure manière de nouer des contacts avec les milieux romains.

La disparition d'un art « officiel » a rendu le système caduc. Désormais les pensionnaires ne sont plus recrutés sur concours, mais sur dossier. S'ils postulent à l'académie, c'est que celle-ci a priori les tente et que le pays les attire. Ainsi seront-ils plus enclins à rechercher la familiarité des artistes italiens, à se lier à la société locale.

De plus, une autre disposition de la réforme a élargi la gamme des activités représentées à la Villa Médicis, ce qui accroit les chances d'ouverture. Aux peintres, qui ont formé au dix-septième siècle le premier noyau, bientôt suivis des sculpteurs et des architectes, puis, au dix-neuvième siècle, des musiciens, s'ajoutent depuis six ans des écrivains, des cinéastes, des historiens d'art, des restaurateurs d'œuvres d'art, dont la présence à Rome se justifie sans doute mieux aujourd'hui que celle des pensionnaires traditionnels.

La quiétude d'une cité provinciale

La relative pauvreté de la vie artistique romaine est, en effet, le principal argument de ceux qui considèrent la Villa Médicis comme un anachronisme. Peintres, sculpteurs, architectes, musiciens même feraient mieux, disent-ils, de séjourner à New-York, à Cologne, à Paris, voire à Milan, dans la turbulence des grandes métropoles industrielles, plutôt que dans la quiétude d'une cité provinciale. Seuls peut-être — et encore — les écrivains et surtout les cinéastes auraient éventuellement quelque chose à tirer de la fréquentation de leurs confrères romains, en raison du rôle que jouent dans ces domaines la capitale du Latium.

La question est probablement plus complexe. Mettons à part historiens et restaurateurs qui sont, à l'évidence, parfaitement à leur place à Rome. Pour les autres, les témoignages varient. Les deux architectes qui s'intéressent l'un aux espaces publics urbains, l'autre à l'eau comme élément d'architecture, trouvent assurément matière à réflexion dans les « piazzas » et les fontaines romaines. Les catalogues des expositions réalisées ces dernières années par les peintres ou les sculpteurs de la Villa montrent que l'Italie n'a pas été sans influence sur leur œuvre. Les nouveaux venus, écrivains et cinéastes, reçoivent, aussi, pour une part, l'empreinte de leur « environnement » romain.

Sous les arbres centenaires, des musiciens

« TOUTS les ans, le même jour, à la même heure, debout sur la même marche du même escalier de l'Institut, le même académicien répète la même phrase au lauréat qui vient d'être couronné : « Allons, jeune homme, maitre à vous : vous allez faire un beau voyage... la terre l'assage des beaux-arts... la patrie des Pégolotti, des Fucinati... un bel inspirateur... vous reviez avec quelque magnifique partition... vous êtes en beau chemin. » (H. Berlioz, Mémoires), et Debussy d'ajouter : « Je vis nettement les ennemis, les tracassiers qui portent faiblement le moindre titre officiel. Au surplus, je sentis que je n'étais plus libre. »

Etendu en 1803 seulement aux compositeurs, après avoir été réservé aux peintres, graveurs et sculpteurs, le prix de Rome, depuis plus d'un siècle, n'a cessé de faire l'objet de controverses, et il faut que ce fût en Berlioz qu'il trouvât l'adversaire le plus enflammé : après quatre tentatives infructueuses, attestant de façon éclatante le divorce défilant entre l'esthétique académique et l'idéal romantique, personne mieux que lui ne pouvait contester le bien-fondé d'un concours capable au mieux de récompenser un modernisme de bon ton.

Le premier lauréat s'appelait Albert André et, jusqu'en 1830, où la ténacité de Berlioz triompha des réticences du jury, on ne relève guère que Herold, oublié en France, mais dont le *Proserpine* figure régulièrement au répertoire des théâtres allemands. Panzeron, célèbre par ses romances, Halevy, l'« immortel auteur » de la *Juive*, comme on disait alors, Adam, qui n'avait pas encore écrit *Giselle*, dut se contenter d'un second prix.

Après Berlioz, et jusqu'à l'aube du vingtième siècle, on peut citer Gounod, Bizet, Massenet, Debussy, tandis qu'on s'étourdit de ne pas trouver à la suite de Théodore Dubois — l'auteur du *Traité d'harmonie* — des chœurs de l'académie que furent Ambroise Thomas ou Camille Saint-Saëns ; et bien que Lalo, Delibes, Fauré, Chabrier, Chausson ou d'Indy n'aient pas, pour diverses raisons, été tentés par l'aventure, Debussy remarque néanmoins : « Le prix de Rome est, un jeu ou, plutôt, un sport national », évoquant sans doute l'enseignement de Massenet qui, pendant vingt ans, assurait le prix à ses élèves : Gabriel Pierné, Xavier Leroux, Gustave Charpentier, Henri Rabaud, Florent Schmitt, pour s'en tenir aux plus connus.

Ces quelques noms et ceux qui précèdent suffiront à témoigner que, malgré les défauts

d'un jury non spécialisé (« On n'a pas encore pensé à y adjoindre un danseur ! » ironise Debussy), l'Institut n'a pas retenu que des noms voués à l'oubli ou des auteurs sans talent : il a même eu de touchantes faiblesses : Louis Mailland, dont les *Dragons de Villars* se jouent toujours avec succès, François Baxa, qui laisse la *Romance de Maître Pathelin*, Victor Massé (*les Noies de Jeannette*) et... Paladilhe (*Patrie*). Depuis 1900, on citera, bien sûr, André Caplet et Henri Dutilleul, mais les autres, musiciens accomplis cependant, n'occupent peut-être pas, sur le plan historique, une place aussi importante que Ravel, Roussel, Milhaud, Poulenc, Varèse, Messiaen ou Boulez.

Chaque fontaine est une voix

Inutile de décrire longuement la Villa Médicis, elle figure, côté jardin, au verso des billets de 10 francs actuels. Beaucoup plus massive, la façade qui donne sur la rue est en pierre de taille jusqu'à mi-hauteur, puis en briques rouges percées de fenêtres assez étroites. Intérieurement, elle n'a plus rien de ce qu'elle devait être au siècle dernier ni même avant guerre : plus de lourdes tentures ni de tableaux ; on chercherait en vain, dans la salle à manger, le souvenir des portraits de pensionnaires qui couvraient les murs jusqu'au plafond. Les toiles sont rangées dans une réserve. Restaurée par Balthus, qui a également redessiné les jardins, la Villa a maintenant quelque chose d'austère et de grave qui n'est sans doute pas sans influence sur l'ambiance qui y règne. De la « caserne académique » avec ses bizutages traditionnels, de l'atmosphère « polaire », il ne reste que des anecdotes oubliées.

Deux ans de « vacances » à l'âge des grands projets, des engagements artistiques dont dépendra l'œuvre à venir, des choix et de l'indécision, c'est tout à leur merveilleux et angoissant. Les uns réagissent par une sorte de frénésie créatrice, d'autres, les plus nombreux, hésitent longtemps avant de trouver un rythme ; certains, peut-être, s'adaptent facilement.

Les musiciens, outre le piano « qui va de soi », disposent à présent d'un petit studio de musique électronique et, naturellement, de la bibliothèque constituée, au hasard des passages, selon le goût des directeurs ou des pensionnaires. On y relève des « manques » curieux, mais on découvre l'œuvre complète de Liszt avec en particulier cette *Mort d'Adam*, opéra biblique qui, par les remarques qui couvrent toutes

Ces effets demeurent, semble-t-il, assez secondaires, même pour le cinéma. Lieu spécifique d'étude, Rome a cessé d'être un lieu privilégié de création. L'académie de France offre surtout aux jeunes artistes la possibilité de se consacrer pendant deux ans à leur labeur, sans que celle ni contrainte professionnelle : la plupart d'entre eux mettent à profit ce temps de liberté pour travailler avec acharnement — et, plus tournés vers la France que vers l'Italie, organiser les conditions de leur retour.

Cette parenthèse de deux années est-elle la meilleure façon de préparer l'avenir ? Les candidats, il est vrai, ne manquent pas : en 1977, dix-huit architectes, quarante et un peintres, vingt sculpteurs et onze graveurs briguaient les six postes offerts dans la première section ; sept musiciens, dix-sept écrivains, douze cinéastes convoquaient les cinq bourses en compétition dans la deuxième section ; cinq historiens d'art se disputaient les deux places de la troisième section.

Il est encore trop tôt, six ans après la mise en place de la réforme, pour porter un jugement sur l'œuvre, largement à venir, des nouveaux pensionnaires et pour savoir s'ils échapperont à l'académisme de leurs prédécesseurs. Le rôle de M. Leymarie sera, à cet égard, important. L'ancien directeur du Musée national d'art moderne est de ceux qui ne voient pas sans inquiétude se développer autour du centre Georges-Pompidou une sorte d'industrie culturelle. La Villa Médicis est à l'abri de cette menace — privilège que M. Leymarie tentera de préserver et d'exploiter.

Parmi les possibilités qu'offre le nouveau statut de création que nul ne songera à contester — si du moins d'autres formes d'aide sont développées parallèlement pour les artistes qui ont choisi de rester en France. La véritable « scandale » — si « scandale » il y a — de la Villa Médicis réside plutôt pour le moment dans le sort fait à ceux qui n'y vont pas.

THOMAS FERENCZI.



Jean-François Janinet
Colonna et jardins de la Villa Médicis.
(Grafie d'après Hubert Robert.)

les pages, préfigure ce qui devait être son *Traité de la musique des anciens*, traité de pure fantaisie, sublime de fraîcheur et de naïveté. L'*Alceste* de Lully s'ouvre de lui-même à la scène de Charon et des Ombres dont Ingres, alors directeur, avait eu la révélation par Gounod qui, presque tous les soirs, devait la lui jouer. C'était en 1839, et le signet n'a pas bougé. On a parfois l'impression ici que le temps s'est arrêté.

Pourtant, quelque chose vient de changer. Depuis plusieurs années déjà, les pensionnaires trouvent à Rome l'occasion de faire jouer leur musique, mais il y avait, tout autour de la Villa, ce parc magnifique dominant la ville, avec ses arbres centenaires, où seule manquait une enveloppe sonore, celle-là même qui donne aux jardins de la Villa d'Este, dont chaque fontaine, dans son sifflement, est une voix, une flûte ou un orgue, une dimension supplémentaire dans l'espace.

L'idée d'un concert dans les jardins a d'abord été lancée l'an dernier par Michael Levinas (lauréat de 1975) puis adoptée par les deux pensionnaires actuels, Claire Shapira et Marc Monnet ; à eux trois, ils ont su s'assurer le concours de leurs camarades architectes, peintres et sculpteurs ; et, munis des autorisations directoriales, ils ont invité le G.R.M. pour la partie électro-acoustique et l'ensemble instrumental de 2m de Champigny. Plusieurs nuits blanches pour régler les éclairages et tracer des parcours lumineux, un programme musical précis, fonction des lieux et des enchaînements, et, enfin, par un soir de juillet, l'ouverture des jardins au public : des milliers de personnes venues voir autant qu'entendre et découvrir que la Villa Médicis n'est pas seulement un lieu de retraite et qu'elle peut susciter une recherche et une création collectives.

GÉRARD CONDE.

12^e Festival Estival de Paris
GALERIE YVES BRUN
7, rue Sud - 75004 Paris
IBA NDIAYE
Toiles - Lévis - Dessins
« Variations sur le thème de jazz »
3 - 21 août

GALERIE CLAUDE JORY
André HUBERT
Peintures récentes
Tel. : 824-24-43
222, rue du Pré-Saint-Honoré
PARIS (8^e)

Directement, au lieu de création
TAPISSERIES
de Colette ENARD
(Aubusson, Allouffe)
SAINT-DIZANT-DU-GUA, village touristique
route côtière Royan-Bordeaux
Tous les jours

MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL - NICE
MARC CHAGALL
PEINTURES BIBLIQUES RECENTES
1966-1976
19 juillet - 26 septembre
Avenue du Docteur-Ménard - bd de Cimiez, 06000 Nice - (33) 81-75-75.
Tous les jours de 10 h. à 19 h., sauf le mardi.

MUSÉE PAUL-VALÉRY A SÈTE
FUSARO
JUILLET - AOUT - SEPTEMBRE



DE SPECTACLES
Cinéma

هَكَذَا مِنْهُ الْأَوَّلُ

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	8,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

côte africaine

Actuellement en expansion, un groupe industriel important (6000 personnes) développant ses activités dans la prospection et l'exploitation de substances minérales, étend ses structures et cherche à pourvoir plusieurs postes à larges responsabilités.

ingénieur exploitation mines

Collaborateur du directeur de la division Mines, il jouera un rôle de conseil auprès des structures opérationnelles des mines du groupe pour tout ce qui concerne les problèmes d'exploitation. Il assurera en particulier les liaisons entre la direction de la division et les unités de production, participera à l'établissement des prévisions et des budgets et recommandera les équipements, les matériels et les modes d'exploitation. Ce poste conviendrait à un ingénieur des Mines, ayant une dizaine d'années d'expérience dans l'exploitation des Mines à ciel ouvert.

RÉF. 1060/M

ingénieur recherches géologiques

Entièrement responsable de son département sur les plans Gestion et Technique, il propose au directeur général dont il dépend, les différents programmes de recherches géologiques (cuivre et fer essentiellement) dont il suit l'exécution. Assurant la gestion du matériel et des hommes de son département, il est responsable du prix de revient et doit raisonner en chef d'entreprise soucieux de rentabilité. Ce poste conviendrait à un ingénieur géologue ayant au minimum 15 ans d'expérience et possédant une autorité suffisante pour s'imposer à un ensemble de 150 personnes.

RÉF. 1061/M

Les rémunérations seront fonction de la compétence des candidats et assorties d'avantages substantiels (villa équipée, école, soins médicaux gratuits, polyclinique, 2 mois de congés annuels, etc...). Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo en rappelant la référence du poste choisi à AXIAL Publicité, 91, Fg St-Honoré 75008 Paris q.tr.

UNIVERSITE DE SYDNEY AUSTRALIE
un poste de
CHARGE DE COURS
de la Faculté d'Etudes Françaises (sociologie de la culture, histoire de la littérature ou littérature du XIX^e et du XX^e s.).
UNIVERSITE OF SYDNEY, SYDNEY 2008 (AUSTRALIE), pour renseignements et formulaires de candidature.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS effectuant d'importants travaux routiers au NIGERIA
demande d'urgence

CHEF DE CENTRALE D'ENROBAGE MOBILE
Type K 8 5 H

Il devra être particulièrement qualifié, avec une pratique de plusieurs années dans cette spécialité (montage, démontage, réparation mécanique descriptive).

Sortir avec C.V. à n° 1232, CONTEXTE PUBLIQUE, 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.
Demande J. F. responsables au pair pour familles à Toronto. S.V.P. env. photo, récép. et 10 \$ à Mme Sherman, 22 Keele Street, L4Y4E4, Thornhill. Si possible répondre en anglais.

Recherche pour
AFRIQUE NOIRE
UN INGENIEUR

Pour assurer en second le contrôle des travaux de génie civil d'un chantier hydro-électrique comportant un barrage en remblai et des ouvrages souterrains.

Expérience professionnelle d'une dizaine d'années nécessaire. Disponibilité rapide indispensable. Logement en famille et véhicule assurés.
Ad. C.V. à 22416 CONTEXTE PUBLIQUE, 20, av. Opéra, 75008 PARIS CEDEX 01.



RIJKSUNIVERSITEIT GRONINGEN

Le titulaire prenant sa retraite, le poste de

PROFESSEUR EN CHAIRE HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE

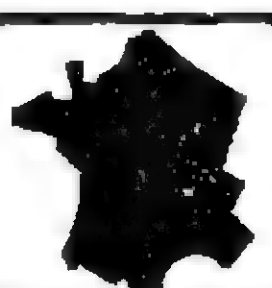
de la Faculté Centrale Interfacultaire de l'Université de Groningue (Pays-Bas) sera vacant à partir du 1^{er} janvier 1978. Cette chaire fait également partie de la faculté des Lettres.

Le candidat devra :
— Posséder une bonne connaissance de la philosophie occidentale dans une perspective historique et systématique ;
— Pouvoir enseigner la philosophie dans ses rapports avec l'évolution de la culture et de la société ;
— Être capable d'intégrer son enseignement d'histoire de la philosophie à la totalité des études en collaboration avec les enseignants spécialisés dans certains domaines ou tendances de la philosophie.

La Faculté Centrale interfacultaire possède des spécialités en philosophie analytique, en philosophie dialectique, en histoire de la philosophie et de ses rapports avec l'évolution des sciences, en logique, en philosophie de l'antiquité comme en philosophie du Moyen Âge. Le postulant devra en outre stimuler ou conduire des travaux de recherche, organiser des cours de préparation comme de spécialisation et participer à des groupes de travail. Une certaine aptitude dans le domaine de l'organisation et de la gestion universitaire est exigée. Il devra également être disposé à collaborer au développement de nouveaux programmes d'enseignement, ce qui suppose une bonne expérience des méthodes nouvelles d'enseignement comme de leur évolution. Les candidats étrangers devront connaître couramment l'anglais ou l'allemand et s'engager à apprendre le néerlandais dans un délai de deux ans. Un doctorat est exigé tandis que la publication de travaux de recherche postérieurs au doctorat devront témoigner des activités scientifiques du postulant.

Quiconque désire des renseignements ou voudrait attirer l'attention de la Faculté sur une candidature éventuelle est prié de s'adresser au président de la commission chargée de préparer le dossier de nomination : prof. dr. G.J. Harnsen ; Filosofisch Instituut, Kramweg 74, Groningen, tél. 050-114103, ou privé : Dr. Veenweg 58, De Kripe-9300, tél. 05130-88463.

Les lettres des candidatures accompagnées d'un curriculum vitae et d'une bibliographie doivent être adressées au Chef du Personnel de l'Université, B.P. 72 à Groningue, Pays-Bas, dans les trois semaines suivant la parution de cette annonce.



emploi régional

SOCIÉTÉ DE SERVICES INFORMATIQUES



SOSI

RECHERCHE POUR ORLÈANS

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

5 ans d'expérience pour diriger des projets de gestion d'entreprise nationale

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

COBOL CONFIRMES

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à : SOSI - 8, rue Juliette-Dodu, 75010 PARIS

Importante Société à Etablissements multiples Constructeur véhicules industriels Poids Lourds Région DOUAI crée le DOUAI

RESPONSABLE D'ETABLISSEMENT

(petite unité)
a) Expérience direction d'une entreprise moyenne.
b) Excellente formation technique en fabrication mécanique. Connaissances en hydraulique et usinage exigées.

Ce poste implique la supervision de la :
— conception,
— fabrication,
— vente des produits.
— Indica.

Ecrire n° T 15708 M REGIE-PRESS, 88 bis, rue Beaumont, 75002 PARIS.



La DNC/ANP recrute pour les chantiers et bureaux d'études de son entreprise des industries métalliques implantées dans les environs d'Alger.

INGÉNIEURS TECHNICIENS SUPÉRIEURS

connaissant parfaitement :
— Menuiserie aluminium
— Façades - Rideaux
— Mitroterie

Dans les domaines :
— Bureau d'étude
— Ordonnancement
— Préparation et lancement fabrications
— Conduite de chantier

AVANTAGES

Rémunération selon compétence
Restauration et transports assurés
Possibilité de logement

CONDITIONS

Expérience minimum de cinq années souhaitable.

Ecrire ou se présenter à
DNC/ANP - Direction du Personnel,
27, rue Négrier, H-Dey, ALGER.

AMBASSADE DU GABON PARIS recherche

PROFESSEURS

ADJOINTS - AUXILIAIRES - TITULAIRES d'éducation physique et sportive ainsi que des

ENTRAINEURS FÉDÉRAUX

3^e degré, toutes disciplines pour servir au Gabon. Personnes intéressées par cette communication, prière faire parvenir candidatures au Service Culturel, AMBASSADE DU GABON, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris, tél. 522-84-41 où informations complémentaires leur seront données pour constitution d'un dossier, mise en route rapide. Curriculum vitae et spécialité enseignée souhaités dans réponse

BATTELLE

Centre de Recherche de Genève

désire engager un

INGÉNIEUR DE RECHERCHE

dans le domaine du VERRE (verre plat, fibres, emballage...), ayant les qualifications et les dispositions suivantes :

- Formation universitaire indispensable ;
- Expérience industrielle ;
- Capacité d'assurer de façon autonome la gestion de projets de recherche, seul ou en équipe ;
- Aptitude et flexibilité pour travailler sur une large gamme de problèmes traitant de la fabrication et des propriétés chimiques, électroniques, optiques et mécaniques des verres ;
- Disposé à voyager ;
- Langues : français (anglais et allemand si possible).

Les personnes intéressées sont priées de présenter leur candidature accompagnée d'un CV, curriculum vitae, d'une photographie et de leurs prétentions de salaire au Chef du Personnel, Battelle, 1, route de Drize, CH-1227 Carouge-Genève.

L'E.N.S.I. des TRAVAUX PUBLICS

à ABIDJAN

recherche pour septembre 1977

Professeur de Mécanique

Titulaire d'une thèse 3^e cycle en Mécanique ou d'un diplôme au moins équivalent. Expérience d'enseignement exigée.

- Congés annuels de 2 mois ;
- Transport de la famille à la charge de l'école ainsi que le logement et divers autres avantages.

Env. d'urgence C.V. détaillé à C.E.B.T.P. 12, rue Brancion 75737 Paris CEDEX 15.

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



La DNC/ANP recrute d'urgence pour les besoins de ses projets et entreprises

DES INGÉNIEURS DES TECHNICIENS SUPÉRIEURS EN :

- Bâtiment
- Travaux publics
- Mécanique des sols
- Topographie
- V.R.D.
- Plomberie

AVANTAGES

- Rémunération selon compétence
- Cantine et transport assurés
- Possibilité de logement

CONDITIONS

Expérience minimum de cinq années souhaitable.

Ecrire à

DNC/ANP - Direction du Personnel - 27, rue Négrier - H-Dey - ALGER

offres d'emploi

STE PRODUITS CHIMIQUES, SPECIALISEE ANTICORROSION 250 personnes, C.A. 80 millions recherche pour intégration à Direction Commerciale Paris

DIVISION EXPORTATION 1cadre assistant directeur cial

Connaissant anglais écrit et parlé, espagnol souhaité

DIVISION VENTE FRANCE 1cadre animateur cial

Excellente qualité d'animateur, justifiée par réussite antérieure dans la vente de produits industriels à travers réseau de représentants.

Ad. C.V. manuscrit et prêt. s/réf. 7557 à P.LICHAU S.A., 10 rue Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTS GROUPES PHARMACEUTIQUES confient l'exclusivité de la promotion de leurs spécialités sur l'ensemble du territoire national à

O.V.P.-V.M.

qui recrute

VISITEURS MÉDICAUX

(80 postes à pourvoir)

Jeunes, dynamiques, motivés. Formation secondaire et si possible supérieure ayant le sens des relations publiques.

ENVOYER LETTRE + C.V. + PHOTO IDENTITE à O.V.P.-V.M. 11, rue Quentin-Bauchart, 75006 PARIS.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76
(la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
"Double insertion"	34,00	39,80
"Placards encadrés"	38,00	43,47
L'AGENCE DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

L'immobilier

MSL

73 bd Hausmann 75008 PARIS T4 266.04.93
11 pl. A. Briand 69003 LYON T4 178.62.08.33

RESPONSABLE DES RELATIONS DU TRAVAIL

130/150.000 F. PARIS
L'un des plus grands groupes industriels français recherche pour l'un de ses établissements de la banlieue parisienne spécialisée en électronique, un responsable du personnel et des relations du travail. Dépendant du directeur du centre, le titulaire de ce poste gèrera des effectifs de l'ordre de 3.000 personnes dont 900 cadres et ingénieurs. Dans le cadre des accords généraux négociés au niveau du groupe il participera à la définition de la politique sociale et salariale du centre et sera chargé de son application. Dirigeant le service personnel (recrutement, formation, paie, sécurité, législation) il assurera personnellement les relations avec les partenaires sociaux et conseillera les chefs des services opérationnels. Le candidat retenu, âgé de 37 ans au moins et de formation supérieure aura acquis, de préférence dans une société employant des effectifs nombreux à forte proportion de cadres, de hautes responsabilités dans le domaine des relations sociales et de la direction de personnel. Ecrire à P. Viret, 83.326 en joignant un bref curriculum vitae.

Europe - Amérique Nord et Sud - Afrique
Asie - Moyen et Extrême Orient

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

SUP. DE CO.

ou équivalent
Pour renforcer l'équipe commerciale de l'Agence PARIS-ILE-DE-FRANCE
Adr. C.V. manusc., photo, n° 23.13 à CONTESSÉ
Publiété, 30, av. de l'Opéra, 75008 Paris Cedex 01.

ATTACHÉ COMMERCIAL

ambitieux, dynamique, courageux
Sens de la négociation et des responsabilités, goût de l'initiative. Anglais courant exigé. Situation évolutive pour candidats de valeur.
Env. C.V. + photo à SWISSAIR
Service Personnel 75003 PARIS CEDEX 14

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS

banlieue Sud recherche
UN ACHETEUR
Technique
Faites et pièces de rechange.
Une expérience de quelques années dans la profession est exigée. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.
Ecrire avec C.V. n° 23.28, CONTESSÉ PUBLIÉTÉ, 30, av. de l'Opéra, 75008 Paris Cedex 01.

IMPORTANT SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recherche
COLLABORATEURS (TRICES)
25 ans min., libre de suite, dynamique, ambitieux, bonne élocution et excellente présentation.
AVANTAGES SOCIAUX
GAINS IMPORTANTS
FORMATION ASSURÉE
SITUATION Avenir
Statut V.R.P.
Tél. 538-48-44 à M. BELLEC, de 10 à 12 h. avant le 21 août.

ingénieur bâtiment

Diplômé ETP - ESTP - AM ou équivalent
Il sera responsable de la réalisation d'opérations sur les plans technique, administratif et financier.
Il devra en particulier assurer la coordination des interventions entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les entreprises et les services de la Société.
IL DEVRA :
- posséder une expérience de quelques années dans le domaine de la construction d'hôtels, de sièges sociaux ou d'opérations complexes, - être apte à négocier avec des partenaires extérieurs à la Société.
Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 2358 à
OR organisation et publicité
75008 PARIS

secrétaires

Secrétaires
de direction
GROUPE DE PRESSE
Centre Paris
recherche un directeur général
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
ayant réelle expérience professionnelle et très bonne formation générale. Excellente situation, salaire intéressant, 21 heures.
Ecr. S.G.P., 15, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

cours et leçons

COURS AUDIO-VISUEL PRIVE
ANGLAIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS
DÉMONSTRATIONS, TAPES
SESSIONS INTENSIVES D'ÉTÉ
Venez 40, bd St-Michel, Paris-6
Tél. 526-09-70, 526-09-71. Tous les jours, de 9 heures à 21 heures.

capitaux ou proposition com.

Etabl. R. Nkomo Talaoua, P. 300, Brazzaville (R.P.C.), ch. importations, représentation, distribution, matériel de bar, fournitures papeteries, articles d'habillement et autres de 10 genres.

demandes d'emploi

Cadre organis. exp. exp. professionnelle, 25 ans, stable. Ecrire Goussier Jean, 26, r. des Moines, 75017 Paris.

DIRECTEUR

ADMINISTR. ET FINANCIER
GESTIONNAIRE DE SOCIÉTÉS
25 ans, très sérieuses références.
Formation

COMPTABILITÉ SUPÉRIEURE

au courant législation sociale, fiscale, droit des sais. Étudier, proposer, même les parties. Ecr. n° 1291, « le Monde », Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-P.

DIRECTEUR COMMERCIAL

nationalité française, bilingue anglais, français, arabe. Contacts très bons, adresse dans pays arabes, cherche poste dans société internationale par chemins. Libre 1er septembre. Tél. de 8 h. à 12 h. : 735-74-30.

COMPAGNIE PRINCIPAL

libre, Paris/banl. Sud, JOLLIN, 6, allée d'Arz, Antony, 92280-04. J. titre log. hand. ferait secrétariat à dom. de 10 autres trav. Ecr. n° 6.335, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-P.

7 ANS SEJOUR AU JAPON

LEANT et PARLANT COURAMMENT
JAPONAIS
RECHERCHE SITUATION
RELATIONS PUBLIQUES
INITIATIVES
RESPONSABILITÉS

MINIMUM DEBUT 5.000 F
Tél. entr. à 12 h. 77-08-07
de 8 h. à 12 h. 77-08-07
République, 92210 ST-CLOUD.

TRIL ANGLAIS, ALLEMAND

SECRETARIAT
REC. INDIFFER. Libre suite.
Ecr. à T. 75.04. Rôle-Press, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

appartem. vente

Paris
Rive droite
PAUL LE LONG
CHARME DE L'ANCIEN
Luxe et grands 2 pièces + 1 loggia, tout confort, 52-55-56.
225-000 F. 245-14-25.

DEVENIR INVESTISSEUR

avec 30.000 F (P.E.L. possible)
Soyez rassuré et risquez
Sélection de programmes
d'investissement dans PARIS
- Haute rentabilité immédiate ;
- Accroissement du capital ;
- Fiscalité avantageuse ;
- Location et gestion assurées.

AVENUE DE CLICHY - 4 P.

Propriétaire
vend
d'imm. sur 53 p. et 2 p. poss. poss. 70-75-76.
De 10 à 12 h. 30 et 15 à 17 h.
200 m. place Gambetta, imm.
belle, 2 p. poss. 70-75-76.
bains. S'inscrire 135.000 F.
Propriétaire, 055-74-45, 235-11-46.

UN CADRE DEBUTANT

Pour un premier poste
Analyse
Programmes
dans notre département
informatique de gestion.
Les candidatures manuscrites
sont à adresser à n° 23.03.
20, av. de l'Opéra, PARIS-1.
ENGINEERING (70 km. Nord
Paris), recherche INGENIEUR
PROCÉDÉ et DESSINATEUR-
PROJETEUR expérimenté, spécia-
lisé dans études installations
industrielles, chimie et IN-
DUSTRIE ENERGIQUES. Poss. log.
Adr. C.V. détaillée avec prétent.
au n° 7.401, « le Monde », Pub.
5, r. des Italiens, 75007 Paris-P.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

BOULOGNE 4 P. 126 M2

STANDING, 4.000 F + charges.
60-04-01 - Jourd matin.

locations non meublées

Paris
Métro PARMETIER
ou OBERKAMPF
SANS COMMISSION
Immobilier tout confort.
Studios 31 m., loyer 842 F.
charges 120 F., parking 120 F.
3 pièces 45 m., loyer 1.140 F.
charges 180 F., parking 120 F.
3 pièces 51 m., loyer 1.140 F.
charges 180 F., parking 120 F.
3 pièces 57 m., loyer 1.240 F.
charges 180 F., parking 120 F.
S'adresser 51 bis à 61, avenue
Parmentier. Tél. 355-32-46.

PARIS 16°

61-43, rue Charles-Lagache
à louer directement par société
propriétaire, beaux studios
2 pièces tout confort.
Tél. 355-32-46 et 345-18-45.

PARIS 20°

SANS INTERMÉDIAIRE
Immobilier récent, tout confort.
1 pièce, 20 m., loyer 520 F.
charges 200 F., parking 120 F.
3 pièces 47 m., loyer 1.240 F.
charges 180 F., parking 120 F.
S'adresser 51 bis à 61, avenue
Parmentier. Tél. 355-32-46.

PARIS 16°

61-43, rue Charles-Lagache
à louer directement par société
propriétaire, beaux studios
2 pièces tout confort.
Tél. 355-32-46 et 345-18-45.

PARIS 20°

SANS INTERMÉDIAIRE
Immobilier récent, tout confort.
1 pièce, 20 m., loyer 520 F.
charges 200 F., parking 120 F.
3 pièces 47 m., loyer 1.240 F.
charges 180 F., parking 120 F.
S'adresser 51 bis à 61, avenue
Parmentier. Tél. 355-32-46.

PARIS 16°

61-43, rue Charles-Lagache
à louer directement par société
propriétaire, beaux studios
2 pièces tout confort.
Tél. 355-32-46 et 345-18-45.

PARIS 20°

SANS INTERMÉDIAIRE
Immobilier récent, tout confort.
1 pièce, 20 m., loyer 520 F.
charges 200 F., parking 120 F.
3 pièces 47 m., loyer 1.240 F.
charges 180 F., parking 120 F.
S'adresser 51 bis à 61, avenue
Parmentier. Tél. 355-32-46.

PARIS 16°

61-43, rue Charles-Lagache
à louer directement par société
propriétaire, beaux studios
2 pièces tout confort.
Tél. 355-32-46 et 345-18-45.

PARIS 20°

SANS INTERMÉDIAIRE
Immobilier récent, tout confort.
1 pièce, 20 m., loyer 520 F.
charges 200 F., parking 120 F.
3 pièces 47 m., loyer 1.240 F.
charges 180 F., parking 120 F.
S'adresser 51 bis à 61, avenue
Parmentier. Tél. 355-32-46.

PARIS 16°

61-43, rue Charles-Lagache
à louer directement par société
propriétaire, beaux studios
2 pièces tout confort.
Tél. 355-32-46 et 345-18-45.

PARIS 20°

SANS INTERMÉDIAIRE
Immobilier récent, tout confort.
1 pièce, 20 m., loyer 520 F.
charges 200 F., parking 120 F.
3 pièces 47 m., loyer 1.240 F.
charges 180 F., parking 120 F.
S'adresser 51 bis à 61, avenue
Parmentier. Tél. 355-32-46.

PARIS 16°

61-43, rue Charles-Lagache
à louer directement par société
propriétaire, beaux studios
2 pièces tout confort.
Tél. 355-32-46 et 345-18-45.

PARIS 20°

SANS INTERMÉDIAIRE
Immobilier récent, tout confort.
1 pièce, 20 m., loyer 520 F.
charges 200 F., parking 120 F.
3 pièces 47 m., loyer 1.240 F.
charges 180 F., parking 120 F.
S'adresser 51 bis à 61, avenue
Parmentier. Tél. 355-32-46.

PARIS 16°

61-43, rue Charles-Lagache
à louer directement par société
propriétaire, beaux studios
2 pièces tout confort.
Tél. 355-32-46 et 345-18-45.

PARIS 20°

SANS INTERMÉDIAIRE
Immobilier récent, tout confort.
1 pièce, 20 m., loyer 520 F.
charges 200 F., parking 120 F.
3 pièces 47 m., loyer 1.240 F.
charges 180 F., parking 120 F.
S'adresser 51 bis à 61, avenue
Parmentier. Tél. 355-32-46.

PARIS 16°

61-43, rue Charles-Lagache
à louer directement par société
propriétaire, beaux studios
2 pièces tout confort.
Tél. 355-32-46 et 345-18-45.

PARIS 20°

SANS INTERMÉDIAIRE
Immobilier récent, tout confort.
1 pièce, 20 m., loyer 520 F.
charges 200 F., parking 120 F.
3 pièces 47 m., loyer 1.240 F.
charges 180 F., parking 120 F.
S'adresser 51 bis à 61, avenue
Parmentier. Tél. 355-32-46.

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

Après VINGT-NEUF MOIS

La fin du conflit du

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Une étude chiffre à 39 milliards de francs le coût d'un moratoire de cinq ans

Le développement du mouvement écologique en Europe rend de plus en plus actuelle l'idée d'un moratoire dans la construction des centrales nucléaires. En République fédérale d'Allemagne, la coalition au pouvoir pourrait adopter une telle solution, et en France la C.F.D.T. y est très favorable.

Les auteurs de l'étude partent de l'hypothèse que tout engagement de centrale nucléaire est arrêté pendant une période de cinq ans à partir du 1^{er} janvier 1978 et en tirent une série de conséquences.

Sur le plan industriel, l'abandon momentané de certaines productions, la diminution des équipements spécifiques et celle des besoins en service auraient un impact déterminant sur l'économie — qui connaît les effets des réactions nucléaires —, mais loin d'être négligeable, sur les fournisseurs de groupes turbo-alternateurs (Alsthom et C.E.M.) qui pourraient récupérer certains contrats de construction classique, plus faibles en fin de compte.

Au total, pourrait apparaître un sous-emploi supplémentaire de quatre-vingt-cinq mille personnes en 1980-1982, sans parler du problème complexe qui se posera à l'industrie électro-nucléaire chargée de franchir des années de sous-activité tout en étant prête à redémarrer à pleine charge en peu de temps. L'ancien avant d'embaucher au nouveau ou conserver le personnel dans les entreprises aura des implications financières et psychologiques dont il n'est pas sûr que les premiers soient les plus importantes.

Les conséquences financières varient bien sûr dans le temps. La construction de centrales classiques étant moins chère que celle des

centrales nucléaires, on constate dans un premier temps une réduction rapide des investissements que l'on peut chiffrer à 7,5 milliards de francs vers 1980-1982. Cette réduction se ralentit ensuite puis fait place à une augmentation beaucoup plus modeste, après 1985. Comparée à l'effort national d'investissement, la réduction atteint environ 2 % à son point le plus haut (soit 0,4 % du P.N.B.). Face au problème de redéploiement industriel et à celui de l'alourdissement du coefficient de capital, la réduction de l'investissement électrique peut être une bonne chose, notent les auteurs de l'étude. Ainsi, par exemple, les économies d'investissements énergétiques (créateurs de peu d'emplois) permettraient, par rapport aux industries légères, de créer environ trois cent mille emplois.

Cependant, à côté de ces effets bénéfiques éventuels, un moratoire aurait des conséquences déplorables sur le commerce extérieur français. Une telle politique obligerait, en effet, la France à importer près de 35 millions de tonnes de pétrole supplémentaires en 1980 et accroîtrait sa dépendance énergétique, qui passerait de 64 à 76 %. Financièrement cela signifierait une dépense accrue de 15 milliards de francs en 1980 si le pétrole, en dollars constants, reste à 12 dollars le baril. Mais, il n'est pas exclu que la contagion d'une telle pause parmi les nations

Aussi Electricité de France a-t-elle demandé à un professeur du centre interuniversitaire de recherches en sciences humaines de Lille, M. Pierre Maillet, une étude sur les effets qu'aurait une modulation du programme nucléaire français et le remplacement pendant les années 1978-1982 des centrales nucléaires prévues par des centrales thermiques classiques.

Industrialisées entraînent un accroissement de la demande pétrolière sur le marché mondial de l'ordre de 10 %, ce qui aurait inévitablement des répercussions sur les prix. Sans parler du manque à gagner provoqué par l'arrêt des exportations de centrales nucléaires, inévitable en cas de moratoire selon l'étude de M. Maillet.

Enfin une pause ne serait pas dépourvue d'effets sur le coût de l'électricité, sur le retard technologique et sur la sécurité.

En résumé, le moratoire, tel qu'il est défini dans cette étude, fait apparaître des perturbations profondes concentrées sur quelques années qui risquent d'entraîner de graves gaspillages. Globalement, l'opération se solderait par une perte dans la valeur actuelle estimée à 39 milliards de francs en 1977.

Des hypothèses discutables

Rappel que les hypothèses et les choix de départ de l'étude du centre interuniversitaire de Lille peuvent laisser croire que l'on a trop cherché à prouver. Les auteurs retiennent, par exemple, comme taux de croissance des investissements de l'économie française les objectifs du VII^e Plan, soit 5,5 % par an, tout en reconnaissant que « les dix-huit premiers mois de la période ainsi couverte ne se situent pas dans la tendance quinquennale ». Or, comment ne pas admettre que la consommation d'électricité sera fort différente si la croissance est plus proche de 3,5 % par an que de 5,5 %. Ils admettent aussi l'hypothèse fondamentale — mais douteuse — du maintien de la même fourniture annuelle d'électricité, sans ou avec moratoire.

Autre point discutable : le coût moyen actualisé du kilowatt-heure retenu pour les calculs est de 7,75 à 7,80 centimes pour le nucléaire et de 11,7 à 12,4 centimes pour le thermique au fuel alors que les chiffres admis depuis plusieurs mois par tous les organismes officiels sont de 8,7 à 10 centimes pour le nucléaire, de 11,9 à 14 centimes pour le thermique fuel et de 11,4 à 13,5 centimes pour le thermique charbon. Or le professeur Maillet ne retient aucunement la possibilité de construire des centrales thermiques au charbon.

Les auteurs ne cachent d'ailleurs pas que leur étude ne fournit qu'une partie de l'information qui serait nécessaire pour prendre en pleine connaissance de cause la décision d'instaurer un moratoire. Mais tout choix à venir incertain suppose de multiples variables. En décidant de retenir les hypothèses les plus défavorables à un moratoire de cinq ans dans la construction de centrales nucléaires en France, les chercheurs de Lille ont tout fait pour atténuer l'effet que l'on peut attribuer à leur réflexion. — B. D.

Au Portugal

LES PRIX ALIMENTAIRES ONT AUGMENTÉ DE 33,5 % EN UN AN

Lisbonne (A. F. P.). — Les prix des denrées alimentaires au Portugal ont augmenté de 33,5 % entre juillet 1976 et juillet 1977. Selon l'Institut national portugais des statistiques, les plus fortes hausses concernent le café (+ 181 %) et les fruits (+ 182 %) en un an. Les vêtements et les chaussures ont augmenté de 16 %, l'électricité de près de 50 %, l'eau de 36 % et les appareils électroménagers de 29 %.

Simultanément, le déficit de la balance commerciale s'est aggravé. Il a atteint de janvier à avril 26,8 milliards d'escudos (3,2 milliards de francs) contre 16,9 milliards durant la même période de 1976. A la fin mars, les ressources internationales du Portugal représentèrent, selon le F.M.I., 222 millions de dollars seulement, dont 117 millions en or.

Enfin, d'après une enquête du ministère du travail, le salaire mensuel moyen au Portugal est de 6 500 escudos (820 fr.). Seulement 8,3 % des salariés gagnent plus de 10 000 escudos, tandis que 56 % gagnent moins de 5 000 escudos, les salaires les plus élevés étant versés dans les industries textiles de Lisbonne, Porto et Setúbal. Les hommes touchent en moyenne un peu plus de 7 000 escudos et les femmes moins de 5 400 escudos.

PRIX

LES MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES ONT BAISSÉ DE 4 % EN JUILLET

Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont baissé de 4 % en juillet par rapport à juin. En un an (juillet 1977 comparé à juillet 1976), la hausse reste cependant de 18,7 %. Le niveau des prix atteint le 2 août était d'ailleurs en hausse de 4 % par rapport à la moyenne de juillet dernier, ce qui annonce peut-être une remontée des cours.

LES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES ALIMENTAIRES ont baissé de 5,7 % en un mois. Mais leur hausse atteint encore 31,2 % en un an. Au 2 août, les prix des matières premières alimentaires étaient en augmentation de 13,2 % par rapport à l'indice moyen de juillet 1977.

LES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES ont baissé de 1,5 % en juillet par rapport à juin et de 10 % en un an.

Enfin, la baisse se poursuivait (- 1,8 % par rapport à la moyenne de juillet 1977).

LES PRIX DE DÉTAIL DU CAFÉ DEVRAIENT BAISSER À LA RENTRÉE

Les fluctuations des cours de gros du café sont en partie spéculatives, estime-t-on dans les milieux proches du ministère de l'économie et des finances. La tendance profonde étant à la baisse depuis avril, les prix de détail du café devraient baisser en France à l'automne, les commandes prévoient les pouvoirs publics.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Fr. suisses	Fr. française
48 heures	5 1/2	6 1/2	3 1/2	4 1/2
1 mois	5 3/4	6 3/4	3 3/4	4 3/4
3 mois	6 1/8	7 1/8	4 1/8	5 1/8
6 mois	6 1/2	7 1/2	4 1/2	5 1/2

(PUBLI-TE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DU COMMERCE

SOCIÉTÉ NATIONALE DE COMMERCIALISATION DES TEXTILES ET DES CUIRS S.N.C.O.T.E.C.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 03/77

La Société Nationale de Commercialisation des Textiles et des Cuir (S.N.C.O.T.E.C.) lance un appel d'offres international pour la fourniture de :
— 12.000.000 mètres de tissus et dérivés (synthétiques, bords durcis, contreforts) ;
— 450 tonnes de fil à coudre.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer ou demander le cahier des charges à la

S.N.C.O.T.E.C.

Direction des Approvisionnements
Département Technico-Commercial
3, boulevard Amir-Cabral (ex-Anatole-France) ALGER
Télé 52.072 - Tél. 62 57 63 à 67 - ALGER

Les offres doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée, sous double enveloppe, faisant apparaître sur le pli intérieur, de manière apparente, la mention « Appel d'Offres International n° 03/77 - Tissus et Dérivés - A NE PAS OUVRIR ».

La date limite de la réception des offres est fixée au 30 septembre 1977, à 24 heures, le cachet de la poste faisant foi. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

A L'ÉTRANGER

Le gouvernement japonais va prendre de nouvelles mesures pour mettre fin à la stagnation économique

De notre correspondant

Osaka. — Les dates d'échéances des traités provoquent dans la deuxième ville du Japon une grande nervosité, symptôme de difficultés que connaissent actuellement les industriels d'Osaka qui sont concentrés nombre de petites et moyennes entreprises — textiles, chimiques, sidérurgiques — de plus en plus durement touchées par la stagnation de l'activité économique.

A Tokyo aussi les industriels sont pessimistes. Plus personne ne croit désormais que l'objectif d'une croissance de 6,7 % pour l'année fiscale 1977, qui s'achève en mars 1978, puisse être atteint. Les mesures prises au cours des derniers mois (réductions successives du taux de l'escompte, financement de travaux publics s'élevant à 4218 milliards de yens (soit environ 15,8 milliards de dollars) sont restées à peu près sans effet. Les réductions d'impôt (800 milliards de yens, soit 2,3 milliards de dollars, ce qui représente une réduction moyenne de 15 000 yens, soit 56,4 dollars par ménage), n'ont pas davantage provoqué de reprise de la consommation.

Les industriels ne sont guère enclins à investir alors que les usines tournent en moyenne à 87 % seulement de leur capacité (50 % même dans les secteurs en récession). A cela s'ajoute l'effet psychologique de la monnaie du yen, qui fait craindre un ralentissement des exportations. Craintes apparemment sans raison puisque les statistiques de juillet montrent une augmentation de 21 % par rapport à juin des lettres de crédits. Tous les industriels, exceptés dans les secteurs exportateurs de pointe, font preuve d'une grande prudence. Quant aux faillites, elles battent chaque mois de nouveaux records : mille quatre cent trente en juillet, soit une augmentation de 15 % par rapport à la même période l'année dernière.

Montée continue du chômage

Sur le plan social, la situation n'est guère encourageante : le chômage atteint officiellement 2,08 % de la population, soit un million cent mille personnes, mais l'augmentation de 21 % par rapport à juin de l'année dernière, la réalité qu'elle ne tient pas compte, notamment, des femmes sans emploi, les premiers à être victimes de la déflation. D'une manière significative d'ailleurs on constate que les emplois du secteur tertiaire sont de plus en plus occupés par des hommes.

Depuis les élections sénatoriales du 10 juillet l'union sacrée a des milliers d'affaires et du parti conservateur n'est plus de mise : les partisans de M. Fukuda, désormais pour critiquer ouvertement la politique de M. Fukuda ; ils exercent une pression de plus en plus forte sur le gouvernement pour qu'il stimule l'économie. Constatant que le redressement économique ne se réalise pas comme on aurait pu l'espérer, M. Fukuda a décidé, en accord avec le Kaidanren (patronat), de mettre en œuvre dès son retour d'Asie du Sud-Est, le 18 août, un train de mesures « ponctuelles » destinées à relancer une activité économique stagnante.

Il s'agit d'accélérer la réalisation de travaux publics et la cons-

truction de bases de stockage de pétrole, ainsi que d'encourager les exportations d'usines.

Des subventions devraient être accordées aux industries dont l'activité est affectée par la monnaie du yen.

Plus radicalement, le gouvernement prépare un budget supplémentaire qui sera soumis à la Diète à la rentrée parlementaire en septembre.

Enfin est attendue une nouvelle réduction de 0,5 % du taux de l'escompte qui sera ramené à 4,5 %.

Pour être efficace, le budget supplémentaire devrait être de l'ordre de 2 000 milliards de yens, soit 7,5 milliards de dollars. On ne pense pas que le gouvernement donne entière satisfaction sur ce point aux milieux d'affaires. Le budget général pour l'année fiscale 1977 est déjà en déficit de 8 000 milliards de yens, soit environ 30 milliards de dollars. Quelle que soit l'importance de la relance décidée par le gouvernement, les dépenses seront essentiellement consacrées aux grands travaux publics dont la réalisation a pris beaucoup de retard : construction de la voie ferrée pour le train express shinkansen vers le nord de Honshu, le principal de l'archipel, raccourciement de celle-ci par un pont à l'île de Shikoku, etc.

Cette injection de monnaie dans l'économie ne devrait pas augmenter le taux d'inflation stabilisé depuis plusieurs mois, compte tenu de l'effet déflationniste de la récente montée du yen. Mais malgré ce budget supplémentaire, les économistes ne croient plus à la possibilité d'atteindre le taux de croissance de 6,7 % prévu initialement par le gouvernement. La réalité se situera vraisemblablement entre 5 et 5,5 %, taux faible dans ce pays qui a connu naguère une expansion de 10 % l'an, et plus.

A l'occasion de l'adoption du budget supplémentaire, le gouvernement devrait réviser ses prévisions pour l'année fiscale en cours. En ce qui concerne non seulement le taux de croissance, mais également la situation de la balance des paiements courants (balance commerciale plus les services) qui, initialement, devait être en déficit de 700 milliards de dollars. Elle sera presque sûrement excédentaire de 6 à 7 milliards de dollars. Cela ne manquera pas de susciter quelque acrimonie à l'étranger, notamment aux États-Unis qui, entre janvier et mai, ont vu le déficit de leurs échanges avec le Japon s'élever de 2,5 milliards de dollars.

PHILIPPE PONS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Groupe SELLIER-LEBLANC

Le chiffre d'affaires (hors taxes) par le groupe SELLIER-LEBLANC, au cours du premier semestre 1977, s'élève à 445 000 000 F. ce qui représente une augmentation de 5 % par rapport à la même période de l'année précédente.

(PUBLI-TE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DU COMMERCE

SOCIÉTÉ NATIONALE DE COMMERCIALISATION DES TEXTILES ET DES CUIRS S.N.C.O.T.E.C.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 02/77

La Société Nationale de Commercialisation des Textiles et des Cuir (S.N.C.O.T.E.C.) lance un appel d'offres international pour la fourniture de 22.200 tonnes de fils textiles, pour utilisation en bonneterie, comprenant :

- 5.900 tonnes Nylon 100 %
- 1.300 » Polyamide
- 7.200 » Polyester
- 2.000 » Coton
- 30 » Coton et mélange
- 4.800 » Acrylique perlé et mercerisé
- 220 » Acrylique mélangé
- 260 » Fibronne 100 %
- 40 » Fibronne et mélange
- 80 » Polyester et mélange
- 300 » Divers

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer ou demander le cahier des charges à la

S.N.C.O.T.E.C.

Direction des Approvisionnements
Département Technico-Commercial
3, boulevard Amir-Cabral (ex-Anatole-France) ALGER
Télé 52.072 - Tél. 62 57 63 à 67 - ALGER

Les offres doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée, sous double enveloppe, faisant apparaître sur le pli intérieur, de manière apparente, la mention « Appel d'Offres International n° 02/77 - Bonneterie - A NE PAS OUVRIR ».

La date limite de la réception des offres est fixée au 30 septembre 1977, à 24 heures, le cachet de la poste faisant foi. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 45 jours.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

16 AOUT

